

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LE CAPITAL

DANS

L'ÉCONOMIE JAPONAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT
A LA FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS
LE 17 OCTOBRE 1960, A 15 HEURES

par

Roger CUKIERMAN
E. S. C. P.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. le Professeur M. BYÉ
Suffragants : M. le Professeur A. PHILIP
M. le Professeur R. CAPITANT

Prix Jean-Bertrand NOGARO 1961
décerné par la Faculté de Droit et des Sciences économiques
de l'Université de Paris



PRESSES UNIVERSITAIRES
DE FRANCE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LE CAPITAL DANS L'ÉCONOMIE JAPONAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT
A LA FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS
LE 17 OCTOBRE 1960, A 15 HEURES

par

Roger CUKIERMAN

E. S. C. P.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. le Professeur M. BYÉ

*Suffragants : M. le Professeur A. PHILIP
M. le Professeur R. CAPITANT*

*Cette Thèse a reçu le Prix Jean-Bertrand NOGARO 1961
décerné par la Faculté de Droit et des Sciences économiques
de l'Université de Paris*



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, Boulevard Saint-Germain, PARIS

—
1962



LE CAPITAL
DANS
L'ÉCONOMIE JAPONAISE

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions sont considérées comme étant propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

La faim dans le monde semble résulter de l'incapacité d'une Nature avare à nourrir des populations sans cesse plus nombreuses.

La lutte contre la faim impose-t-elle une réduction volontaire de la croissance démographique? Une telle solution, contestable dans son principe, serait-elle efficace?

Ou bien existe-t-il une autre voie qui permettrait à l'homme de l'emporter sur la Nature?

A ces questions, l'exemple donné en moins d'un siècle par le Japon permet de répondre par une note d'espoir. Le Japon, pays d'Asie aux ressources limitées et à densité humaine croissante, s'est hissé, à partir de 1868, jusqu'au niveau des plus grandes puissances mondiales.

Ainsi, nul ne serait irrémédiablement condamné à la pauvreté. Croissance économique et croissance démographique deviendraient compatibles. Et l'augmentation de la population pourrait même favoriser le développement économique.

*
* *

Quels enseignements peut-on tirer de la solution économique apportée par le Japon au problème de la survie de l'homme dans un milieu apparemment défavorable?

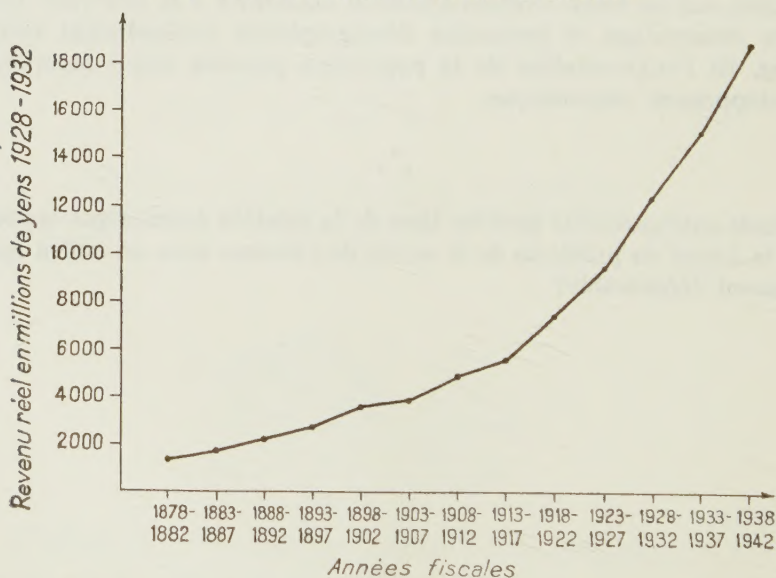
LE DÉVELOPPEMENT DU JAPON CONSTITUE UN EXEMPLE

§ 1. — PAR SON REMARQUABLE TAUX DE CROISSANCE DU REVENU NATIONAL

Le Japon étonne le monde par son extraordinaire taux de croissance. Ouvert à l'Occident en 1868 seulement, le Japon était devenu en 1944 l'une des premières puissances mondiales.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, le Japon, pays féodal non unifié, avait vécu replié sur lui-même sans relation avec l'extérieur. La restauration du pouvoir impérial en 1868 au détriment des « maires du palais », marqua le début de l'ère Meiji ou ère des lumières. L'économie japonaise se développa rapidement, soutenue et entretenue par les succès de l'impérialisme nippon.

**TABEAU 1. — LA CROISSANCE DU REVENU NATIONAL AU JAPON
AVANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE.**



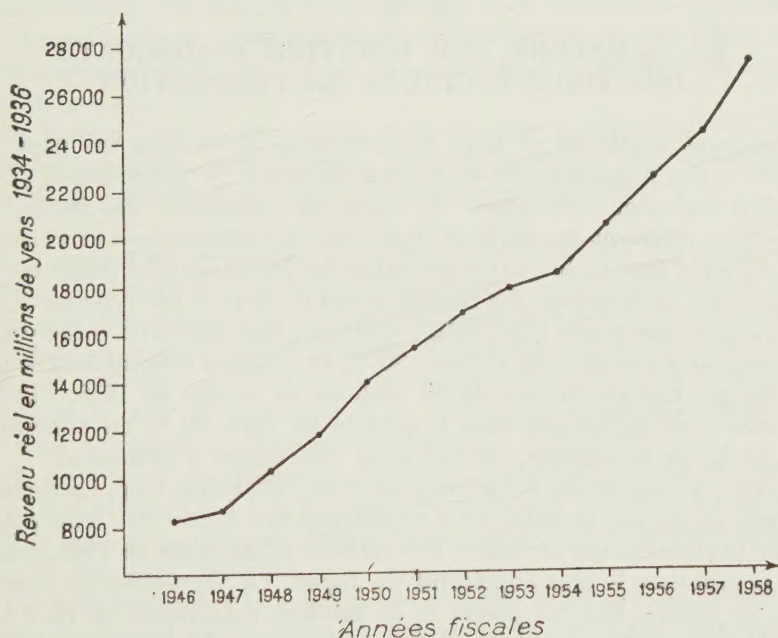
La première guerre sino-japonaise en 1895 apportait Formose au Japon, puis la guerre russo-japonaise en 1905 permit le contrôle de la Corée et

l'implantation en Mandchourie et à Sakhaline. Le Japon combattit peu au cours de la Première Guerre mondiale, mais il alimenta en armes et en munitions les troupes alliées contre l'Allemagne. Le déclenchement du conflit sino-japonais en 1937 marqua l'entrée de l'impérialisme nippon dans une phase active.

L'anéantissement consécutif à la Deuxième Guerre mondiale n'a fait qu'interrompre le développement de l'économie japonaise qui, en moins de quinze ans, a rattrapé et largement dépassé son niveau de 1934-1936.

Pour l'avant-guerre, les estimations du taux de croissance de l'économie japonaise, bien que difficiles et controversées, s'accordent néanmoins pour situer ce pourcentage autour de 4 % (1) en moyenne entre 1878 et 1942. Le rythme d'accroissement moyen du revenu national de 1887 à 1942, suivant Colin Clark (2), s'élèverait à 5 % l'an. Le taux de 3,7 % établi récemment par le professeur Kazushi Ohkawa (3), en s'appuyant

TABLEAU 2. — LA CROISSANCE DU REVENU NATIONAL AU JAPON
APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE.



sur les travaux antérieurs du professeur Yamada, dépasse lui aussi largement les 2,5 % des États-Unis avant la Deuxième Guerre mondiale,

(1) YAMADA, Rapport à l'International Association for Research in Income and Wealth, Castel Gandolfo, septembre 1953 (cf. annexe 1).

(2) COLIN CLARK, *The Conditions of Economic Progress*, 2^e éd., 1951 (cf. annexe 2).

(3) TSURU et OHKAWA, *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*, Tokyo, 1958.

dont la croissance était déjà considérée comme un succès. Malgré les critiques qui peuvent être portées contre elles, les estimations du professeur Ohkawa (1) sont certainement proches de la réalité et placent le Japon en tête des pays ayant connu, en longue période, un développement rapide.

Le taux de croissance du Japon d'après-guerre est également supérieur à celui des autres pays. De 1946 à 1952, le revenu national japonais a crû en moyenne de 11 % l'an, tandis que de 1953 à 1959 (2), l'accroissement se maintenait à 6,7 % en moyenne. Le plan quinquennal japonais prévoit pour 1958-1962 un taux de croissance annuel de 6,5 %, qui sera vraisemblablement dépassé.

Les courbes du revenu national japonais sont remarquables ainsi qu'il apparaît dans les graphiques ci-dessus, tirés des tableaux d'Ohkawa cités et commentés en annexe. Toutefois, les critiques portées contre les estimations d'avant-guerre ne permettent pas de réunir sous une forme unique les données relatives aux deux périodes d'avant et d'après-guerre.

§ 2. — MALGRÉ UNE DOTATION INADÉQUATE DES TROIS FACTEURS DE PRODUCTION

Comment expliquer ce taux de croissance élevé dans un pays qui souffre d'une *faible dotation en facteurs naturels*? 16 % seulement de ses 382.000 km² sont cultivables : le relief est tourmenté; des forêts, des tourbières couvrent des surfaces importantes; l'émiettement et l'instabilité du relief font de la culture japonaise un jardinage sans grand moyen mécanique. La fréquence des tremblements de terre et des typhons accentue l'aspect que prend l'agriculture d'éternel pari contre les cataclysmes. Les sources d'énergie sont faibles : 30 % du charbon doivent être importés malgré une production de 49 millions de tonnes en 1958, l'hydro-électricité est abondante mais le pétrole est rare. 80 % du minerai de fer, 50 % du manganèse doivent aussi être acquis à l'étranger.

Certes, la population est abondante. Elle l'est même trop. Le *caractère excessif du facteur humain*, dû à l'existence sur quatre îles trop petites d'une population qui atteindra 100 millions d'habitants en 1968, constitue le problème le plus angoissant du Japon. La population ne cesse en effet de croître. Elle est passée de 35 millions d'habitants en 1872 à 93 en 1959. Le rythme d'accroissement de la population atteint près d'un million d'habitants l'an. Pourtant, le taux d'accroissement naturel — naissances moins décès — est tombé de 20 à 10 % entre 1947 et 1955, grâce à une remarquable politique de restriction des naissances.

(1) Voir en annexe 3 les tableaux cités par Ohkawa, et la critique statistique de ses estimations et calculs.

(2) Tous les chiffres cités ci-dessous concernent l'année fiscale du 1^{er} avril au 31 mars.

Pour nourrir une population excessive malgré une agriculture insuffisante, il fallait que l'économie japonaise se spécialisât dans des activités exportatrices qui ne se heurteraient pas à l'inélasticité du facteur sol. Or, la demande mondiale se porte de plus en plus sur des biens exigeant une haute technique et des capitaux importants. Aussi le Japon perd-il l'avantage que lui procure son seul facteur de production abondant, la main-d'œuvre. Et l'économie japonaise doit affronter le difficile problème de la *pénurie du facteur capital*.

Des trois facteurs de production — sol, travail et capital —, c'est au troisième, le capital, que se limite cette étude.

En effet, l'action de l'homme sur ses ressources naturelles est faible, le sol étant un facteur fixe.

De même, le contrôle par l'homme de son nombre est difficile à mettre en œuvre. Il est, de plus, contestable dans son principe pour des raisons d'efficacité économique, l'homme étant à la fois producteur et consommateur, et plus encore, pour des raisons de conscience. Faut-il comme la Chine moderne encourager les naissances pour favoriser la production? Un Japon vieilli ne risquerait-il pas d'être absorbé par une Chine jeune et dynamique? Nous renvoyons à la thèse de J.-L. Riallin, *Économie et Population au Japon*.

Le facteur capital, par contre, présente une grande élasticité. Il est créé par l'homme, pour l'homme. On peut le définir comme l'ensemble des biens permettant de créer un revenu reproductible.

Le Japon s'est développé parce que, à la différence des autres pays d'Asie, il a su lever l'obstacle de la pénurie du capital. Assurer à une économie suffisamment de capital, c'est permettre son développement en l'absence de goulot d'étranglement du côté des facteurs naturels et des facteurs humains. Ainsi l'équation fondamentale d'Harrod $Gc = S$ fait dépendre le taux de croissance G du coefficient de capital marginal c et du taux d'épargne S , dans une économie en croissance close.

Le taux élevé de croissance du revenu national japonais (G) devrait donc être attribué soit à la faiblesse du coefficient de capital marginal (c), soit au haut niveau du taux moyen d'épargne (S), soit encore à la conjonction de ces deux éléments.

On peut supposer que l'épargne se traduise intégralement en accumulation du capital, en l'absence de thésaurisation, ou de fuite des capitaux vers l'extérieur.

Soit un pays A parvenant à épargner 25 % de son produit national ($S = 25$). Si pour une unité de production nouvelle, cinq unités supplémentaires de capital sont nécessaires ($c = 5$), la croissance du produit national s'élèvera, conformément à l'équation d'Harrod, à $G = S/c = 25/5 = 5$ %.

Soit un pays B à accumulation du capital plus faible — 18 % par

exemple, soit $S = 18$ — mais où trois unités supplémentaires de capital permettent la production d'une unité supplémentaire de produit — $c = 3$. La croissance du revenu national sera alors de $G = S/c = 18/3 = 6 \%$.

Ainsi le pays B, malgré un taux d'accumulation du capital inférieur, atteint un taux de croissance supérieur grâce à sa faible intensité de capital par unité de produit : une combinaison différente des facteurs de production a permis d'élever le taux de croissance de 5 à 6 %.

Le Japon a obtenu un taux élevé de croissance du revenu national. Comment a-t-il conjugué ces deux éléments : accumulation du capital et intensité du capital?

L'objet de la *première partie* sera de dégager les grands traits de l'*accumulation du capital au Japon*. Est-ce grâce à un taux élevé d'accumulation du capital que le Japon a connu un tel développement de son produit national? Qui a produit l'effort d'épargne? Cette épargne s'est-elle intégralement traduite en accumulation du capital?

Puis dans une *deuxième partie*, nous examinerons l'*intensité du capital* par rapport au produit dans l'économie japonaise. Est-ce grâce à une faible utilisation du capital que le Japon, économisant le facteur rare, a connu un développement rapide de son économie? Ou le Japon s'est-il efforcé de concentrer le capital existant dans quelques activités seulement?

A la lumière de cette étude, nous tenterons de dégager les enseignements que l'on peut tirer de l'exemple japonais pour les pays asiatiques encore sous-développés.

PREMIÈRE PARTIE

LA FORMATION DU CAPITAL : SON TAUX ÉLEVÉ

La part du revenu national japonais épargnée, puis investie, représente un pourcentage très supérieur à celle des grandes puissances occidentales : le taux d'accumulation du capital au Japon varie entre 25 et 30 %, alors qu'il dépasse rarement 20 % dans les autres pays ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 3. — TAUX D'ACCUMULATION DU CAPITAL BRUT (1).

Années	Japon	U. S. A.	Grande-Bretagne	Allemagne	France
1938.	24 %	8 %	11 %	19 %	13 %
1950.	25 %	21 %	11 %	23 %	19 %
1951.	32 %	19 %	16 %	23 %	20 %
1952.	28 %	16 %	13 %	23 %	19 %
1953.	28 %	17 %	15 %	21 %	17 %
1954.	25 %	16 %	14 %	22 %	18 %
1955.	25 %	19 %	17 %	25 %	18 %
1956.	29 %	18 %	16 %	24 %	19 %

Source : *Monthly Statistical Bulletin*, United Nations, décembre 1957.

Le plan quinquennal 1958-1962 prévoit au Japon un taux de 28,5 %, légèrement inférieur au maximum de 29,8 % enregistré en 1956, année de boom. Cette légère baisse paraît normale si l'on considère avec Colin Clark que le taux d'accumulation du capital décroît au fur et à mesure du vieillissement des structures économiques. Ce taux demeure, néanmoins, supérieur à celui du Japon d'avant-guerre. Ceci s'explique par le rajeunissement involontaire dû aux destructions subies en 1945. On serait ainsi passé d'un taux d'accumulation brute du capital de 50 % vers 1880-1910 (2), à moins de 25 % avant-guerre et à plus de 25 % après la Deuxième Guerre mondiale.

(1) Le capital financé par l'étranger est inclus.

(2) Colin CLARK, *The Conditions of Economic Progress*, 2^e éd., 1951.

TABLEAU 4. — TAUX D'INVESTISSEMENT BRUT/REVENU NATIONAL.

Années	Taux annuel
1930-1934	12,4 %
1935-1939	22,8 %
1940-1944	26,5 %
1946-1950	25,4 %
1951-1955	27,2 %
1956	29,8 %

Source : *Fuji Bank Bulletin*, mars 1958.

Que l'accumulation du capital soit forte ne signifie pas que le capital accumulé soit abondant. L'accumulation du capital doit même être d'autant plus forte que le capital existant est faible. Un flux important de capital doit renforcer un stock faible de capital.

La faiblesse du revenu national japonais donne au capital le caractère d'un facteur rare. Une part, même importante, dans un tout de volume restreint ne saurait donner l'illusion de l'abondance. Alors que le produit moyen net par tête au coût des facteurs s'élevait annuellement de 1952 à 1955 à 1.870 US \$ aux États-Unis et à 740 US \$ en France, les mêmes statistiques de l'O. N. U. ne donnaient pour le Japon que 190 US \$.

Toutefois, la croissance du revenu national japonais permet d'accroître à un rythme parallèle le montant des capitaux investis chaque année.

Aussi, alors que, pendant la première phase de développement de l'économie japonaise, des mesures draconiennes avaient paru nécessaires pour former le capital, l'épargne tend aujourd'hui à devenir volontaire grâce aux efforts des institutions financières. A l'impôt foncier ont succédé comme principales sources de formation du capital, l'épargne des particuliers et l'autofinancement. Ce sont ces différentes sources de formation du capital domestique que nous allons examiner après avoir étudié préalablement l'apport du capital étranger pour déterminer si, suivant l'expression de Nurkse, « Capital is made at home ».

Premier chapitre : Le Capital étranger.

Deuxième chapitre : L'Épargne publique.

Troisième chapitre : L'Épargne des particuliers.

Quatrième chapitre : Le Rôle des institutions financières.

Cinquième chapitre : L'Autofinancement.

CHAPITRE PREMIER

LE FAIBLE APPORT DES CAPITAUX ÉTRANGERS : CROISSANCE CLOSE DE L'ÉCONOMIE JAPONAISE

Les experts de l'O. N. U. estiment que pour élever le revenu des pays sous-développés de 2 % l'an, 19 milliards de dollars seraient nécessaires dont 15 milliards de dollars viendraient de l'étranger.

Il faudrait donc pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté une contribution étrangère énorme. En effet, les pays en état de sous-développement ont un revenu moyen par tête extrêmement faible. Le pauvre ne peut pas investir car il ne peut épargner et, en l'absence d'aide étrangère, le sous-développement appellerait le sous-développement.

Or, le Japon nous offre l'exemple d'un pays qui s'est développé, au moins dans une première phase, sans un tel apport : en croissance close, bien qu'il ait tiré parti de la diffusion des connaissances techniques ou intellectuelles déjà acquises ailleurs. Il a su rompre ce cercle vicieux de la pauvreté.

Les classes dirigeantes japonaises ont craint de voir leur pays tomber sous la domination financière étrangère, si elles ne prenaient pas l'initiative du développement et ne le finançaient au moyen de leurs seules ressources internes.

L'investissement direct étranger fut limité chaque fois que l'exploitation du sol était en jeu : l'agriculture, les mines, les transports furent interdits aux étrangers. Des investissements directs furent néanmoins réalisés sous forme de sociétés à capital mixte — japonais et étranger — dans les domaines de l'électricité et du pétrole notamment. On entend par investissement direct un investissement qui assure à la société étrangère le contrôle de la gestion de l'entreprise. Le pourcentage de capital nécessaire pour obtenir ce contrôle varie essentiellement suivant les forces

en présence. Une Grande Unité Interterritoriale, dans le domaine du pétrole par exemple, contrôlera une société avec un faible pourcentage du capital grâce à sa puissance et à sa qualité de principal fournisseur.

A la différence des investissements directs étrangers, les investissements indirects furent encouragés, qui sauvegardaient l'indépendance économique. Quelques emprunts furent lancés sur les grandes places financières mondiales. Cette contribution du capital étranger demeura très restreinte jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale.

La défaite de 1945 eut pour conséquence de confirmer une double évolution qui était apparue avec le xx^e siècle et n'avait été interrompue que par l'impérialisme nippon : l'accroissement de l'apport en capital étranger et la part croissante prise par les investissements directs.

Section 1. — DE 1868 A LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE, LE GOUVERNEMENT JAPONAIS LANCE DES EMPRUNTS A L'ÉTRANGER (1).

L'apport en capital étranger, dans cette phase de décollage de l'économie, la plus difficile, fut faible ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 5. — APPORT DU CAPITAL ÉTRANGER AU JAPON
DE 1868 A 1929.

Années	1 Apport net annuel de capital étranger en millions de yens	2 Revenu national annuel en millions de yens	3 Apport net étranger Revenu national
1868-1895.	Négligeable	Non calculé	Négligeable
1896-1913.	— 88,3	2.810	— 3,0 %
1914-1919.	+ 405,2	7.970	+ 5,1 %
1920-1929.	— 277,2	11.630	— 2,4 %

Source : la colonne 1 est tirée d'Edwin P. REUBENS : *Foreign Capital and Domestic Development in Japan*, Rapport présenté à la « Social Science Research Council Conference » en 1952; la colonne 2 est extraite de TSURU et OHKAWA : *Long Term Changes in the National Product Of Japan Since 1876*, International Association for Research in Income and Wealth, en 1953.

Le Japon recourut à des crédits à court terme pour financer son déficit commercial qui s'éleva jusqu'au tiers des importations en 1872. Ce déficit fut de courte durée grâce au développement des industries expor-

(1) Thèse d'AUERBACH, *Le Capital étranger et le développement économique*, Paris, 1958. Edwin P. REUBENS, *Foreign Capital and Domestic Development in Japan*, Rapport à la « Social Science Research Council Conference », 1952.

tatrices : dès 1873, le déficit extérieur se réduisit, la structure des exportations changea : la part des produits finis passa de 15 % des exportations en 1888-1892 à 26 % en 1893-1897 (1), ce qui était déjà un pas considérable dans la voie du développement.

Ses victoires militaires valurent, en outre, au Japon un flux important de capitaux — au titre des réparations de guerre — qui vint s'ajouter aux investissements directs et indirects en provenance de l'extérieur. Ces indemnités s'élevèrent à 360 millions de yens, à la suite de la guerre sino-japonaise de 1894-1895, et à 24 millions de yens à la suite de la guerre des Boxers. Après la guerre russo-japonaise de 1905, le Japon reçut encore 47 millions de yens pour l'entretien des prisonniers de guerre russes. Ces réparations s'accompagnaient de l'exploitation des territoires occupés. Aussi le flux de capitaux fut-il suivi d'un flux de marchandises qui enleva aux réparations tout caractère inflationniste.

La source principale des capitaux empruntés fut le marché financier de Londres. Paris n'intervint qu'après 1903 et New York après 1919. Les prêts français étaient à échéance généralement plus brève que les prêts anglais : dix ans au lieu de vingt ou trente. Les emprunts les plus importants eurent lieu en 1870, 1873, 1899 et 1905.

De 1896 à 1914, la contribution du capital étranger ne permit pas de couvrir le déficit de la balance des comptes et l'apport net du capital étranger fut négatif. Les investissements étrangers furent également compensés par les investissements réalisés par les Japonais à Formose, en Corée, en Mandchourie et à Sakhaline, à la suite des succès obtenus dans les diverses campagnes militaires.

Le gouvernement agissait donc doublement sur les flux extérieurs : par sa politique militaire et par ses emprunts à l'étranger. Comme l'indique le tableau suivant, le gouvernement fut de loin le plus important emprunteur de capitaux étrangers :

TABLEAU 6. — RÉPARTITION DU FLUX DE CAPITAL ÉTRANGER
DE 1896 A 1913.

A. Emprunts lancés à l'étranger	94,5 %	
a) Par le Gouvernement ou les collectivités publiques		85 %
b) Par des sociétés japonaises		9,5 %
B. Investissements directs par des étrangers	5,5 %	
Total	100 %	

Source : Edwin P. REUBENS : Population, Revenu et Capital, *Bulletin international des Sciences sociales*, Unesco, 1954, n° 2.

(1) Thèse d'AUERBACH, *Le Capital étranger et le développement économique (1868-1938)*, p. 64.

§ 1. — LES EMPRUNTS LANCÉS A L'ÉTRANGER

a) *Les emprunts publics extérieurs représentent un sixième des recettes publiques* totales et le double des emprunts publics intérieurs. Cette part importante de l'emprunt extérieur dans les recettes de l'État s'explique en partie par un faible taux d'intérêt mondial (4 %), inférieur au taux d'intérêt national (5 %), mais plus encore par la volonté du gouvernement japonais de laisser aux entreprises privées un marché intérieur de capitaux aussi important que possible. En outre, le gouvernement japonais inspirait plus confiance sur les grandes places financières que des entreprises qui n'avaient pas encore donné leur mesure.

Le gouvernement s'étant ainsi procuré des capitaux sur les riches places financières étrangères pouvait intervenir dans l'économie japonaise en lançant et en exploitant directement des entreprises, en prenant des participations, en accordant des subventions, des détaxations, en encourageant les associations, en suscitant les investissements en Mandchourie et dans le Pacifique pour s'ouvrir des marchés et des sources de matières premières.

b) *Les emprunts extérieurs des sociétés* furent émis par des banques et des sociétés de développement colonial et représentèrent 9,5 % du capital étranger investi. Ces institutions financières faisaient partie d'un réseau d'organismes dont le capital était surtout fourni par l'État. Elles étaient étroitement liées entre elles, s'accordaient une aide financière mutuelle et coopéraient pour investir dans des entreprises d'intérêt national. Elles avaient aussi des liens étroits avec les grandes unités de production appelées « Zaibatsu » ou trusts.

§ 2. — LES INVESTISSEMENTS DIRECTS
NE REPRÉSENTÈRENT QUE 5 % DU FLUX
DE CAPITAL ÉTRANGER

Les étrangers choisirent les domaines du commerce extérieur et de son financement car ils étaient tenus éloignés des activités qui pouvaient faire perdre aux Japonais la propriété du sol. Les Grandes Unités Interterritoriales telles que Lever, General Electric et Goodrich firent cependant leur apparition.

Mais le Japon a préféré, chaque fois qu'il n'avait pas un besoin immédiat de la technique ou des matières premières étrangères, limiter légalement l'investissement direct étranger et favoriser au contraire les emprunts d'État sur les grandes places financières mondiales.

Section 2. — LA PART DES INVESTISSEMENTS DIRECTS AUGMENTE PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES (1).

La Première Guerre mondiale ramena une balance du commerce favorable : l'offre mondiale était réduite et les pays de l'Entente commandaient des quantités considérables de matériel militaire; les compagnies de navigation japonaises étaient extrêmement sollicitées, tandis que les marchés asiatiques s'ouvraient aux produits japonais libérés de toute concurrence. Mais la guerre eut un autre effet, elle fit cesser les investissements étrangers au Japon.

En 1919, les importations rattrapèrent et dépassèrent même de 20 % les exportations. Les réserves de devises accumulées pendant la guerre s'épuisèrent, et le déficit fut finalement couvert par de nouveaux apports de capital étranger.

Toutefois, en 1929, l'endettement étranger net ne s'élevait qu'à 784 millions de yens, contre 1.432 millions en 1913 (2). Mais la part des investissements directs dans le flux de capital étranger avait augmenté. Parmi les investissements indirects, 16 % seulement des emprunts étaient émis par le gouvernement japonais, et 14 % par des collectivités locales. Par contre, le rôle des sociétés privées tendait à croître grâce au lancement d'emprunts par les grandes sociétés de développement dont le but était l'équipement énergétique et industriel du pays. Cet apport fut particulièrement important après le terrible tremblement de terre de 1923.

Ces changements reflétaient l'amélioration de la situation du secteur privé de l'économie japonaise. L'action du gouvernement avait créé un climat favorable à l'investissement privé tant national qu'étranger.

Les capitaux étrangers, obtenus par de grandes entreprises privées d'utilité publique, prenaient ainsi le relais des emprunts publics émis à l'étranger avant la Première Guerre mondiale par le Gouvernement japonais.

Le déficit de la balance commerciale se réduisit à des dimensions beaucoup plus faibles, et la balance des comptes fut même équilibrée à partir de 1932.

L'impérialisme nippon, à l'aube de la Seconde Guerre mondiale fit disparaître tout apport nouveau de capital étranger. La guerre ne fit que renforcer l'autarcie et la puissance japonaise, mais son dénouement détruisit l'une et l'autre. Et le capital étranger apparut à nouveau.

(1) *Foreign Capital Research Society, Bank of Japan, 1955.*

() Le revenu nominal moyen de 1913 à 1917 s'est élevé à 4.598 millions de yens l'an. De 1928 à 1932, il a atteint 12.132 millions de yens, cf. TSURU et OHKAWA, *op. cit.*

Section 3. — LE CAPITAL ÉTRANGER APRÈS-GUERRE (1).

Le Japon durement éprouvé par la guerre a eu besoin de l'assistance technique et des capitaux étrangers. Toutefois, malgré la pénurie, les Japonais ont redouté, comme par le passé, la mainmise de l'étranger sur leur économie. Mus par cette crainte, ils ont préféré la simple assistance technique au prêt, et le prêt, à la participation financière.

Ce conflit entre le besoin et la crainte des capitaux étrangers s'est traduit dans la législation, établie en 1950, qui réglemente l'entrée des capitaux étrangers.

Une « validation » du ministère des Finances est nécessaire. Elle vaut garantie de rapatriement du capital et des dividendes, quelle que soit la situation du commerce extérieur, à condition que les actions aient été détenues au moins pendant deux ans par la même personne.

Le ministère des Finances a pris en 1959 des dispositions nouvelles destinées officiellement à accélérer les formalités. Le candidat à l'investissement peut désormais choisir entre trois procédures : la *validation*, l'*approbation* — le Gouvernement permet l'investissement mais peut retarder le rapatriement des capitaux si la balance des comptes est déficitaire — et la *permission* — l'investissement est simplement reconnu mais ne bénéficie d'aucune garantie de rapatriement.

Cette barrière réglementaire et l'absence d'une tradition de flux de capitaux vers le Japon limitent les investissements étrangers à un faible nombre d'activités. Les Japonais se sont surtout efforcés d'obtenir de l'étranger les connaissances techniques qui leur manquaient.

L'importance de la participation étrangère dans le domaine du pétrole ne doit pas surprendre car la production intérieure japonaise ne peut guère satisfaire plus de 10 % des besoins. Déjà avant-guerre les importations de pétrole étaient presque totalement contrôlées par Shell et Standard Vacuum. Shell, lié à Mitsubishi, était le principal fournisseur de la marine dès 1875.

L'industrie de la construction électrique est, après celle du pétrole, l'activité qui dépend le plus de l'étranger. Westinghouse et General Electric sont connus au Japon depuis fort longtemps. Déjà en 1904, la Société Toshiba fut créée par Mitsui avec la collaboration technique de General Electric et Mitsubishi Electric avec celle de Westinghouse.

§ 1. — L'ASSISTANCE TECHNIQUE (2)

Le Japon a beaucoup profité de l'assistance technique étrangère sous forme de contrats conclus entre industriels japonais et étrangers. Au 31 mai

(1) U. S. Bureau of Foreign Commerce, *Investment in Japan*, 1956. Keiichiro HIRATA, *Foreign Investment to Japan, The Oriental Economist*, septembre 1958, p. 481.

(2) *Foreign Investment Law Annotated*, 2 tomes, Trade Bulletin Corporation, 1958-1959.

TABLEAU 7. — CONTRATS D'ASSISTANCE TECHNIQUE
AU 31 MAI 1959.

Activité	Nombre de contrats	Pourcentage
Chimie et dérivés.		23 %
Fibres chimiques.	15	
Produits pharmaceutiques et engrais . .	53	
Chimie	103	
Divers.	21	
Industries électriques		22 %
Gros équipement électrique	18	
Fils et câbles.	21	
Télécommunications	121	
Divers.	37	
Activités mécaniques		22 %
Locomotives et turbines.	39	
Machines-outils.	11	
Machines textiles.	13	
Divers.	136	
Produits métallurgiques.	86	9 %
Équipement de transports.	56	7 %
Filature et tissage	47	5 %
Produits pétroliers	30	3 %
Caoutchouc, cuir	27	3 %
Verre, argile, pierres	13	2 %
Construction.	14	2 %
Divers.		2 %
Électricité et gaz.	3	
Impression.	3	
Produits alimentaires	1	
Pulpe et papiers	10	
Total	878	100 %

Source : Survey of Japanese Finance and Industry, *The Industrial Bank of Japan*, mai-juin 1959.

1959, le nombre de contrats d'assistance technique s'élevait à 878, répartis dans les activités énumérées au tableau 7.

Cette aide étrangère a profité surtout aux industries du matériel électrique, de la construction mécanique et de la chimie puisque 67 % des contrats touchaient ces activités.

Des firmes américaines ont signé 65 % de ces contrats, la part de la Suisse s'est élevée à 8 %, puis viennent l'Allemagne 6 %, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie chacune 3 %.

Parmi les contrats d'assistance technique signés avec la France, le plus important est l'accord Hino-Renault portant sur la construction au Japon

de 4 CV Renault par la firme Hino. Ce contrat autorise Renault à recevoir des royalties d'environ 2,5 % du prix de vente, en contrepartie de l'apport du modèle et des techniques de production.

Le Gouvernement publie chaque année une liste des activités pour lesquelles il souhaite trouver assistance et capitaux étrangers. Cette liste se réduit d'année en année parallèlement à la croissance de l'économie japonaise. Il est vrai que les royalties pèsent lourdement sur la balance des comptes : alors qu'en 1951-1952 elles s'élevaient à 4,8 millions de dollars, ce chiffre est passé en 1957-1958 à près de 40 millions de dollars, ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 8. — ROYALTIES ET REDEVANCES POUR CONTRATS D'ASSISTANCE TECHNIQUE A LONG TERME.

Année fiscale	Millions de dollars U. S.
1950-1951	0,5
1951-1952	4,8
1952-1953	8,2
1953-1954	11,5
1954-1955	13,0
1955-1956	18,0
1956-1957	28,4
1957-1958	39,4
1958-1959 (1)	21,1 (1)
	144,9

Source : *Oriental Economist*, février 1959.

§ 2. — PARTICIPATION A LA GESTION

L'acquisition par des intérêts étrangers de parts dans les ressources des sociétés japonaises a résulté de deux méthodes : l'achat d'obligations et l'acquisition d'actions permettant le contrôle de la gestion. Cette forme d'investissement direct se traduit par la formation de sociétés à capital mixte.

Celle-ci l'a nettement emporté. Un rapport de la Banque du Japon précise qu'au 30 juin 1958 le total des investissements étrangers dans les sociétés japonaises s'élevait à 19,9 milliards de yens — soit 278 millions de NF (2) — dont 14,3 milliards de yens constitués d'investissements directs. Cette forme d'investissement a été particulièrement importante en 1951, dernière année de l'occupation américaine, comme le montre le tableau suivant :

(1) Premier semestre seulement.

(2) 100 yens = 1,40 NF.

TABLEAU 9. — INVESTISSEMENTS DIRECTS.

Année fiscale	Milliards de yens
1951-1952	4,1
1952-1953	1,6
1953-1954	2,1
1954-1955	1,2
1955-1956	0,5
1956-1957	1,7
1957-1958	2,4

Source : *Oriental Economist*, février 1959.

La reprise des investissements directs depuis 1956 est due aux augmentations de capital réalisées dans les sociétés qui dépendaient d'intérêts étrangers.

La participation au capital d'une société s'accompagne souvent de contrats d'assistance technique, de fournitures de matériel et de matières premières dont l'importance varie suivant l'activité.

TABLEAU 10. — INVESTISSEMENTS DIRECTS
PAR ACTIVITÉ AU 30 JUIN 1958.

Activité	Milliards de yens	Pourcentage
Pétrole	5,90	38,79 %
Chimie	2,68	17,62 %
Matériel électrique	2,36	15,51 %
Verre, sable, pierres	0,89	5,85 %
Métallurgie	0,80	5,26 %
Industries mécaniques	0,66	4,33 %
Caoutchouc et cuirs	0,65	4,30 %
Commerce	0,59	3,87 %
Filature et tissage	0,23	1,51 %
Équipement de transport	0,15	0,99 %
Voies de communications	0,11	0,72 %
Divers	0,19	1,25 %
Total	15,21	100,00 %

Source : Chiffres fournis par la Banque du Japon, 1959.

Le pétrole, la chimie et le matériel électrique reçoivent donc une part considérable des investissements directs faits au Japon par des étrangers. Ceci est confirmé par le tableau suivant :

TABLEAU 11. — POURCENTAGE DE CAPITAL
DÉTENU PAR DES ÉTRANGERS.

Firmes japonaises	Firmes étrangères	Capital versé en millions de yens	% de capital détenu par l'étranger
Mitsubishi Electric.	Westinghouse (U. S. A.).	8.100	4 %
Sumitomo Electric.	International Standard Electric (U. S. A.).	4.500	12,9 %
Matsushita Electric.	Philips (Hollande).	700	30,0 %
Nippon Electric.	International Standard Electric (U. S. A.).	4.000	22,3 %
Shibaura Electric.	International General Electric (U. S. A.).	15.000	7,1 %
Nippon Light Métal.	Aluminium Ltd (Canada).	3.000	49,5 %
Toa Nenryo Kogyo.	Standard Vacuum Oil (U. S. A.).	4.739	55 %
Koa Oil.	Caltex (U. S. A.).	1.445	50 %
Mitsubishi Oil.	Tidewater Oil Co (U. S. A.).	2.520	50 %
Nippon Sekiyu.	Caltex (U. S. A.).	4.000	50 %
Showa Oil.	Anglo-Saxon Petroleum (Grande- Bretagne).	2.550	50 %
Yokohama Rubber.	Goodrich (U. S. A.).	2.000	35 %
Nippon Dunlop.	Dunlop Rubber (Grande-Bretagne).	500	99 %
Nippon Sheet Glass.	Libbey Owens Ford Glass Co (U. S. A.).	2.500	14 %
Shell.	Shell (Grande-Bretagne).	2.100	100 %
Japan Aircraft Main- tenance.	Northwest & Transocean Airline (U. S. A.).	200	28,7 %

Source : *Oriental Economist*, février 1959.

Les investissements directs représentent des sommes considérables mais sont limités à certaines activités requérant soit la technique étrangère (électricité), soit la matière première étrangère (pétrole, caoutchouc). La part des États-Unis est prépondérante alors que les investissements français au Japon sont extrêmement rares.

Seule la Société Air liquide a une implantation importante avec 21 usines « Teikoku Sanso » et un capital de 600 millions de yens dont la quasi-totalité appartient aux actionnaires français. La société de produits pharmaceutiques Nippon Roussel dont le capital doit être porté de 25 à 100 millions de yens est également une société à capital mixte franco-japonaise, de même que Nippon de Grémont pour la purification de l'eau, Nippon Pic pour le lavage du charbon, et Nitsu Futsu Boeki qui représente Denis Frères. Par contre, les autres grandes sociétés françaises installées au Japon, telles que la Société Française des Pétroles, la Banque de l'Indochine, Air France et les Messageries Maritimes, n'y ont réalisé aucune dépense d'investissement.

Les prêts étrangers ont-ils la même origine?

§ 3. — PRÊTS DE L'ÉTRANGER.

Les prêts de l'étranger aux firmes japonaises ont pris de l'importance à partir de 1954. Alors qu'en 1953-1954 leur montant s'élevait à 6,1 milliards de yens, en 1957-1958 il atteignait 33 milliards de yens, soit 462 millions de NF.

TABLEAU 12. — PRÊTS DE L'ÉTRANGER.

Année fiscale	Milliards de yens
1953-1954	6,1
1954-1955	14,3
1955-1956	22,1
1956-1957	25,6
1957-1958	33

Source : *Oriental Economist*, mars 1959.

Au 30 juin 1958, le total cumulé des prêts s'élevait à 161 milliards de yens, soit 2.254 millions de NF et se répartissait ainsi :

TABLEAU 13. — ORIGINE DES PRÊTS.

Origines	Milliards de yens	Pourcentage
U. S. A.	89,6	56 %
B. I. R. D.	55,8	35 %
Grande-Bretagne	14	8 %
Total	159,4	99 %

Source : *Oriental Economist*, mars 1959.

La part prépondérante des U. S. A. provient pour plus d'un tiers de l'Export Import Bank of Washington D. C. : 33,9 milliards de yens au 30 juin 1958.

La plus grande partie des prêts (85 %) est destinée aux activités de l'énergie électrique, du raffinage du pétrole, de la construction navale et des autres industries métallurgiques :

TABLEAU 14. — RÉPARTITION DES PRÊTS PAR ACTIVITÉ.

Activité	Milliards de yens	Pourcentage
Électricité et gaz.	75,3	47 %
Raffinage du pétrole	26,5	16 %
Métallurgie	18,5	11 %
Transports et communications	17,0	11 %
Industries mécaniques.	10,7	7 %
Construction.	7,3	4 %
Chimie	2,9	2 %
Divers.	2,8	2 %
Total	161,0	100 %

Source : *Oriental Economist*, mars 1959.

Les énormes prêts pour l'électricité étaient destinés à l'achat aux U. S. A. d'un équipement de générateurs thermiques de grande puissance. Jusqu'à là, l'électricité japonaise était surtout d'origine hydraulique. Les prêteurs furent essentiellement l'Export Import Bank, l'International General Electric et Westinghouse. Pour le raffinage du pétrole, les créanciers et les emprunteurs furent dans tous les cas des firmes affiliées aux Grandes Unitée Interterritoriales tels Shell et Esso. Ces prêts venaient s'ajouter aux investissements directs réalisés dans cette activité qui doit son expansion aux intérêts étrangers.

Ainsi fut conclu, en mars 1958, un contrat de prêt de 9,36 milliards de yens entre la Société sidérurgique Yawata et l'Exim Bank. La durée du prêt était de quinze ans et le taux annuel de 5,75 %.

De même, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement accorda à la Banque de Développement du Japon pour le compte de la Société d'Électricité Hokuriku, un prêt d'un montant de 13,32 milliards de yens, pour une durée de vingt-cinq ans et au taux annuel de 5,58 %.

Shell accorda également des prêts s'élevant à plusieurs milliards de yens, notamment à Mitsubishi Oil.

A ces prêts à long terme s'ajoutent des crédits à court terme d'une durée de six mois et qui représentent une valeur approximative de 250 millions de dollars, soit 90 milliards de yens. Leur renouvellement est assuré de telle sorte que ces crédits prennent un caractère de permanence : l'industrie de transformation travaille avec des matières premières importées qui ne sont pas encore payées. C'est notamment le cas pour les minerais, le pétrole, le coton et la laine. Ici encore la part prise par les U. S. A. est considérable.

§ 4. — LES CARACTÉRISTIQUES DU CAPITAL ÉTRANGER APRÈS-GUERRE

L'apport du capital étranger après avoir été extrêmement faible avant-guerre est aujourd'hui caractérisé par sa concentration dans certaines activités exigeant soit de fortes connaissances techniques soit des matières premières extérieures, et par la place prépondérante prise par les États-Unis.

1^o Part prépondérante des États-Unis.

Les États-Unis ont, d'après les statistiques officielles de la Banque du Japon, signé 66 % des contrats d'assistance technique, acquis 73 % des actions détenues par les étrangers, et fourni 56 % des prêts accordés au Japon.

2^o C'est l'assistance technique que les Japonais ont surtout recherchée.

Ainsi dans le domaine de l'appareillage électrique où les Japonais sont passés maîtres (récepteurs de radio et de télévision à transistors), rien n'aurait pu être fait sans les brevets de technique étrangère.

Les prises de participation et les prêts ont presque toujours été liés aux accords d'assistance technique. L'assistance technique accompagnait les acquisitions de capital social, ou les contrats de prêts, ou encore la fourniture de matériel d'équipement et de matières premières.

Le lancement de grands emprunts sur les marchés financiers étrangers — méthode utilisée avant-guerre — a été presque abandonné. Toutefois, le Gouvernement japonais a annoncé son intention de placer, entre 1960 et 1962, 30 millions de dollars d'obligations sur le marché américain.

3^o Le capital étranger s'est surtout dirigé vers les activités lourdes et chimiques.

Les industries lourdes et chimiques ont besoin de beaucoup de capital. Leur dépendance vis-à-vis des sources externes d'énergie et de matières premières est grande, notamment pour la pétrochimie.

Or, les fournisseurs mondiaux de ces produits sont les Grandes Unités Interterritoriales, qui disposent de capitaux considérables, des sources d'énergie et de matières premières.

Aussi ces activités lourdes ont-elles absorbé la majeure partie de l'apport étranger à l'économie japonaise, ainsi que l'indique le tableau suivant :

TABLEAU 15. — RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ DE L'APPORT ÉTRANGER.

Activité	Nombre de contrats d'assistance technique	Participation au capital social	Prêts
Pétrole.	3 %	38,79 %	16 %
Chimie.	23 %	17,62 %	2 %
Électricité.	22 %	15,51 %	47 %
Métallurgie.	9 %	5,26 %	11 %
Industrie mécanique. . .	22 %	4,33 %	7 %
Divers.	21 %	18,49 %	17 %
Total	100 %	100 %	100 %

Source : tableaux cités ci-dessus.

Comme l'apport du capital étranger n'a vraiment commencé qu'après 1950, il est trop tôt pour en apprécier les résultats. Il est certain néanmoins que l'aide étrangère a contribué sensiblement à élever le niveau de la technique japonaise, à moderniser les usines, à améliorer les qualités et à réduire les coûts de production. Ces progrès se sont traduits par une nette amélioration du niveau de vie, de la compétitivité du Japon sur les marchés mondiaux et finalement par une économie de devises.

Malgré l'importance de l'apport étranger dans ces activités depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le développement de l'économie japonaise ne saurait être attribué au capital étranger : l'apport extérieur fut réduit avant-guerre. Après-guerre, il fut circonscrit à quelques activités, alors que l'économie connaissait une croissance remarquable et généralisée. L'aide étrangère a certes contribué au développement du produit national japonais, mais le capital utilisé au Japon fut surtout le résultat de l'accumulation domestique du capital, confirmant la proposition de Nurkse (1) suivant laquelle *Capital is made at home*.

Quelle part l'État a-t-il assumée dans cette accumulation domestique du capital?

(1) R. NURKSE, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, B. Blackwell, Oxford, 1953.

CHAPITRE II

L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS A ÉTÉ DÉTERMINANTE

Pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté, il faut des pionniers, des innovateurs qui sachent renverser l'inertie des structures sociales, instaurer une économie monétarisée permettant la circulation des biens et l'octroi du crédit, appliquer les techniques modernes de production, susciter la formation domestique du capital et, par suite, lancer le pays dans la vie du développement.

Au Japon, ce rôle de pionnier a été joué par l'État.

Section 1. — L'ÉTAT FUT LE PROMOTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (1).

La révolution de Meiji en 1868 marque le début d'une ère de développement économique au Japon. Les hommes politiques arrivés au pouvoir sont décidés à faire du Japon une grande puissance. Il faut pour cela que la révolution politique s'accompagne d'un changement profond des mœurs. On imite, on copie toutes les techniques qui paraissent favorables au développement économique. Mais on craint surtout de tomber sous la domination financière étrangère.

Rares sont, en 1868, les hommes qualifiés pour conduire tant les affaires de l'État que les entreprises privées. Certes, dès 1868, des Japonais sont envoyés à l'étranger pour étudier et des techniciens étrangers sont invités au Japon. Mais pendant de longues années, techniciens et administrateurs capables font cruellement défaut au Japon.

Aussi la phase de *take off* ou décollage de l'économie japonaise est-elle marquée par l'unité entre le personnel politique et les dirigeants de l'économie. Ces hommes ont, à défaut d'expérience pratique, une intense volonté. Ce soudain désir d'accroître la puissance économique du Japon s'explique par le besoin de préserver l'indépendance politique. Celle-ci

(1) Chotaro TAKAHASHI, *Capital Accumulation in Early Meiji Era*, *Asian Affairs*, juin 1956. Kimura MOTOKAZU, *Fiscal Policy and Industrialisation in Japan, 1868-1895*, *The Annals of Hitotsubashi*, avril 1956.

avait été compromise par le coup de canon de l'amiral américain Perry en 1852 qui avait obligé le Japon à s'ouvrir à l'Occident. La rébellion de la classe aristocratique devant cette vexation explique l'instauration en 1868 d'une « ère des lumières ».

Mais pour susciter le développement économique, il fallait former des cadres, créer une infrastructure de routes, de chemins de fer, établir une économie monétaire et des entreprises industrielles. Or, l'État était extrêmement pauvre.

Aussi l'action de l'État s'exerça-t-elle dans diverses directions.

L'État supprima les douanes intérieures, créa une monnaie moderne et un système bancaire. Il abolit la hiérarchie féodale, incita les seigneurs ou daïmios à prendre une part active dans la vie économique en éliminant les droits seigneuriaux. Auparavant, en effet, toute activité lucrative leur était interdite.

Pour trouver des ressources financières, l'État eut recours essentiellement à un IMPÔT SUR LA TERRE. En effet, l'immense majorité des Japonais vivait directement de l'agriculture. En 1873, 78 % de la population japonaise étaient employés dans cette activité. Il parut naturel que l'effort d'épargne soit exigé de ceux qui étaient responsables de la plus grosse partie du produit national.

L'agriculture japonaise était constituée de petites parcelles intensivement exploitées par des fermiers qui payaient aux propriétaires du sol des rentes en nature.

Après avoir levé, en 1872, l'interdiction de la vente du sol, l'État instaura en 1873 un impôt en monnaie sur la terre. Cet impôt était fondé sur la valeur de la terre et ne variait pas suivant les récoltes. Il fut fixé à 3 % du prix du sol, après que le Gouvernement eut procédé à un recensement des terres. *Les avantages assurés par ce nouvel impôt foncier furent multiples.*

1^o Il fournit jusqu'en 1895 de 50 à 90 % du produit des impôts. Cet impôt foncier garda la primauté jusqu'en 1908.

2^o Il réduisit sensiblement les secteurs de subsistance : en effet, les paysans obligés de payer l'impôt en espèces devaient vendre leurs récoltes sur le marché. Grâce à cet argent, ils achetaient les biens autrefois produits à la ferme et pouvaient ainsi se spécialiser dans les activités les plus lucratives.

3^o L'impôt foncier éleva la productivité de l'agriculture : en effet, les paysans, soumis à un lourd impôt fixe, s'efforçaient d'accroître leur production pour parvenir à nourrir leur famille et ne pas trop s'endetter; de plus, certaines exploitations s'agrandirent, quelques possesseurs du sol n'ayant pu établir leur droit de propriété.

4^o La difficulté qu'éprouvèrent les paysans à payer cet impôt entraîna un exode rural qui favorisa le développement industriel dans les villes.

L'État lança, par ailleurs, des emprunts sur les grands marchés mondiaux. Mais cet appel aux capitaux étrangers fut faible (1).

Le financement des dépenses publiques fut aussi, en partie, réalisé par des émissions de monnaie (73 millions de yens), les prix doublèrent entre 1873 et 1881. C'est à ce moment que fut établie la Banque du Japon qui restreignit ces émissions.

L'essentiel des ressources gouvernementales pendant la période du décollage de l'économie japonaise, c'est-à-dire de 1868 à la fin du ^{xix}^e siècle provint de l'agriculture, au prix toutefois de sacrifices considérables subis par la masse paysanne, les propriétaires fonciers s'empressant de répercuter l'impôt foncier sur la rente payée par les fermiers.

COMMENT L'ÉTAT A-T-IL UTILISÉ CES CAPITAUX tirés surtout du secteur primaire, pour financer le développement du secteur secondaire?

Examinons pour cela le total cumulé des budgets successifs de 1868 à 1875.

TABLEAU 16. — BUDGETS CUMULÉS, DE 1868 A 1875,
EN MILLIONS DE YENS.

Ressources		Dépenses	
<i>Recettes ordinaires</i>	283	<i>Dépenses ordinaires</i>	243
Dont impôt foncier.	233		
<i>Recettes extraordinaires</i>	124	<i>Dépenses extraordinaires</i>	117
Dont : Émissions de monnaie . . .	73	Dont : Entreprises d'État.	28
Emprunts	21	Prêts aux entreprises privées. .	35
Remboursement de prêts	16	<i>Excédents</i>	47
	407		407

Source : *Takahashi*, Capital Accumulation in Early Meiji Era, *Asian Affairs*, juin 1956, p. 130.

De ce tableau ressortent les points suivants :

§ 1. — L'ÉTAT A LANCÉ ET EXPLOITÉ DIRECTEMENT DES ENTREPRISES.

Dès 1868, le ministère de la Guerre fabriquait de la poudre à canon et du matériel militaire. Le ministère de la Marine créait un arsenal et un chantier de construction navale pour navires de petit tonnage. Le ministère des Finances installait une manufacture de papier, une fabrique d'acide sulfurique, une fabrique de soude. Le Gouvernement entreprenait la construction de chemins de fer, de fabriques de ciment; il s'appro-

(1) Cf. Chapitre premier : Le capital étranger.

priait des mines, créait en 1872 une filature modèle à Tamioka, qui introduisit l'outillage mécanique dans l'industrie de la soie. L'État créait encore une verrerie, une usine de tissage pour la laine, des filatures de coton, de chanvre, etc.

Les 28 millions de yens destinés aux entreprises gouvernementales se répartirent ainsi :

10 millions de yens aux chemins de fer,	
4 — — aux télécommunications,	
5 — — à l'industrie lourde (acier et construction navale),	
3 — — à la frappe des monnaies,	
2 — — à l'impression du papier-monnaie,	
2 — — à l'équipement en phares.	

En 1875, l'État avait déjà mis en activité :

3 chantiers de construction navale,
51 navires,
5 fabriques de munitions,
52 manufactures,
10 mines,
des voies ferrées et un système télégraphique reliant les principales villes.

L'État avait donc consenti un effort considérable et brutal pour lancer et exploiter directement des compagnies de travaux publics — destinées à établir une infrastructure de routes et de chemins de fer — et des sociétés industrielles. Il apparaît à la lecture de la liste des entreprises créées par l'État, ou du tableau des dépenses publiques entre 1868 et 1875, que l'État a investi dans des activités indispensables au développement économique, mais grosses consommatrices de capital. L'État se substituait aux entrepreneurs privés en raison de l'insuffisance de l'accumulation privée du capital et des connaissances techniques.

Ces investissements de l'État permettaient aux entreprises industrielles, lancées entre-temps, de bénéficier de l'existence des activités de base créées par l'État, ouvrant ainsi la voie à l'industrie privée.

L'État ne s'est pas contenté de créer lui-même des entreprises : il a aidé les entrepreneurs privés désireux de se lancer dans l'industrie.

§ 2. — L'ÉTAT A AIDÉ L'INDUSTRIE PRIVÉE.

Aux 28 millions de yens qui, de 1868 à 1875, ont financé les entreprises gouvernementales s'ajoutent 35 millions de yens prêtés par l'État aux entreprises privées et sur lesquels 18 seulement furent rendus, soit à peine plus de la moitié. Au total donc, 63 millions de yens étaient consacrés directement au développement économique, soit 17 % des dépenses publiques.

Les formes d'aide de l'État aux entreprises furent variées : outre les prêts gouvernementaux, des dégrèvements fiscaux et des subventions furent accordés à un grand nombre d'entreprises industrielles nouvellement créées. Certaines de ces firmes, de type familial, firent fortune rapidement. Mitsui, par exemple, bénéficia de l'achat d'entreprises fondées par le Gouvernement et cédées par celui-ci à bas prix. La firme de ciment Furukawa, dans laquelle l'État avait investi 468.000 yens et dont l'exploitation était tout à fait satisfaisante, fut vendue 250.000 yens.

En effet, à partir de 1875, le Gouvernement vendit les entreprises qu'il avait créées, faute de ressources pour financer ses dépenses militaires. Mais le prix de vente particulièrement bas de ces entreprises laisse à penser qu'il s'y mêla une volonté de « libéraliser » l'économie ou tout au moins de récompenser les meilleurs serviteurs de l'Empire. En effet, certains, tel Mitsui, n'avaient pas craint d'apporter leurs ressources de banquier ou leurs capacités aux moments difficiles du nouveau régime. L'État conserva toutefois la propriété des entreprises liées aux moyens de communication, guidé sans doute par des considérations militaires.

La vente à la fin du xix^e siècle d'un grand nombre d'entreprises publiques ne signifiait en rien un renoncement de l'État à intervenir dans les affaires économiques.

TABLEAU 17. — LISTE D'ENTREPRISES VENDUES PAR L'ÉTAT.

Années	Entreprises cédées	Bénéficiaires
1881	Mine de charbon de Takashima.	Mitsubishi.
1883	Mine d'argent d'Innai.	Furukawa.
1886	Mine d'argent de Kosaka.	Fujita.
1887	Chantier naval de Nagasaki.	Mitsubishi.
1887	Usine de coton de Shinmachi.	Mitsui.
1890	Mine de charbon de Miike.	Mitsui.
1893	Usine de dévidage de la soie.	Mitsui.
1896	Mine d'or de Sado.	Mitsubishi.
1896	Mine d'argent d'Ikuno.	Mitsubishi.
1896	Fabrique de ciment de Fukugawa.	Asano.

Source : *Asian Affairs*, juin 1956, p. 145.

**Section 2. — AVANT LA DEUXÈME GUERRE MONDIALE,
L'ÉTAT A FAVORISÉ
LA CONCENTRATION DES ENTREPRISES**

La première moitié du xx^e siècle fut marquée par de nombreux investissements publics, liés le plus souvent à la croissance de l'impérialisme nippon : le développement économique, après avoir été le moyen utilisé par l'aristocratie nippone pour empêcher le Japon de tomber sous la dépendance des grandes puissances occidentales, permettait au Japon de devenir une redoutable puissance conquérante.

Or, la poursuite du développement supposait l'expansion des débouchés et des sources de matières premières en dehors du Japon. Avec une population croissante sur des îles trop petites, l'expansion économique liée à l'expansion territoriale apparaissait comme une nécessité impérieuse imposant à l'État de lourds sacrifices financiers.

§ 1. — LES RESSOURCES DE L'ÉTAT.

Pour financer les dépenses publiques indispensables, on fit surtout appel à l'impôt. L'impôt sur le revenu, entré en vigueur en 1887, était devenu en 1935 l'impôt à plus fort rendement, suivi par l'impôt sur les boissons alcoolisées.

Les impôts représentaient 13 % du revenu national en 1936 et la part des impôts directs était de 37 % du total des ressources fiscales.

TABLEAU 18. — LES RESSOURCES DE L'ÉTAT EN 1936.

Ressources	Pourcentage
Impôts.	44 %
Timbres fiscaux.	4 %
Profits des monopoles d'État.	9 %
Entreprises nationalisées et domaine public.	4 %
Emprunts publics.	26 %
Surplus de l'année précédente.	2 %
Divers.	11 %
Total	100 %

Source : *The Annals of Hitotsubashi*, août 1959.

Il convient de souligner l'importance des emprunts publics : 26 % dans les ressources de l'État. Le peuple était fréquemment soumis à des appels

patriotiques affirmant la nécessité de l'épargne pour le bien du pays. Des bureaux d'épargne postale s'installaient partout, jusqu'à la sortie des usines. Cet effort d'épargne fut d'autant plus remarquable que le niveau de vie ne s'accroissait pas malgré un accroissement du revenu national de l'ordre de 4 % l'an. En effet, les salaires restaient bas, car toute action syndicale était interdite.

Par ailleurs, l'épargne des détenteurs de revenus élevés était forte, car ceux-ci respectaient une éthique rigoureuse et souscrivaient volontiers aux emprunts de l'État en raison de leurs sentiments nationalistes.

§ 2. — LES DÉPENSES DE L'ÉTAT.

Grâce à ces capitaux, l'État construisit des routes, des ponts, des bâtiments publics. Les chemins de fer furent nationalisés en 1907, entre deux guerres. De grands travaux d'adduction d'eau furent réalisés.

L'État continua en outre à créer et à exploiter des entreprises réputées d'intérêt national, telles les grandes entreprises métallurgiques impériales, les fabriques d'armes et de munitions et les arsenaux maritimes. C'est ainsi que fut créée avant la Première Guerre mondiale l'usine sidérurgique de Yawata.

Dans le souci d'obtenir des ressources financières, des monopoles d'État furent créés pour le sel, le tabac et le camphre.

Le Gouvernement prit, en outre, des participations dans des sociétés de développement colonial et dans des banques.

La construction navale et la navigation maritime bénéficièrent de subventions importantes : la moitié des prêts de l'État en 1929, soit 10 millions de yens. L'État dut également faire face à d'énormes dépenses de reconstruction après le tremblement de terre de 1923 qui dévasta la région de Tokyo.

Mais c'est moins par l'apport des capitaux publics à la formation du capital au Japon, que par son aide constante aux grandes entreprises que l'État contribua pendant la première moitié du xx^e siècle au développement économique du Japon.

Le Gouvernement s'efforça de rationaliser la gestion des entreprises : en 1921, fut créé un « Comité pour la Standardisation industrielle » qui s'efforça de limiter le nombre de modèles produits dans chaque activité.

A partir de 1930, la concentration fut encouragée et même rendue obligatoire dans certains cas. Ainsi, lorsqu'un accord de cartel était réalisé dans une activité, la « confirmation étatique » rendait les décisions du cartel obligatoires même pour les producteurs n'ayant pas signé l'accord. Des associations industrielles toutes-puissantes se créèrent ainsi, dont les décisions étaient contrôlées *a posteriori* par l'État.

Une loi de 1938 sur la mobilisation nationale créa à titre provisoire dans chaque industrie des corporations de contrôle qui avaient tout pouvoir

pour concentrer, rationaliser et organiser les entreprises en vue d'un meilleur rendement.

Par ailleurs, furent établies des sociétés d'économie mixte qui témoignaient de l'unité profonde entre les dirigeants du pays et ceux des grandes firmes. La première fut créée, pour l'exploitation des chemins de fer sud-mandchouriens en décembre 1940, par la fusion de toutes les entreprises intéressées en une seule société d'économie mixte, contrôlée à la fois par l'État et les trusts. Elles se répandirent ensuite en Corée, en Chine et dans les mers du Sud.

Au moment de la défaite qui entraîna la dissolution de ces sociétés d'économie mixte, de nombreuses activités connaissaient cette forme d'exploitation : depuis la métallurgie, les pétroles, les textiles, les industries mécaniques et chimiques, jusqu'à l'électricité et aux transports.

Ainsi l'État japonais, après avoir lancé dans une première phase l'économie japonaise grâce au *big push* de ses investissements, s'est efforcé, tout en maintenant à un niveau élevé les investissements publics, de renforcer la puissance des entreprises privées les mieux placées.

Qu'est-il resté de l'interventionnisme étatique après la Deuxième Guerre mondiale?

Section 3. — DEPUIS 1945, L'INTERVENTIONNISME DE L'ÉTAT S'EST RÉDUIT (1).

La « démocratisation » imposée par l'occupant américain s'est traduite par le maintien au pouvoir depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale du parti libéral. Il ne reste aujourd'hui guère d'entreprises d'État, sinon la principale ligne de chemin de fer (Kosha), la Japan Monopoly Corporation, seul organisme habilité à faire le commerce du sel et du tabac, la Compagnie des Télégraphes et Téléphones, et pour moitié la Japan Air Lines.

Cet État libéral continue néanmoins à réaliser d'importants investissements. Ainsi les dépenses publiques représentent dans le revenu national un pourcentage légèrement supérieur à leur part d'avant-guerre. Cet accroissement est dû à une augmentation sensible de la part des impôts dans le revenu national ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant.

Le chiffre aberrant des dépenses publiques de 1944 s'explique surtout par une consommation de la richesse nationale, due à l'état de guerre. Il ressort de ce tableau que la part des dépenses publiques dans le revenu national est restée sensiblement du même ordre avant et après la Deuxième Guerre mondiale, alors que la part des impôts dans le revenu national passait de 14 à 20 %.

(1) Shoichi TSUYA, Sources of Industrial Funds After the War, *Monthly Circular, Survey of Economic Conditions in Japan*, n° 336, novembre 1957.

TABLEAU 19. — PART DES IMPÔTS ET DES DÉPENSES PUBLIQUES
DANS LE REVENU NATIONAL DE 1926 A 1959.

Impôts/Revenu national	Années	Dépenses publiques/Revenu national
14 %	1926	12 %
15 %	1930	14 %
13 %	1936	15 %
24 %	1944	163 %
22 %	1947	21 %
29 %	1949	26 %
20 %	1958	16 %
20 %	1959	16 %

Source : *The Annals of Hitotsubashi*, août 1959.

Rien n'est plus artificiel que de dire telle ressource a financé telle dépense : l'emprunt public ne finance l'investissement public que si l'impôt a permis de couvrir les dépenses ordinaires. Aussi avant d'examiner les dépenses de l'État, convient-il d'étudier l'ensemble de ses ressources.

§ 1. — LES RESSOURCES DE L'ÉTAT SONT ESSENTIELLEMENT FISCALES.

TABLEAU 20. — LES RESSOURCES BUDGÉTAIRES DE L'ÉTAT.

Ressources	1936	1949	1958
Impôts	44 %	67 %	75 %
Timbres fiscaux	4 %	1 %	3 %
Profits des monopoles d'État	9 %	16 %	9 %
Entreprises nationalisées et domaine public.	4 %	2 %	2 %
Divers.	11 %	8 %	3 %
Emprunts publics	26 %	—	—
Surplus de l'année précédente	2 %	6 %	8 %
Total	100 %	100 %	100 %

Source : *The Annals of Hitotsubashi*, août 1959.

Un des traits caractéristiques de l'économie d'après-guerre est la cessation de l'émission d'emprunts publics à long terme. Les bons à court terme représentent un maximum de 400 milliards de yens — ou 5,6 milliards de NF — soit une somme peu importante comparée aux sommes maniées par les institutions financières. Les Bons du Trésor sont, en majeure partie, souscrits par le Trust Fund Bureau (1) grâce aux fonds

(1) Le Trust Fund Bureau correspond à notre Caisse des Dépôts et Consignations.

amassés par l'Épargne postale. Le budget de l'État étant constamment équilibré depuis 1950, les Bons du Trésor ne sont pas destinés à couvrir un déficit des finances publiques.

La disparition des grands emprunts publics s'explique en partie par la volonté de l'État libéral de ne pas concurrencer sur le marché des capitaux les entrepreneurs privés; en outre, de tels emprunts coûteraient très cher à l'État en raison des forts taux d'intérêt du marché financier qui résultent d'une puissante demande et d'une offre limitée des capitaux (1). Dans ces conditions, l'État a préféré accroître le rendement des impôts plutôt que d'élever le taux d'intérêt de ses propres effets : aussi la part des impôts dans le budget de l'État est-elle passée de 44 % en 1936 à 75 % en 1958.

De même, la part des impôts dans le revenu national est passée de 13 % en 1936, à 20 % en 1958, après avoir connu un maximum de 19 % en 1949. En effet, 1949 fut l'année de la stabilisation Dodge; une politique financière rigoureuse fut établie sur l'initiative d'un expert américain M. Dodge pour enrayer la hausse des prix qui avait atteint 180 % l'an, en moyenne, pour les trois premières années d'après-guerre. Les crédits à l'économie furent considérablement réduits et le budget fut équilibré grâce à un alourdissement de la fiscalité. De plus, un taux de change unique et dévalué fut établi pour promouvoir les exportations. Depuis 1949, la rigueur financière a été maintenue et les finances publiques sont équilibrées, ce qui est une raison supplémentaire pour ne pas recourir à l'emprunt.

Le poids de la fiscalité sur le revenu national était en 1958 de 20 % au Japon; en France, cette part s'élevait à 20,1 %. Mais ces pourcentages reflètent mal l'importance de l'effort fiscal au Japon. En effet, les individus soumis à l'impôt au Japon ont un revenu par tête qui n'est que le tiers du revenu par tête en France. La pression fiscale est donc finalement plus forte au Japon. Elle est d'autant plus forte que la part des impôts directs dans les recettes fiscales s'est accrue depuis l'avant-guerre au détriment des impôts indirects. Or, le contribuable est plus sensible à la fiscalité que le consommateur. Les impôts directs sont passés de 37 % des recettes fiscales en 1936 à 50 % en 1958. Il semble toutefois que la part des impôts indirects tende à s'accroître depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, pendant la guerre, la part des impôts directs avait augmenté car il fallait prendre l'argent où il se trouvait, tandis que les restrictions de la consommation réduisaient le rendement des impôts indirects.

Après-guerre, les impôts indirects ont repris de l'importance car les gros revenus ont souffert de la dissolution des Zaibatsu et de la réforme agraire. L'égalisation des revenus a augmenté le rendement des impôts indirects qui sont payés par les masses. Aujourd'hui, impôts directs et indirects fournissent chacun la moitié des recettes fiscales.

(1) En janvier 1960, le taux d'intérêt des bons du Trésor s'élevait à 6,32 % contre 7,3 % au taux d'escompte et 8,4 % au taux de prêts sur effets.

Cette réduction récente de la part des impôts directs au détriment des consommateurs peut, dans la mesure où elle favorise les revenus élevés, accroître l'épargne nationale et, par la suite, les investissements privés, tant il est vrai que les investissements privés sont certes, la conséquence du comportement des entrepreneurs privés, mais aussi le résultat de la politique fiscale.

Comment l'État utilise-t-il ses ressources, quelle est la part consacrée au développement de l'économie et quelle est l'influence de cet apport?

§ 2. — LES DÉPENSES DE L'ÉTAT

Avec une population double de celle de la France mais avec, il est vrai, un revenu par tête représentant le tiers du revenu par tête en France, le Japon a un budget inférieur au budget de la France. En effet, les dépenses inscrites au budget du Gouvernement japonais s'élevaient en 1958 à 1.312 milliards de yens auxquels on doit ajouter 2.995 milliards de yens inscrits aux comptes spéciaux, soit un total de 4.307 milliards de yens ou NF 60 milliards.

Malgré la sensible réduction de la part des dépenses militaires à la suite de la défaite de 1945, ces dépenses publiques n'ont pas décliné par rapport à l'avant-guerre. En effet, les dépenses de travaux publics, de sécurité sociale et l'aide aux collectivités locales ont considérablement augmenté ainsi que l'indique le tableau ci-dessous :

TABLEAU 21. — RÉPARTITION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES.

Dépenses budgétaires	1934-1935	1959-1960
Défense.	43,5 %	10,80 %
Pensions	7,9 %	8,7 %
Intérêts de la dette publique	16,7 %	3,9 %
Travaux publics	9,7 %	15,4 %
Éducation	7,0 %	11,3 %
Sécurité sociale	1,8 %	10,4 %
Collectivités locales	0,2 %	17,5 %
Divers	13,2 %	22,0 %
Total	100 %	100 %

Source : *Oriental Economist*, mai 1959.

Aussi, la part des dépenses publiques dans le revenu national est-elle sensiblement au même niveau qu'avant-guerre : 16 % en 1959 contre 15 % en 1936.

A l'intérieur de ces dépenses publiques, la part directement consacrée à l'économie varie entre 300 et 600 milliards de yens chaque année. Elle représentait en 1959 un pourcentage des dépenses publiques de 22 %.

TABLEAU 22. — RÉPARTITION DE L'AIDE PUBLIQUE A L'ÉCONOMIE.

	1947	1949	1958	1959
Assistance économique.	22 %	31 %	22 %	22 %
Prêts à l'agriculture, commerce et industrie.	13 %	15 %	7 %	7 %
Investissements en travaux publics	7 %	9 %	15 %	15 %
Investissements dans les entreprises d'État.	2 %	7 %	0 %	0 %

Source : *The Annals of Hitotsubashi*, août 1959.

a) *Les investissements publics* (1). — L'accroissement récent du pourcentage des dépenses publiques consacré aux travaux publics est particulièrement sensible ainsi qu'il apparaît dans le tableau ci-dessus. En effet, de 1945 à 1954, la plus grande partie des investissements publics était consacrée à la reconstruction, à la conservation des sols et aux secours aux sinistrés. Or, depuis 1957, une orientation nouvelle est apparue qui se traduit par l'établissement de plans quinquennaux destinés à améliorer l'infrastructure. La construction des routes, l'aménagement portuaire, les lignes de chemin de fer, l'électricité et l'habitat tendent à être adaptés aux besoins d'une économie moderne.

Les moyens de communication sont actuellement insuffisants et constituent des goulots d'étranglement. L'état des routes est particulièrement retardataire, un voyage en automobile est bien souvent une entreprise risquée, même si l'on n'utilise que des routes nationales. Toutefois, un plan quinquennal a été établi en 1958 qui prévoit un investissement total de 1.000 milliards de yens. Une fois ce plan réalisé on sera loin de la situation routière des pays occidentaux puisque le pourcentage des routes bitumées au Japon représente moins de 10 % des routes japonaises. Aussi, l'effort de l'État est-il particulièrement important dans ce domaine, imposé il est vrai, par la rapide croissance du parc automobile qui a doublé de 1953 à 1959.

Ces investissements publics portent surtout sur l'amélioration des routes existantes et la création de nouvelles routes, telle la nouvelle autoroute Nagoya-Kobé. La situation des lignes de chemins de fer est meilleure, bien qu'un plan quinquennal portant sur 600 milliards de yens ait été établi. Ce plan a pour but essentiel le renforcement des lignes de communications dans l'île de Tokaido, principale artère du trafic intérieur.

(1) Chotaro TAKAHASHI, Public Investment in Postwar Japan, *The Annals of Hitotsubashi*, avril 1958.

Le Gouvernement japonais s'attache par ailleurs à libérer l'économie d'un goulot d'étranglement particulier au Japon : l'approvisionnement en eau industrielle. En effet, la sidérurgie (400 m³ d'eau par tonne d'acier) et l'industrie chimique notamment (de 100 à 700 m³ par tonne de produits chimiques) peuvent difficilement utiliser l'eau des rivières, polluée par l'insuffisance des réseaux d'égouts. Alors que, dans toutes les villes occidentales existe un système d'égout, 26 % seulement des villes japonaises en sont dotées.

Cette prise de conscience par le Gouvernement japonais de la nécessité d'intervenir pour libérer l'économie des goulots d'étranglement dus à une infrastructure insuffisante contribuera certainement à la poursuite de la remarquable croissance de l'économie japonaise.

L'État ne s'est pas contenté d'investir lui-même, il a également accordé des prêts importants aux entreprises privées :

b) *Les prêts de l'État.* — L'apport de l'État aux entreprises privées a fortement diminué depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais il est encore à un niveau élevé par rapport à l'immédiate avant-guerre, ainsi que l'indique le tableau suivant :

TABLEAU 23. — ORIGINE DES FONDS INDUSTRIELS.

Années	Total en milliards de yens	Auto- financement	Actions	Obli- gations	Institutions financières	État
1934-1936. . . .		50,9 %	39,5 %	0,2 %	8,8 %	0,6 %
1946-1949. . . .	1.439,90	21,8 %	12,6 %	1 %	56,6 %	8 %
1950-1953. . . .	5.404,80	36,1 %	7,2 %	2,9 %	47,1 %	6,7 %
1954-1957. . . .	7.548,70	40,3 %	9,3 %	2,1 %	43,4 %	4,9 %

Source : chiffres fournis par le Mitsubishi Economic Research Institute.

Ce tableau présente le grave inconvénient de mêler sous la rubrique « Institutions financières » les banques d'État et les banques privées. Si l'on ajoute aux prêts directs de l'État ceux des banques d'État on obtient des pourcentages beaucoup plus importants :

TABLEAU 24. — CAPITAUX EMPRUNTÉS D'ORIGINE PUBLIQUE.

Années	Part
1949	58,7 %
1952	38,8 %
1955	23,6 %
1957	16,9 %

Source : *The Annals of Hitotsubashi*, avril 1958.

La forte contribution publique de l'immédiate après-guerre aux entreprises privées s'explique par l'importance des dommages subis : l'incendie de Tokyo en 1945 par les bombes américaines fit plus de morts que la bombe d'Hiroshima. Les usines, les villes industrielles étaient en grande partie détruites : le pays était ruiné et affamé et la pénurie de capitaux était totale tandis que l'inflation sévissait.

La Banque du Japon avança des capitaux inflationnistes aux autres banques publiques créées à cette époque afin de relancer l'économie japonaise.

Au prix d'une inflation sévère, grâce au revirement de la politique américaine après la perte de la Chine continentale, et à la guerre de Corée, l'économie japonaise renaquit de ses ruines. L'accumulation privée du capital permit bientôt de réduire l'aide de l'État aux entreprises privées.

En effet, les prêts de l'État ont été accordés essentiellement par l'intermédiaire des banques : tout d'abord par la Banque de Financement de la Reconstruction fondée en 1947 et fermée lors de la stabilisation Dodge en 1949; puis par l'U. S. Counterpart Fund, auquel le Gouvernement japonais accordait sa garantie. L'aide américaine cessant en juillet 1951, une agence générale du crédit fut alors établie, la Banque de Développement du Japon.

Aujourd'hui, ces prêts gouvernementaux sont encore accordés à un très bas taux d'intérêt aux entreprises privées par l'intermédiaire de la Banque de Développement du Japon, de la Banque d'Export-Import du Japon, de la Société de Prêt à la Construction, etc.

Les fonds publics ont été surtout dirigés vers l'énergie électrique, la construction navale, les mines de charbon et la sidérurgie. Ces quatre activités, relevant toutes de l'industrie lourde et fortes consommatrices de capital ont été considérées comme les industries-clés de l'économie japonaise, qu'il importait de soutenir pour relancer l'économie.

Une évolution récente est toutefois apparue dans la répartition des prêts publics : on cherche moins la reconstruction industrielle et plus la construction de logements. C'est ce qui ressort du tableau 25.

Ces fonds ont été également attribués aux secteurs défavorisés par les banques : petites et moyennes entreprises, agriculture, forêt et pêche.

Ces efforts de l'État dans les différents domaines de la vie économique, tant en investissements qu'en prêts sont-ils complétés par d'autres mesures? L'action de l'État résulte-t-elle d'un plan?

c) *Libéralisme et planification* (1). — L'État ne dirige plus le développement de l'économie japonaise, mais il le contrôle.

TABLEAU 25. — DESTINATION DES PRÊTS PUBLICS.

Répartition	1949	1957
Industries de base	58,7 %	16,9 %
Promotion des exportations	—	9,4 %
Financement de l'agriculture, des forêts, des petites entreprises et de la construction de logements.	2,2 %	36,2 %
Prêts aux collectivités locales	20,9 %	32,4 %
Constructions publiques	18,2 %	4 %
Divers	—	1,1 %
Total. 148 milliards = 100 % de yens.		100 % = 280 milliards de yens.

Source : Ministère des Finances, *Monthly Report*, n° 74, 1957.

Il intervient directement dans de nombreux domaines : l'État achète la récolte de riz aux japonais à des prix taxés puis la redistribue, il établit des plans quinquennaux auxquels doivent se conformer les industries-clés telles que la sidérurgie ou la construction navale. L'État est par exemple intervenu en 1957 pour limiter la production de navires destinés aux compagnies japonaises de navigation, et pour établir des quotas de production dans l'industrie textile.

L'institution chargée de la planification au Japon est l'Economic Planning Agency. La durée des plans mis sur pied par cette agence est de cinq ans. En réalité, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale dix plans ont été successivement mis en application puis abandonnés, les réalisations s'écartant trop des prévisions.

Ainsi le plan en cours d'application, de février 1958 à février 1962, a succédé à un autre plan qui a été abandonné parce que la croissance du revenu national avait très largement dépassé les prévisions.

Le plan actuel prévoit un taux de croissance annuel de 6,5 %. Ce taux a été déterminé (2) à partir de tableaux de corrélation entre le revenu et la production industrielle de 1950 à 1955 qui permettaient de faire des projections sur l'avenir. De ces projections on a tiré trois taux de croissance valables selon que l'on choisissait tel ou tel groupe d'années :

(1) *New Long Range Economic Plan of Japan* (années fiscales 1958-1962), Economic Planning Agency, Japanese Government Tokyo.

(2) Renseignements fournis par l'Economic Planning Agency.

- 4,5 % taux de croissance proche du taux moyen d'avant-guerre,
- 8,9 % taux moyen de croissance de l'après-guerre,
- 6,5 % taux intermédiaire qui fut retenu par les auteurs du plan.

Des critiques sont faites contre ce plan, par le professeur Yamada notamment. En effet, les estimations sont établies en fonction de tendances périmées, comme dans le précédent plan qui dut déjà être révisé en raison de son inadaptation. En outre, le plan ne tiendrait pas assez compte des changements de structure survenus et ne chercherait pas à rénover les principales activités ou à desserrer les goulots d'étranglement.

L'économie japonaise reste essentiellement libérale et le plan constitue plus une série de prévisions et un recueil de souhaits plutôt qu'un ensemble d'impératifs que les pouvoirs publics seraient décidés à faire respecter.

Ainsi l'État après avoir fait œuvre de pionnier se contente-t-il d'un rôle plus restreint : c'est que, par son action, il a suscité une forte accumulation privée du capital. Aujourd'hui, l'épargne des particuliers joue le rôle moteur, qui était tenu par l'État auparavant.

CHAPITRE III

LA PROPENSION A ÉPARGNER DES PARTICULIERS RESTE FORTE

L'un des traits caractéristiques de l'économie japonaise est la *disparité entre le niveau de consommation et l'accroissement du revenu national*.

Ainsi pendant les soixante-quinze années de 1870 à 1945, alors que le revenu national était multiplié par dix, la consommation par tête n'augmentait que de deux fois et demie. Il est vrai que pendant la même période la population avait plus que doublé. Cette disparité était due avant-guerre à une forte épargne forcée, et après-guerre à un accroissement de l'épargne volontaire provenant de la population rurale, jusqu'en 1953, puis de la population urbaine. Cet écart entre la croissance du revenu national et celle de la consommation a été une cause prépondérante du développement de l'économie japonaise.

Si l'épargne des particuliers a joué un rôle essentiel dans le financement du développement c'est grâce à une éthique rigoureuse à laquelle s'oppose depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale un fort courant de modernisme occidental. Il y a deux Japon. L'un épargne, l'autre dépense. Non seulement ces deux mondes coexistent, mais ils se confondent dans la lutte entre *traditionalisme et effet d'imitation*.

Section 1. — L'ÉTHIQUE RIGOUREUSE DÉTERMINE UNE FORTE PROPENSION A ÉPARGNER

La tradition au Japon c'est le logement dans des petites pièces sobres et propres, à portes coulissantes, avec *tatami*. Le *tatami* est un parquet de nattes sur lequel on dort entre deux édredons rangés pendant la journée dans une armoire, elle aussi, à portes coulissantes. Le mobilier est donc réduit au minimum et la surface d'habitation est très restreinte. Les maisons, faites en terre et en bois, ont rarement plus d'un étage en raison de la fréquence des tremblements de terre et des typhons. Les vieux habitants de Tokyo ont connu en trente ans trois villes différentes. Certes, la construction de logements d'habitation ne coûte pas cher, mais il faut toujours épargner pour se prémunir contre la prochaine calamité.

La tradition c'est donc la vie en famille nombreuse, réunie sous un seul toit, d'où une faible surface de logement par habitant.

La tradition c'est encore le bol de riz le matin, le bol de riz à midi et le bol de riz le soir. Or, depuis quelques années, la production de riz parvient à satisfaire les besoins domestiques. La nourriture n'est donc pas pour les Japonais une source considérable de dépenses.

Certes le kimono, vêtement traditionnel, demande beaucoup de tissu et chaque Japonais doit avoir un jeu complet de kimonos : kimono ordinaire, kimono de mariage, kimono de fête... Mais il était de coutume, même dans les familles aisées, que les plus jeunes reprennent, et ils le faisaient avec une certaine fierté, les vêtements de leurs aînés.

La volonté de se comporter rationnellement du point de vue économique (1) se traduit encore aujourd'hui par le retard dans le mariage. L'âge moyen de mariage est de 26 ans pour l'homme et de 23 ans pour la femme. Il faut en effet s'être constitué un pécule pour se marier. Tous les célibataires épargnent dans ce but. La facilité avec laquelle a pu être appliqué le *birth control* au Japon (2) s'explique en partie par ce *will to economize* des Japonais, conscients de la charge financière que représente un enfant. Cette réduction du nombre d'enfants par famille a contribué au maintien de l'épargne à un niveau élevé.

Les catégories de revenu élevé pratiquent l'austérité et emploient largement leur épargne en investissements productifs.

Les dividendes distribués par les sociétés ont toujours été importants. Ils étaient remplacés par les capitalistes individuels ou familiaux : ainsi les profits considérables retirés par la famille Mitsui de la concession de charbon de Miike sont à l'origine de sa fortune.

En outre, les grands propriétaires terriens consacraient les revenus tirés des fermages, non seulement à acheter des terres, mais aussi à créer des petites industries disséminées dans les campagnes, et parfois même à acquérir des valeurs mobilières privées ou publiques.

De même, les anciens nobles féodaux qui, en 1877, reçurent des valeurs d'État en compensation de leur pension héréditaire, placèrent leur capital dans les banques, les chemins de fer et les compagnies d'assurance.

Il convient toutefois de souligner que les catégories de revenu élevé ne comprennent qu'un faible nombre d'individus. En effet, la richesse nationale japonaise est essentiellement entre les mains des sociétés.

Les dirigeants des sociétés, de même que les employés les plus modestes, reçoivent des rémunérations qui nous paraissent extrêmement faibles. En 1955, 100.000 individus seulement ont déclaré des revenus supérieurs à 1 million de yens (3). Il est vrai que la fraude fiscale est importante. Toutefois, les sociétés accordent à leur personnel d'innombrables avantages qui permettent aux employés supérieurs de consacrer une plus large part de leur budget à l'épargne : les dirigeants de sociétés ont des voitures

(1) C'est le *Will to Economize* d'Arthur Lewis.

(2) Cf. thèse de J.-L. RIALLIN, *Économie et Population au Japon*.

(3) Chiffre fourni par le Mitsubishi Economic Research Institute.

somptueuses à leur disposition, les cotisations aux clubs de golf ou de tennis, les sorties en week-end, les dépenses dans les bars, les parties de geishas entrent dans les frais généraux au titre de frais de représentation : les grosses sociétés de commerce disposent d'une latitude fiscale dans ce domaine sous la forme d'un pourcentage de leur chiffre d'affaires.

L'entreprise est au Japon la cellule essentielle; peut-être même avant la famille. Le contrat de travail est un engagement à vie. Il est exceptionnel qu'un salarié change d'employeur quand bien même on lui proposerait un salaire double. De même, il ne saurait être renvoyé ou licencié, sauf faute très grave. Ceci explique que dans les pires moments de crise — en 1930 notamment — le Japon ait un chiffre de chômeurs déclarés très faible : l'employé attendra le temps nécessaire pour être payé et avoir un travail réel mais il ne sera pas licencié.

Les salaires sont très bas et sont déterminés par deux éléments : l'ancienneté et le diplôme. Le salaire mensuel d'un ingénieur débutant n'excède guère 16.000 yens (224 NF). Celui d'un manœuvre se situe à près de 11.000 yens. Le salaire moyen dans une petite entreprise est de 12.700 yens par mois (178 NF) et de 21.300 yens par mois, (298 NF) dans les grandes.

A quelque niveau qu'on se place, l'obéissance aux supérieurs hiérarchiques est totale, de même que le respect envers les aînés.

Les coteries entre anciens élèves des grandes universités jouent un rôle considérable. Ainsi, tous les dirigeants de la Banque du Japon sont diplômés de l'Université de Tokyo. Ce système de cooptation joue dans toutes les grandes entreprises. Aussi l'entrée dans une université célèbre assure-t-elle automatiquement un bel avenir. Échouer à un examen c'est donc à la fois « perdre la face » et devoir renoncer à tout avancement social. On comprend dans ces conditions que chaque année les résultats des examens entraînent des centaines de suicides des candidats malheureux.

Ainsi la rigueur du mode de vie des Japonais riches ou pauvres, quant au logement, à la nourriture et à l'habillement, le retard dans l'âge du mariage et les avantages considérables qui leur sont accordés par les grandes sociétés tendent à accroître la propension à épargner des particuliers malgré un très bas niveau des salaires. Mais la vie moderne soumet les faibles revenus japonais à bien des tentations.

Section 2. — L'EFFET D'IMITATION ÉLÈVE LA PROPENSION A CONSOMMER

A ce Japon traditionnel, à l'éthique rigoureuse est venu s'adjoindre, se superposer un deuxième Japon, occidentalisé celui-là.

Ce nouvel aspect du Japon est le résultat du dénouement de la Seconde Guerre mondiale. Occupé par les Américains, « démocratisé », profondément atteint par la défaite, le Japon s'est soumis aux impératifs du confort et du modernisme. Il a en cela suivi l'exemple donné par les troupes américaines d'occupation, les films étrangers et même les films japonais.

Le Japon est devenu le premier producteur mondial de longs métrages avec près de 500 films par an. Cette occidentalisation s'est encore propagée par la télévision. Il y a plus de récepteurs de télévision au Japon (2.200.000 récepteurs en 1959) qu'en France, malgré un revenu par tête équivalent au tiers du revenu par tête en France (226 US dollars contre 763 en France en 1956), d'après l'*Oriental Economist* de mai 1959. Il est vrai que le Japon a une population double de celle de la France. Par ailleurs, le Japonais voyage plus que par le passé : le paysan visite la ville, en groupe, maire et drapeau en tête. Il acquiert le désir d'imiter ce qui s'y fait.

Aussi s'agit-il moins d'un effet d'imitation de classe à classe comme l'effet de Duesenberry, que d'un effet d'imitation de pays à pays et de campagne à ville.

La part des dépenses alimentaires dans le budget familial reste néanmoins prépondérante ainsi que le montre le tableau suivant pour l'année fiscale avril 1957-mars 1958.

TABEAU 26. — LES DÉPENSES DU BUDGET FAMILIAL.

Dépenses	Part
Nourriture et boisson . . .	50,8 %
Vêtements	8,4 %
Services, combustibles . . .	3,9 %
Logement	9 %
Divers.	27,9 %
Total	100 %

Source : *Oriental Economist*, mai 1959.

La nourriture des Japonais devient plus « raffinée ». La diversification du bol alimentaire paraît avoir d'heureuses conséquences sur la taille et la force des Japonais. On consomme en effet de plus en plus de pain, de lait, de viande et de fruits. Le coefficient d'Engel (dépenses de nourriture/dépenses de consommation) était en 1934-1936 de 40 %. Il s'était élevé dans l'immédiate après-guerre jusqu'à plus de 72 % en raison de la cherté des produits alimentaires et de la faiblesse des budgets familiaux. Il est tombé de 53 % en 1954 à 48 % en 1959 (1).

Cette tendance récente à la réduction de la part de l'alimentation dans le budget familial n'est pas due à une baisse de la consommation de produits alimentaires, mais à l'accroissement régulier du niveau des revenus, à la réduction du nombre d'enfants grâce au contrôle des naissances et aux excellentes récoltes de ces dernières années qui ont permis une baisse des prix des produits alimentaires.

(1) *Oriental Economist*, mai 1959. Le coefficient d'Engel s'élevait en 1954 en France à 49,6 %.

Que le coefficient d'Engel soit aujourd'hui encore supérieur à ce qu'il était avant-guerre ne signifie pas que le niveau de vie se soit détérioré, mais bien plutôt que l'alimentation des Japonais s'est enrichie par rapport à l'avant-guerre.

Les dépenses vestimentaires augmentent car, en plus du jeu de kimonos que tout Japonais doit posséder, les Japonais s'habillant quotidiennement à l'occidentale, doivent désormais avoir une garde-robe supplémentaire.

Par contre, *les dépenses de logement* n'ont guère subi de modification. Certes, les bâtiments administratifs, les immeubles des grandes sociétés, les grands magasins, voire la Diète sont autant de constructions qui ne dépareilleraient dans aucune capitale occidentale. Toutefois, le logement des particuliers ne s'est guère amélioré par rapport à l'avant-guerre à cause, semble-t-il, du bas niveau des loyers qui n'incite pas à la construction de logements.

Mais l'effet d'imitation se révèle surtout par l'importance prise par *les articles ménagers* dans la vie japonaise.

En avril 1957 sur 100 ménages tokyoïtes (1) :

75	avaient une machine à coudre,
49	— un appareil photographique,
29	— une machine à laver semi-automatique,
23	— un tourne-disques,
19	— une glacière,
7	— un récepteur de télévision,
4	— une cuisinière à gaz,
3	— un réfrigérateur,
2	— un piano.

Alors que la consommation globale augmentait de 8 % en 1958 (2), année pourtant de stagnation au Japon, ce sont les appareils ménagers (+ 29 % en 1958) qui ont pris la plus grosse part de l'accroissement de la consommation, puis viennent les dépenses médicales et les distractions (+ 13 %). Bien que téléviseurs, machines à laver et réfrigérateurs ne soient pas encore aussi répandus que les biens durables d'avant-guerre tels (2) radios (taux de diffusion : 91,7 %), bicyclettes (67,3 %) et machines à coudre (75 %), la rapidité de leur développement est stupéfiante et tout laisse à penser qu'il en sera de même pour l'automobile. Il y a donc une amélioration considérable du niveau de vie sauf en matière de logement.

En fait cet accroissement de la consommation est particulièrement sensible pour les grandes villes, justifiant ainsi le vieux dicton : « Les gens

(1) Selon une enquête du journal *Mainichi* du 16 octobre 1957.

(2) *Oriental Economist*, février 1959.

de Yédo (Tokyo) dépensent l'argent gagné le jour même. » Tokyo, dit-on, n'est pas au Japon. Tokyo n'épargne pas. Par contre, Nagoïa et même Osaka sont des cités laborieuses. Base 100 pour le niveau moyen de consommation par tête au Japon, Tokyo est à l'indice 190, Osaka à 169, Kyoto à 129 et enfin la préfecture de Kagoshima au sud de Kiou-siou à 66. Par contre, pour le montant des dépôts postaux par personne, Tokyo n'est plus qu'au cinquième rang : la ville est moins économe que la campagne. On veut profiter de la vie plus qu'autrefois : le nombre des bars en fait foi : 12.000 pour la seule ville de Tokyo.

Il est toutefois probable que tout le Japon suivra l'exemple de Tokyo. Le Japon s'est ouvert : les Japonais sont moins dociles que par le passé. La présence d'un parti socialiste se fait nettement sentir. Le nouveau système fiscal pèse plus lourdement sur les riches.

La famille est comprise dans un sens moins large qu'autrefois. Les jeunes qui fondent un foyer éprouvent d'énormes difficultés de logement en plus des difficultés financières dues à leur faible salaire (avancement à l'âge). Mais le système des *ventes à crédit* se répand à une allure surprenante et permet aux jeunes couples d'améliorer leur niveau de vie.

En 1958, un Japonais sur trois a acheté à crédit. Les ventes de détail à crédit ont atteint en 1958 (1) plus de 400 milliards de yens soit environ 10 % de la consommation totale et elles dépasseront sans doute 500 milliards de yens en 1959, soit 7 milliards de NF.

Ces ventes à crédit portent sur les articles les plus divers, depuis les boîtes de gâteaux jusqu'aux récepteurs de télévision, aux automobiles ou aux maisons. La durée du crédit varie de huit mois et demi pour la plupart des biens à soixante mois pour certains articles tels que les réfrigérateurs ou les automobiles.

Le crédit est accordé soit par les magasins eux-mêmes, soit par des entreprises spécialisées qui délivrent des coupons valables dans une chaîne de magasins et payables par mensualités. Les comités d'entreprise se portent parfois solidairement responsables des achats effectués par leurs membres grâce aux coupons de telle ou telle société de crédit. Le taux d'intérêt est élevé : il atteint pour les automobiles 0,05 % par jour.

Ce système du crédit incite les citadins à consommer plus. Il se pourrait même (2) que la récente reprise du taux de natalité, dans les derniers mois de 1959, après des années d'un contrôle des naissances rigoureux, s'explique par le crédit : on achète les enfants à crédit.

Parmi les autres facteurs tendant à l'accroissement des dépenses de consommation, il convient de citer le régime de la *propriété foncière* : le régime de la grande propriété favorise, certes, l'épargne du seul pro-

(1) Rapport du ministère du Commerce et de l'Industrie sur les ventes à crédit, 1959.

(2) Thèse de J.-L. RIALLIN, *Économie et Population au Japon*.

priétaire; mais sa propension marginale à consommer (1) étant inférieure au Japon à celle des petits propriétaires, une division de la propriété tendra à réduire le volume de l'épargne nationale.

En effet, si les propriétaires fonciers respectent une éthique rigoureuse — ce qui n'est pas le cas dans tous les pays en état de sous-développement —, justice sociale et volume de l'épargne risquent de suivre des voies opposées.

Avant-guerre, les grands propriétaires terriens prélevaient des rentes si élevées que les fermiers vivaient dans une misère totale. Cela favorisait néanmoins l'épargne, puisque la propension à épargner des propriétaires était grande. La politique de démocratisation lancée par MacArthur s'est traduite par une réforme agraire qui a fait du Japon un pays où les paysans sont propriétaires de la terre qu'ils cultivent. La surface de terre cultivée sous fermage est passée de 46 % en 1936 à 8 % en 1958. En effet, en décembre 1949, une directive du Commandement américain ordonnait la suppression de « l'esclavage qui avait enchaîné le fermier japonais pendant des années d'oppression féodale » : les grands propriétaires non résidents durent livrer leurs terres au Gouvernement, les propriétaires résidents qui ne cultivaient pas gardèrent un hectare seulement, et les terres furent réparties entre les paysans.

Le même changement s'est produit pour la propriété des logements dont 70 % appartiennent à leurs occupants, contre 30 % avant-guerre. La raison en est le déclin de la classe des propriétaires. Le bas niveau des loyers incite peu à la construction. Aussi la construction de logements d'habitation laisse-t-elle à désirer : avant-guerre chaque Japonais occupait en moyenne 3,8 nattes (1 natte = 1,8 m²); en 1956, ce chiffre était tombé à 3,5 (2).

Le régime légal de la succession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale suppose le partage des propriétés entre tous les enfants. L'application de ce régime serait une absurdité dans un pays où les exploitations agricoles sont de très faible dimension. En fait, l'unigéniture continue à être respectée et les cadets partent le plus souvent vers les villes.

Ce mouvement d'urbanisation tend à réduire la propension nationale à épargner, car la propension à consommer est plus élevée dans les villes que dans les campagnes.

Une enquête rurale récente (3) montre que dans les villages étudiés, l'héritage exclusif de l'aîné a été de règle dans 78 % des cas; un partage égal entre les fils (mais non les filles) n'intervenait que dans 4 % seulement des cas. Les habitants de ces villages ont en outre répondu en majorité (67 %) qu'un partage égal entre tous les enfants compromettrait la subsistance de la famille. Mais l'aîné hérite également des dettes de la

(1) On entend par propension marginale à consommer la part du revenu additionnel qui est consacrée à la consommation.

(2) *Oriental Economist*, février 1959.

(3) J. STÆTZEL, *Jeunesse sans chrysanthème*, Plon, Unesco, Paris, 1955.

famille et de la charge d'entretenir les parents âgés et les frères et sœurs en difficulté.

Il apparaît ainsi que le régime de la propriété, de même que l'accroissement des dépenses alimentaires et vestimentaires, et la vogue des articles ménagers tendent à accroître sensiblement le niveau de consommation des particuliers.

Cet empiètement du modernisme occidental sur l'éthique rigoureuse du Japon traditionnel se traduit-il par une réduction des propensions marginale et moyenne des particuliers au Japon?

Section 3. — LES RÉSULTATS (1)

**L'éthique rigoureuse tend à disparaître
mais la propension à épargner reste forte
grâce à l'accroissement du revenu.**

Il convient tout d'abord de souligner que la propension moyenne à épargner et plus encore la propension marginale à épargner dépendent certes de la consommation, puisqu'elles en sont le complément à l'unité; mais elles dépendent bien plus de l'unité elle-même, c'est-à-dire du revenu national pour la propension moyenne et de l'accroissement de ce revenu national pour la propension marginale.

Lorsque le revenu national ou individuel est déjà à un niveau suffisamment élevé pour couvrir de façon satisfaisante les besoins essentiels, c'est-à-dire les dépenses de nourriture et de logement, un accroissement de ce revenu pourra plus aisément être détourné vers l'épargne. Une telle augmentation de l'épargne accroîtra en premier lieu la propension marginale à épargner — accroissement de l'épargne/accroissement du revenu — puis la propension moyenne à épargner — épargne/revenu.

TABLEAU 27. — LA PROPENSION MOYENNE A ÉPARGNER.

Avant-guerre 1	Épargne/Revenu	Après-guerre 2	Épargne/Revenu
1903-1907.	20,1 %	1949.	— 1,9 %
1908-1912.	13,9 %	1950.	13,8 %
1913-1917.	22,4 %	1951.	18,7 %
1918-1922.	21,5 %	1952.	17,5 %
1923-1927.	13,9 %	1953.	11,7 %
1928-1932.	13,4 %	1954.	11,1 %
1933-1937.	20,3 %	1955.	13,3 %
		1956.	16 %
1903-1937.	17,6 %	1957.	17,9 %

Source : colonne 1 : OHKAWA, *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*.

Colonne 2 : *Economic Planning Agency Annual Report*, 1958.

(1) Miyoehei SHINOHARA, *The Structure of Saving and the Consumption Function in Postwar Japan*, Hitotsubashi, Tokyo, travail dactylographié.

§ 1. — LA PROPENSION MOYENNE A ÉPARGNER

La propension moyenne à épargner des Japonais s'est élevée en 1957 à 17,9 %, d'après les statistiques officielles de l'Economic Planning Agency. Ce chiffre est remarquablement proche des 17,6 % donnés par le professeur Ohkawa pour la période 1903-1937 (v. tableau 27 ci-dessus).

Pourtant, la répartition du revenu national a subi depuis la Deuxième Guerre mondiale de profondes modifications comme le montre le tableau ci-après :

TABLEAU 28. — RÉPARTITION DU REVENU NATIONAL DISTRIBUÉ.

Répartition	1934-1936	1958
Salaires	39 %	52 %
Revenus des propriétaires	31 %	33 %
Rentes et intérêts.	18 %	5 %
Revenus des sociétés	9 %	10 %
Excédents publics	3 %	1 %
Solde net du commerce extérieur. . .	0 %	— 1 %
Total	100 %	100 %

Source : *The Annals of Hitotsubashi*, août 1959.

Il apparaît que la part prise par les salariés dans le revenu national s'est sensiblement accrue. Les revenus des propriétaires d'entreprises privées se sont élevés grâce à la réforme agraire qui a créé une classe nouvelle de petits propriétaires terriens. Cette même réforme agraire a eu pour effet de réduire la part de la rente foncière dans le revenu national au quart de ce qu'elle était avant-guerre. Or, les riches propriétaires terriens avaient une propension à épargner extrêmement élevée. Par contre leurs fermiers, soumis avant-guerre à la double pression de la rente foncière et de l'impôt, parvenaient difficilement à se nourrir et avaient une propension marginale à consommer proche de l'unité. L'égalisation des revenus, par les réformes agraire et fiscale, a réduit l'épargne volontaire des rentiers et l'épargne forcée que constituait l'impôt foncier. Mais l'accroissement du revenu par tête des propriétaires d'entreprises privées a compensé cette perte.

La propension moyenne à épargner des familles des salariés urbains s'est élevée à 12,5 % en 1957 d'après une étude sur le budget familial qui montre l'évolution de ce taux depuis 1951 (2 %). La propension moyenne à épargner des familles paysannes n'atteint par contre que 4,1 % et se montre très irrégulière.

TABLEAU 29. — LA PROPENSION A ÉPARGNER DES PARTICULIERS.

Années	S/Y des familles de salariés urbains	S/Y des familles de fermiers
1950		8,8 %
1951	2 %	9,9 %
1952	4,4 %	7,6 %
1953	5,8 %	6,1 %
1954	7,4 %	3,4 %
1955	9,2 %	11,5 %
1956	11,8 %	4,1 %
1957	12,5 %	

Source : Présidence du Conseil, 1958. *Japanese Economic Indicators*, 1958.

Il semble qu'il y ait divergence entre d'une part les données nationales (17,9 %), et d'autre part les données urbaines et rurales. Cette différence peut s'expliquer par l'existence d'une classe de propriétaires d'entreprises privées qui comprend à la fois des exploitants ruraux et des dirigeants d'entreprises urbaines. La part prise par cette catégorie dans l'épargne totale a été, et est encore, énorme : de l'ordre de 80 % en 1951-1952, elle est aujourd'hui de plus de 60 %.

Cette part paraît anormale, mais correspond bien au taux trouvé par Friend et Kravis (1) aux U. S. A. pour l'épargne personnelle des entrepreneurs comparée à l'épargne totale (70 %).

La propension moyenne à épargner de cette catégorie est remarquablement élevée : elle est successivement passée au Japon de 50 % en 1952, à 26 % de 1953 à 1955 pour s'élever à 33 % de 1956 à 1958.

Il ressort du tableau ci-dessus que la propension à épargner des salariés urbains a subi un accroissement continu, malgré la plus grande sensibilité des villes à l'effet d'imitation. Ceci s'explique par la croissance remarquable du secteur secondaire de l'économie japonaise depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : des pôles de développement se sont créés, localisés sur les complexes portuaires tels que Tokyo-Yokohama et Nagoya Osaka-Kobé. Ces complexes occupent des villes ayant toutes au moins un million d'habitants. Tokyo est même en passe de raver à New York le titre de plus grande ville du monde.

Par contre, la propension moyenne à épargner dans les campagnes fluctue sensiblement suivant les récoltes. Mais depuis 1957, la production agricole se stabilise à un niveau très élevé, ce qui ne saurait manquer d'accroître la propension moyenne à épargner des paysans.

(1) Miyohei SHINOHARA, *The Structure of Savings and the Consumption Function in Postwar Japan*, op. cit.

§ 2. — LA PROPENSION MARGINALE A ÉPARGNER

La propension marginale à épargner des paysans s'est accrue en 1951, en 1955 et plus encore en 1957, 1958 et 1959, années où les récoltes furent particulièrement bonnes.

TABLEAU 30. — LA PROPENSION A ÉPARGNER
DES PAYSANS ET TRAVAILLEURS URBAINS.

Années	Indice de production agricole base 100 l'année précédente	dS/dY des paysans	dS/dY des travailleurs urbains
1951.	100	0,54	
1952.	108	0,52	
1953.	102	0,47	de 0,28
1954.	96	0,43	à 0,22
1955.	111	0,55	
1956.	93	0,41	

Source : M. SHINOHARA, *The Structure of Savings and the Consumption Function in Postwar Japan*.

L'explication de la différence de niveau entre les villes et les campagnes réside notamment en ce que le niveau de la consommation d'avant-guerre a été rattrapé beaucoup plus tôt dans les campagnes que dans les villes : respectivement en 1950 et en 1954.

L'immédiate après-guerre, période de pénurie, fut pour les paysans beaucoup plus facile à supporter que pour les habitants des villes, grâce notamment au marché noir du riz. Base 100 pour le niveau de consommation en 1934-1936, on évaluait en 1958 le niveau de consommation dans les campagnes à 135, 6 et dans les villes à 124,9. Le public des villes étant en outre plus soumis à la pression conjuguée de la presse, du cinéma, de la télévision et de la publicité sous toutes ses formes, a une plus forte propension à porter ses accroissements de revenu vers des dépenses de consommation.

TABLEAU 31. — INDICE DU NIVEAU RÉEL DE CONSOMMATION PAR TÊTE
BASE 100 EN 1934-1936.

Année fiscale	Villes	Campagnes	Total	Revenu par tête
1951.	70	109	86	86
1952.	83	122	99	92
1953.	96	128	108	98
1954.	101	128	112	98
1955.	108	131	117	107
1956.	110	133	119	119
1957.	118	135	125	126
1958.	125	136	131	128

Source : *Economic Planning Agency*, 1959.

Il apparaît que la propension marginale à épargner des particuliers permet le maintien à un niveau élevé de la propension moyenne à épargner. Cela est moins dû à une éthique extrêmement rigoureuse, qu'à une rapide croissance du revenu national.

Cette croissance permet de satisfaire à la fois le désir légitime des Japonais d'améliorer leur niveau de vie et de maintenir les habitudes d'épargne. Il est remarquable que, base 100 en 1934-1936, revenu par tête et consommation par tête soient en 1958 à des indices très proches; respectivement 128 et 131. Ce parallélisme entre consommation et revenu explique que malgré un changement profond dans les mœurs japonaises, la propension moyenne à épargner des particuliers soit demeurée au niveau élevé qui était le sien avant-guerre.

Cette relation entre consommation et revenu est un fait nouveau au Japon. Autrefois, l'accroissement du revenu national n'était consacré que pour une part minime à l'amélioration du niveau de vie. Le Japon a compris que la monétarisation d'une économie permet de faire jouer le multiplicateur et l'accélérateur d'investissements. Une augmentation des salaires n'est pas seulement pour les entrepreneurs un manque à investir, un coût, c'est aussi un revenu, un accroissement de la demande, une création de débouchés.

Si la consommation a été longtemps sacrifiée au Japon, alors que l'économie était déjà monétarisée, c'est que l'impérialisme nippon incitait à n'investir que dans les industries d'armement et assurait par ailleurs des débouchés aux produits japonais, grâce à l'expansion coloniale. La disparition du militarisme nippon coïncide avec une amélioration sensible du niveau de vie.

A la différence du capital étranger, l'épargne des particuliers a joué un rôle déterminant dans le développement de l'économie japonaise, soutenant ainsi l'effort puissant de l'État. Cette épargne des particuliers devait être recueillie par des institutions financières pour être transformée en investissements. Quelle a été l'action de ces institutions financières?

CHAPITRE IV

LE RÔLE DU SYSTÈME BANCAIRE DANS L'ACCUMULATION DU CAPITAL

Épargne et investissement sont des quantités globales. L'opération qui achemine l'épargne vers l'investissement est le financement. En effet, la part du revenu qui n'est ni consommée ni thésaurisée ne peut être affectée directement et immédiatement à l'investissement que dans le cas de l'autofinancement par les entreprises. L'épargne des particuliers doit être drainée vers des établissements financiers qui servent d'intermédiaires entre les épargnants et les entreprises. Ces établissements sont soit des banques soit des institutions boursières. Au Japon, les bourses de valeur n'ont pris d'importance que depuis quelques années seulement. Le rôle essentiel était dévolu aux banques.

Section 1. — LES BANQUES.

Le rôle des banques dans l'économie est double : d'une part, elles suscitent et attirent l'épargne grâce aux intérêts qu'elles offrent, à leur réseau d'agents et à l'action du démarchage et de la publicité. D'autre part, elles utilisent ces dépôts dans des opérations de crédit à terme plus ou moins long, finançant ainsi une partie des dépenses en capital réalisées par les firmes : la sélectivité dans la répartition des prêts aux différentes activités, la limitation ou l'expansion du crédit à l'économie tendent non seulement à modifier le taux de croissance du revenu national et le taux d'accumulation du capital mais elles peuvent aussi transformer les structures économiques.

Nous allons successivement étudier le rôle des banques comme draineur du capital privé puis comme prêteur de capitaux.

§ 1. — LES BANQUES DRAINENT LE CAPITAL PRIVÉ

Longtemps avant la révolution Meiji de 1868 existaient au Japon des sociétés de Crédit mutuel ou Mujin (1) que l'on trouvait dans les cam-

(1) YASUO NORITAKE, *The Development of Monetary and Banking System in Japan*, *Kobe University Economic Review*, n° 2, 1956, p. 68.

pagnes. Ces sociétés alimentées en capital, à intervalles réguliers, par leurs membres distribuaient leur crédit suivant le principe de la loterie.

Ces « coopératives de crédit » ne faisaient qu'annoncer l'essor que devaient connaître les banques après la révolution Meiji. Des banques commerciales et des banques d'épargne privées se créaient parallèlement à la fondation par l'État d'institutions financières spécialisées telles que la Banque Industrielle du Japon, pour les crédits à long terme à l'industrie, et la Banque de Numéraire de Yokohama pour le commerce extérieur.

Ces banques spéciales étaient alimentées en capital par des émissions d'obligations qui, en l'absence de marché financier, durent le plus souvent être souscrites par la Banque d'Émission. Les banques commerciales recevaient en dépôt, le plus souvent à terme, des sommes qui devinrent considérables dans l'entre-deux-guerres. Ces dépôts provenaient soit des particuliers, soit des grandes firmes dont la puissance allait s'affirmer et auxquelles les banques commerciales étaient intimement liées.

Cette puissance des groupes dont les banques commerciales faisaient partie réduisait l'influence de la banque émettrice, la Banque du Japon, sur l'ensemble des banques ordinaires. Le nombre de ces banques se mit à décroître sous l'influence notamment des encouragements gouvernementaux à la concentration et des crises qui sévirent de 1920 à 1930. On passa successivement de 2.000 banques ordinaires en 1920, à 824 en 1929 et 377 en 1937. En 1939, 7 banques seulement recueillaient les 3/5 des dépôts dans les banques ordinaires.

Le nombre des banques d'épargne subissait une réduction semblable, passant de 648 en 1913 à 72 en 1937, mais leur importance était limitée.

Une faible partie des capitaux privés se dirigeait également vers des petites coopératives de producteurs ou de commerçants et vers les traditionnelles sociétés de Crédit mutuel.

Mais l'une des principales destinations de l'épargne des particuliers, si l'on excepte les dépôts dans les banques commerciales, était l'épargne postale : celle-ci attirait une part considérable de l'épargne des particuliers, qui était ensuite placée par les soins de la Caisse des Dépôts du ministère des Finances, ou Trust Fund Bureau, sous forme de valeurs d'État ou d'obligations émises par les banques spéciales.

Pendant la guerre les banques ordinaires, soumises à un strict contrôle gouvernemental, durent consacrer une grande partie de leurs ressources à l'acquisition d'obligations émises par une nouvelle institution financière publique : la « Banque de Financement de la Guerre », dont les obligations étaient garanties par l'État. Parallèlement, le Gouvernement exerça son influence à promouvoir une concentration bancaire qui permettrait un contrôle plus efficace : en 1944, ne subsistaient plus que 61 banques de second rang; les banques d'épargne avaient presque disparu, le Gouvernement ayant autorisé les banques ordinaires à établir des services d'épargne.

La défaite de 1945 laissa le Japon dans un état de pénurie totale. L'actif des banques composé essentiellement d'avances à l'industrie, garanties par un État vaincu, ne laissait aux banques aucune disponibilité. Une institution financière nouvelle fut créée : la Banque de Financement de la Reconstruction.

A la fin de 1948, 74 % des prêts pour investissements provenaient de cette banque. En l'absence d'épargne privée ou de dépôts bancaires, les obligations qu'elle émit ne purent être souscrites que par la Banque du Japon. Il y eut ainsi création de fonds inflationnistes.

A la suite de la mise en application en 1949 d'une politique de stabilisation financière et économique, les banques commerciales commencèrent à assurer le financement des investissements industriels. Malgré une remarquable croissance du revenu national, les entreprises empruntaient une part considérable de leurs fonds industriels aux institutions financières. Le rôle joué par les banques est resté plus important qu'il n'était avant-guerre, ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 32. — ORIGINE DES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS.

Années	Actions	Obligations	Institutions financières	Prêts publics	Auto-financement	Total 100 millions de yens	Total %
1934-1936.	39,5 %	0,2 %	8,8 %	10,6 %	50,9 %		100
1946-1949.	12,6 %	1,0 %	56,6 %	8,0 %	21,8 %	14.349	100
1950-1953.	7,2 %	2,9 %	47,1 %	6,7 %	36,1 %	54.048	100
1954-1957.	9,3 %	2,1 %	43,4 %	4,9 %	40,3 %	75.487	100

Source : chiffres fournis par le Mitsubishi Economic Research Institute.

Comment expliquer ce rôle prépondérant des institutions financières? Il résulte essentiellement de la pénurie de l'argent face aux énormes demandes d'investissements formulées par les entrepreneurs. Cette pénurie se traduit par des taux d'intérêt élevés ainsi que le montre le tableau suivant :

TABLEAU 33. — TAUX D'INTÉRÊT BANCAIRE.

	Fin 1959	1934-1936
Taux d'escompte.	7,30 %	5,35 %
Prêts sur titre	9,49 %	7,06 %
Prêts sur effets.	8,40 %	5,77 %
Argent au jour le jour.	8,40 %	2,50 %
Intérêt des dépôts à un an.	6,00 %	3,70 %

Source : chiffres fournis par la Banque du Japon.

Considérant le rôle joué par l'ensemble des institutions financières dans le financement de l'industrie, il importe de dégager la part drainée par chaque type d'institution financière dans l'ensemble des ressources bancaires (1).

TABLEAU 34. — DÉPÔTS ET PRÊTS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES
(FIN 1957).

Institutions financières	Nombre	Dépôts et obligations émises	Prêts
Toutes les banques.	87	56,8 %	54,6 %
Banques de crédit à long terme. . .	3	4,5 %	5,2 %
Banques urbaines, dont banque de Tokyo	13	34,6 %	33 %
Banques locales (ordinaires) . . .	65	16,3 %	14,8 %
Trust Bank.	6	1,4 %	1,6 %
Trust.	16	4,8 %	4 %
Banques de prêt mutuel et d'épargne.	71	5,5 %	5,6 %
Associations de crédit.	547	4,3 %	3,7 %
Banque Centrale pour les Coopératives Commerciales et Industrielles. . . .	1	0,7 %	0,9 %
Banque Centrale Coopérative de l'A- griculture et des Forêts	1	1,2 %	1,3 %
Associations Coopératives agricoles et Fédérations	12.000	6,4 %	4,2 %
Assurance sur la vie	20	2,9 %	1,6 %
Assurances	20	1,2 %	1,2 %
Institutions financières gouvernemen- tales.	7	0,0 %	9,9 %
Caisse des Dépôts		12,4 %	10,5 %
Assurance postale sur la Vie et Rente postale		3,8 %	2,5 %
Total.		100 % 9.300 milliards de yens.	100 % 8.200 milliards de yens.

Source : *Financial Conditions in Japan*, 1958.

A) Les banques ordinaires.

Les 78 banques ordinaires drainent 50,9 % des ressources de toutes les institutions financières, soit 4.650 milliards de yens (2); 13 d'entre elles sont des banques urbaines et ont une énorme importance puisqu'elles reçoivent à elles seules 34,6 % des dépôts.

(1) *Financial Conditions in Japan*, Banking Specialists Study Team, Japan Productivity Center, 1958.

(2) 65,1 milliards de NF.

Ces 13 banques comprennent :

Les 6 « grands » d'avant-guerre :

- La Banque Mitsui.
- La Banque Dai ichi qui de 1943 à 1947 fut unie à la Banque Mitsui, constituant ainsi le plus grand trust bancaire du Japon. Mais cette banque fut scindée en 1947 en application de la politique de décartellisation. Le groupe Mitsui fut la seule victime de cette politique dans le domaine bancaire.
- La Banque Mitsubshi.
- La Banque Sumitomo.
- La Banque Fuji qui portait avant-guerre le nom de Yasuda. En effet, tous les trusts durent dans l'immédiate après-guerre changer leur raison sociale. Dès 1951, toutes les banques à l'exception de l'ex-banque Yasuda reprirent leur ancien nom.
- La Banque Sanwa, liée à la Banque Fuji.

A ces banques déjà toutes-puissantes avant-guerre s'ajoutent de nouveaux venus :

- La Banque de Tokyo spécialisée dans le commerce extérieur. Toutefois, les autres banques sont également habilitées à faire des opérations relatives aux échanges internationaux.
- La Banque de Kyowa, ancienne banque d'épargne, aujourd'hui liée au groupe Mitsubishi.
- La Banque Daiwa, ex-Nomura, qui contrôle surtout la région d'Osaka.
- La Banque Tokai fondée en 1941 seulement par la fusion de trois banques; elle contrôle la région de Nagoya et s'étend vers Tokyo où elle concurrence sérieusement la Banque Mitsui.
- La Banque de Kobé.
- La Banque Kangyo qui est financée par l'État. Elle apporte son concours aux monopoles d'État et aux entreprises dites d'intérêt national.
- La Banque de l'Hokkaido Takushoku.

Il existe une grande différence de dimension entre ces 13 banques urbaines et les 65 banques locales. Les banques urbaines reçoivent en moyenne dix fois plus de dépôts que les banques locales alors qu'elles n'ont que deux à trois fois plus d'agences (140 agences par banque urbaine, contre 57 par banque locale).

Outre leurs activités de banque ordinaire (dépôt, prêt, escompte...), ces établissements servent de banques d'épargne depuis la disparition de celles-ci dans l'immédiate après-guerre. Les particuliers déposent leur épargne à terme dans ces banques. Ceci se traduit par une part extrêmement élevée prise par les dépôts à moyen et long terme dans le total des dépôts. Ainsi, au mois de juin 1958, les dépôts à terme supérieur à trois mois représentaient 49 % des dépôts de ces 78 banques ordinaires.

Cette caractéristique des banques ordinaires peut s'expliquer par le développement tardif de la bourse des valeurs : le grand public préfère éviter tout risque et placer son capital dans les banques avec la certitude d'un taux d'intérêt qui varie suivant la durée du dépôt. Ces dépôts à terme ne dépassent généralement pas un an.

Mais certaines banques reçoivent des dépôts à plus long terme.

B) Les banques de crédit à long terme (1).

Les trois banques de crédit à long terme reçoivent 4,5 % du total des ressources des institutions financières grâce surtout à des émissions d'obligations. Les bons qu'elles émettent sont d'une durée de un à cinq ans.

A l'aide de ces ressources, elles fournissent à l'industrie des capitaux à long terme. Leurs prêts sont concentrés sur les activités de base de l'économie : on estimait en juin 1958 à 40 % la part prise par les quatre activités-clés : l'acier, l'énergie électrique, les transports maritimes et le charbon.

Ces banques sont :

- La Banque Industrielle du Japon.
- La Banque de Crédit à Long Terme du Japon.
- La Banque Hypothécaire du Japon.

C) Les trust banks.

Les trust banks sont des établissements qui reçoivent indifféremment des capitaux à 3, 5 ou 7 ans, ou des titres représentant soit des immeubles, soit des terrains. En contrepartie, elles versent un intérêt annuel qui en 1959 s'élevait pour les dépôts à 5 ans à 7,5 %. Leur part dans les ressources des établissements financiers ne s'élève qu'à 1,4 %. C'est que cette activité avait complètement disparu dans l'immédiate après-guerre lorsque l'inflation sévissait.

D) Les autres établissements privés de prêt.

Mais ces trois types de banques, banques ordinaires, banques de crédit à long terme et trust banks, tendant par trop à favoriser les activités de base de l'économie — l'industrie lourde notamment — il est apparu nécessaire d'aider les activités sous-capitalisées, exploitées le plus souvent par des petites entreprises. Des institutions financières se sont créées dans ce but, favorisant expressément soit les petites entreprises soit l'agriculture.

a) En faveur des petites entreprises : 1° Établissements de prêt mutuel

(1) Yasugo SUZUKI, Sources of Industrial Funds of Entreprises, *Monthly Circular, Survey of Economic Conditions in Japan*, n° 327, novembre 1958.

et d'épargne. — Le prêt mutuel est une forme de financement traditionnelle (1) au Japon. En juin 1951, une loi tendant à favoriser le financement des petites entreprises a transformé toutes les sociétés Mujin en établissements de crédit mutuel et d'épargne pouvant recevoir des dépôts. Toutefois, leurs activités sont limitées car elles ne doivent aider que les petites entreprises. Les crédits accordés à une seule personne ne sauraient excéder le 1/10 du capital et des réserves de l'établissement financier. Les prêts sont rarement supérieurs à 10 millions de yens. En outre, chacun de ces établissements a un champ d'activité limité à un district géographique.

Il existe 71 établissements de cette catégorie qui drainent 5,5 % des ressources bancaires.

2° *Les associations de crédit.* — Les associations de crédit ont été établies conformément à une loi de 1951, mais ne font que reprendre des formules existant depuis 1900. Ces établissements reçoivent des dépôts de leurs membres et aussi du grand public, accordent des prêts aux petites entreprises et escomptent des effets. Elles reçoivent sous forme de dépôts 4,3 % des ressources bancaires.

3° *La Banque Centrale des Coopératives Industrielles et Commerciales.* — La Banque Centrale des Coopératives Industrielles et Commerciales fut établie en 1936 dans le but de favoriser les coopératives groupant les petites entreprises qui pour des motifs saisonniers ou géographiques trouvaient difficilement du crédit. La moitié de son capital appartient à l'État. Ses ressources proviennent principalement d'émissions d'obligations et ne représentent que 0,7 % des ressources des établissements de crédit.

b) **En faveur de l'agriculture et des forêts.** — 40 % de la population japonaise vit de l'agriculture, mais la dimension des exploitations est très réduite. Il en résulte de grosses difficultés de financement. Aussi diverses solutions ont-elles été adoptées.

1° *Les coopératives agricoles* sont des organismes à but non lucratif qui reçoivent des dépôts de leurs membres, leur accordent des prêts, assurent leurs ventes et achètent en gros, machines, outils et engrais. L'argent inactif est déposé dans les fédérations des coopératives de crédit agricole. Les 12.000 coopératives agricoles reçoivent de leurs membres 6,4 % des ressources des organismes de crédit.

2° Il existe une *Fédération des Coopératives de Crédit* par préfecture, soit 46 pour tout le Japon. Elles ne peuvent faire que des opérations de crédit, grâce aux dépôts des coopératives agricoles. Le solde non utilisé est déposé à la Banque Centrale Coopérative pour l'Agriculture et les Forêts.

3° Le capital de la *Banque Centrale Coopérative pour l'Agriculture et les*

(1) MASAO ARAI, *Development of Local Banking in Japan*, 1958.

Forêts est souscrit pour moitié par l'État. Cette banque reçoit des dépôts des coopératives agricoles et d'autres organismes à but non lucratif. Elle peut, en outre, émettre des obligations pour un montant vingt fois supérieur au total de son capital et de ses réserves. Elle utilise ces fonds sous forme de prêts à ses adhérents ou d'escompte d'effets. Elle a une fonction essentielle d'intermédiaire entre ses membres et le Trésor. Le Gouvernement qui achète la récolte de riz, principale source du revenu agricole, la paie à cette banque. Souvent celle-ci dépose ses fonds — notamment lors du paiement de la récolte — dans les banques urbaines, ou s'en sert pour réescompter des effets ou encore pour alimenter le marché de l'argent au jour le jour.

Le montant des obligations qu'elle émet est remarquablement élevé puisqu'il atteint le 1/3 de ses dépôts. L'ensemble de ses ressources représente 1,2 % des ressources totales des établissements de crédit.

E) Les compagnies d'assurance.

Avant-guerre, les *sociétés d'assurance sur la vie* venaient immédiatement après les banques et les caisses de dépôts du Gouvernement quant à l'importance des ressources : elles détenaient plus de 10 % des ressources de toutes les institutions financières. Du fait de l'inflation de pénurie qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce pourcentage ne s'élève plus qu'à 2,9 % mais tend à s'accroître sensiblement. Ces sociétés ont des portefeuilles de valeurs mobilières fort importants.

Au total, les 40 compagnies d'assurance reçoivent 4,1 % des ressources des établissements financiers.

F) Les institutions financières gouvernementales.

Leur rôle fut prépondérant dans l'immédiate après-guerre en raison de la pénurie de capitaux sur le marché financier. Il tend maintenant à décroître. On distingue entre les institutions « incorporées » et « non incorporées ». Les premières ont été créées en conformité avec une loi spéciale et ont la capacité juridique de personnes morales indépendantes du Gouvernement. Celui-ci nomme cependant les dirigeants et fournit le capital. Les secondes n'ont pas d'autonomie et figurent dans les comptes spéciaux.

a) **Les institutions financières incorporées ou autonomes :** 1^o *La Banque de Développement du Japon*. — La Banque de Développement du Japon fut établie en avril 1951, succédant ainsi à l'organisme de gestion de l'aide américaine et à la Banque de Financement de la Reconstruction. La Banque de Développement du Japon peut emprunter au Gouvernement japonais et à des organismes étrangers, mais n'est pas

autorisée à recevoir des dépôts ou à émettre des obligations. Elle accorde des prêts, achète des obligations, accorde sa garantie. Ses prêts sont destinés dans une proportion de 95 % aux activités de base telles que l'énergie électrique, l'acier, les transports maritimes et le charbon. C'est aujourd'hui la principale institution publique de financement de l'industrie.

2° *La Banque d'Import-Export du Japon.* — La Banque d'Import-Export du Japon, créée également en 1951, tend à favoriser le commerce extérieur en accordant des prêts à long terme, notamment pour l'établissement à l'étranger d'usines équipées par les Japonais. Cette banque exige que ses prêts ne soient que le complément de prêts accordés par des banques urbaines, afin d'éviter tout risque de concurrence entre ces deux sources de financement. Ses ressources proviennent de prêts du Gouvernement et de souscriptions faites au titre du Compte spécial des Investissements industriels.

3° *La Société de Financement des Petites Entreprises.* — La Société de Financement des Petites Entreprises a été établie en 1943. Elle fournit du crédit à long terme aux sociétés ayant un capital de moins de 10 millions de yens ou ayant moins de 300 salariés. En réalité, la plupart de ses prêts sont faits par l'intermédiaire d'institutions financières privées.

4° *La Société populaire de Financement*, créée en 1949, fournit des prêts de moins de 200.000 yens — 2.800 NF — par emprunteur.

5° *La Société de Financement de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche.*

6° *La Société de Prêt à la Construction* créée en 1950.

b) **Les comptes spéciaux — non incorporés — du Gouvernement :**

1° *La Caisse des Dépôts.* — Parmi les comptes spéciaux des entreprises d'État et des services gouvernementaux, un compte spécial reçoit 12,4 % des ressources des établissements financiers. C'est le successeur de l'ancien Bureau des Dépôts du ministère des Finances qui avait joué un rôle important en drainant l'épargne privée et publique vers le secteur privé dès 1878. Ce compte reçoit aujourd'hui l'argent inactif du Trésor. Mais l'essentiel de ses ressources provient de la collecte de l'épargne postale réalisée grâce au réseau des bureaux de poste de l'État. Les réserves du Compte spécial de l'Assurance-Vie postale et des Rentes postales sont également versées à la Caisse des Dépôts. Celle-ci achète des titres d'État, des obligations des banques, prête au Gouvernement et aux institutions publiques dont elle est le principal créancier.

2° *Le Compte spécial de l'Assurance-Vie postale et des Rentes postales* reçoit 3,8 % des ressources des institutions financières.

3° *Le Compte spécial des Investissements industriels* est destiné à aider les industries-clés.

4° *Le Compte spécial du Commerce extérieur* a pour objet de contrôler le commerce extérieur.

Le rôle de ces institutions gouvernementales, et notamment de la Banque de Développement du Japon et de la Caisse des Dépôts, est de combler l'écart entre la demande et l'offre de fonds privés à long terme. Ce rôle a été considérable dans l'immédiate après-guerre, période de pénurie générale. Mais depuis 1949, le capital privé s'étant reconstitué, l'apport de ces institutions à l'économie tend à décroître alors que le rôle des institutions financières en tant que prêteur reste prépondérant.

§ 2. — LES BANQUES FINANCENT LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS (1) : EXPANSION ET INFLATION

Les institutions financières constituent la source la plus importante des fonds industriels ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 35. — ORIGINE DES FONDS INDUSTRIELS D'INVESTISSEMENT.

Années	Auto- finan- cement	Actions	Obli- gations	Institu- tions financières	État	Total	Total en milliards de yens
1934-1936 . . .	50,9 %	39,5 %	0,2 %	8,8 %	0,6 %	100 %	
1946-1949 . . .	21,8 %	12,6 %	1,0 %	56,6 %	8 %	100 %	1.439
1950-1953 . . .	36,1 %	7,2 %	2,9 %	47,1 %	6,7 %	100 %	5.404
1954-1957 . . .	40,3 %	9,3 %	2,1 %	43,4 %	4,9 %	100 %	7.548

Source : chiffres fournis par le Mitsubishi Economic Research Institute.

Cette prépondérance des capitaux bancaires donne aux banques japonaises une puissance considérable qui n'est limitée que par leur propre dépendance vis-à-vis de leurs sources d'approvisionnement, et notamment de la Banque Centrale.

Or, les principales banques énumérées ci-dessus ont des liens très étroits avec les Grandes Unités de Production. Elles font partie des *Zaibatsu*. Leur importance à l'intérieur de ces groupes ne cesse de croître. En effet, les trusts ne sont plus, comme avant-guerre, contrôlés et dirigés par des familles mais par les banques elles-mêmes. C'est là le principal résultat de la politique de décartellisation menée par les occupants américains en 1946.

Ces liens avec les grandes entreprises industrielles imposent aux banques une politique de préférence dans le crédit. Les banques s'efforcent de satisfaire par priorité les besoins en capitaux des groupes industriels dont elles font partie. Or, ces groupes sont spécialisés dans les activités-clés de l'économie japonaise telles que la sidérurgie, la construction navale

(1) Toshihiko YOSHINO, Economic Recovery and Banking System, *Contemporary Japan*, vol. 24, nos 10-12, avril 1957.

et la chimie. Les prêts bancaires se dirigent donc essentiellement vers l'industrie lourde créant ainsi des distorsions entre les diverses activités ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 36. — LA DESTINATION DES PRÊTS BANCAIRES EN 1957.

Activités	Pourcentage
Mines et industrie lourde. . . .	51,8 %
Agriculture.	1,7 %
Commerce.	29,6 %
Industrie légère.	16,9 %
Total	100 %

Source : chiffres fournis par le Mitsubishi Economic Research Institute

L'existence de liens entre les banques et les Grandes Unités de Production risque d'avoir une autre conséquence : l'inflation du crédit. Les institutions financières préoccupées avant tout de l'intérêt de leur groupe risquent d'octroyer trop largement des ressources limitées créant ainsi des pressions inflationnistes. Ces pressions mettent en danger le développement sain et continu de l'économie japonaise.

Comment la Banque Centrale lutte-t-elle contre ces pressions? Quels sont ses moyens d'action en face de la coalition entre banques et Zaibatsu?

La Banque du Japon (1)

La Banque du Japon fut établie en 1882. Elle est actuellement régie par une loi de 1942 amendée en 1949. Son capital de 100 millions de yens (1,4 million de NF) appartient pour 55 % à l'État. Les certificats de souscription (45 %) permettent de participer aux profits de la Banque, non à son administration. Le Gouvernement nomme pour cinq ans le gouverneur et le sous-gouverneur qui sont assistés par trois administrateurs et des conseillers nommés par le ministère des Finances. La politique suivie par la Banque est décidée depuis 1949 par un Conseil d'Administration comprenant le gouverneur, un représentant du ministère des Finances, un représentant du Conseil économique et quatre membres nommés par le Gouvernement avec l'approbation de la Diète (dont un représentant des banques urbaines, un représentant des banques rurales, un industriel et un représentant de l'agriculture).

Ce Conseil d'Administration détermine :

1° Le taux de réescompte, le taux des avances de la Banque et les

(1) Benjamin H. BECKHART, *Banking Systems*, chap. Ehrlich et Tamagna, Columbia University Press, New York, 1954.

conditions de ces opérations — notamment le type des effets admis au réescompte.

2° La politique d'*open market*; l'achat et la vente de valeurs mobilières et leur choix.

3° Le pourcentage des réserves obligatoires des autres banques.

4° Le taux d'intérêt maximum applicable par les banques aux dépôts, aux prêts et aux avances.

5° La réglementation des prêts et des placements des institutions financières.

En outre, la Banque du Japon est l'institut d'émission unique. Toutes les décisions concernant l'émission de la monnaie relèvent du ministre des Finances.

La Banque du Japon est aussi l'agent du Trésor.

La politique anticyclique de la Banque du Japon.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, l'apport du système bancaire à l'industrie était réduit (1). Toutefois, les banques étaient déjà liées aux Grandes Unités de Production dont la puissance limitait sensiblement l'efficacité de toute politique anticyclique. Aussi le Japon connut-il fréquemment l'inflation. De 1873 à 1936, les prix quadruplèrent (2).

Mais l'inflation de pénurie qui succéda à la défaite fut plus terrible encore, puisque de 1945 à 1948 les prix furent multipliés par 50. C'est à partir de 1955 que la politique des autorités monétaires se révéla efficace.

1° L'inflation de pénurie de 1945 à 1948. — Le Japon ruiné par la défaite souffrit d'une pénurie généralisée : l'offre était presque nulle alors que la demande ne cessait d'augmenter; la hausse des prix était générale et accélérée, favorisée par un excès de dépenses budgétaires; la masse monétaire était multipliée par 7. Tous les contrôles gouvernementaux des prix, de la production et de la consommation s'avérèrent inefficaces. De même, en 1946, le blocage des comptes et le changement de monnaie furent sans effet. La Banque du Japon éleva certes à quatre reprises son taux d'escompte de 3,28 % à 5,11 %. Ces modifications ne faisaient que suivre la hausse du taux de l'argent. En 1946, la Banque du Japon avait également institué le système de l'enfer, qui consistait à ajouter 0,73 % au taux d'escompte au-delà d'un plafond fixé pour chaque banque par la Banque du Japon.

En réalité, l'inflation paraissait favoriser la reconstruction de l'économie japonaise et le taux de l'argent était maintenu par la Banque du Japon à un niveau peu élevé afin d'inciter les entrepreneurs à investir.

(1) Cf. page 60, tableau de l'origine des fonds industriels.

(2) Cf. Annexe 4 : Indice des prix de gros au Japon.

Une hausse plus sensible du taux d'escompte n'aurait, en tout cas, pas eu d'effet en plein processus d'inflation. La plupart des opérations de crédit étaient financées par des établissements publics comme la Banque de Financement de la Reconstruction dont les ressources provenaient d'obligations placées auprès de la Banque du Japon elle-même. Celle-ci était donc dans une large mesure responsable de l'inflation. Elle lança toutefois une timide politique de sélectivité du crédit en favorisant les industries lourdes grâce à des taux d'intérêt inférieurs.

2° Naissance d'une politique monétaire. — Pour arrêter le processus d'inflation et établir des bases saines au développement économique fut lancée en 1949 l'opération Dodge d'équilibre budgétaire et de taux de change unique; les dépenses publiques furent réduites, un effort fiscal plus grand fut imposé qui permit l'équilibre budgétaire. Un taux de change unique et dévalué fut établi avec un système rigoureux de contrôle des changes. La politique de la Banque du Japon consista alors à essayer de maintenir le volume de crédit inchangé pour adoucir l'effet du rééquilibre sur la masse monétaire. De mars 1949 à juin 1950, les prêts et avances aux institutions financières ont connu une certaine expansion, alors même que les disponibilités de la Banque du Japon étaient réduites par la baisse des avances à l'État et le retrait de son portefeuille des obligations de la Banque de Financement de la Reconstruction.

La masse monétaire était enfin stabilisée. Le taux d'enfer, qui pénalisait les dépassements des plafonds d'escompte alloués par la Banque du Japon aux autres banques, fut élevé en avril 1949. L'économie montrant des signes de stagnation, le taux d'enfer fut réduit à plusieurs reprises en 1949 afin de relancer l'expansion. En 1949 également, on ajouta un taux de super-enfer (1,42 % au-dessus du taux d'escompte).

Avec la guerre de Corée, en juin 1950, renaissaient les pressions inflationnistes dues notamment à la soudaine amélioration de la balance des comptes qui accrut la masse monétaire. En outre, les entreprises en pleine expansion demandaient des crédits supplémentaires.

Aussi la Banque du Japon éleva-t-elle le taux de ses avances aux institutions financières. Le taux d'escompte fut porté à 5,84 % en 1951; elle réduisit en outre la masse des effets admis à l'escompte et éleva le taux d'intérêt des dépôts à terme pour diriger l'épargne vers les institutions financières.

A la suite du traité de paix nippon-américain signé en avril 1952, le Gouvernement essaya de stimuler l'économie en accroissant les investissements publics et en pratiquant une politique de bas taux de l'argent dans les institutions financières publiques. La Banque du Japon n'a pas suivi le Gouvernement et le taux d'escompte de la Banque du Japon n'a pas baissé.

Or, en 1953, la balance commerciale du Japon est devenue nettement déficitaire (moins 313 millions de dollars). Ce déficit extérieur avait été

accentué par une mauvaise récolte de riz. Pour le réduire, il fallait réduire les importations et, par suite, les investissements : « La balance limitait ainsi la croissance. »

Le Gouvernement japonais donna l'exemple en réduisant ses dépenses budgétaires. Il lança une politique de « persuasion » pour tenter d'arrêter la hausse des prix menaçante. La Banque du Japon demanda aux banquiers, en septembre 1953, de réduire leurs crédits aux entreprises. En octobre 1953, elle éleva le taux d'enfer qui pénalisait les dépassements du plafond d'escompte et réduisit le crédit à l'importation. En 1954, pour la première fois, le taux d'enfer devint supérieur au taux demandé par les banques commerciales à leurs clients.

Les résultats de cette politique furent remarquables : les prix baissèrent et la balance des comptes connut en l'année fiscale 1954 un excédent de 344 millions de dollars.

Ainsi, de 1949 à 1954, période de transition pour les autorités monétaires, le contrôle du crédit fut réalisé essentiellement grâce aux plafonds d'escompte et aux taux d'enfer qui en étaient la sanction.

3^e De 1955 à 1959 : efficacité de la politique monétaire. — Le Japon connut une période d'expansion sans inflation de 1955 à 1957. La Banque du Japon, soucieuse toutefois de remplacer sa politique du taux d'enfer par une politique du taux d'escompte, éleva en 1955 le taux d'escompte avec l'espoir de pouvoir supprimer le taux d'enfer.

La Banque du Japon a voulu éponger les liquidités dues à l'expansion en faisant des opérations d'*open market* : elle vendit en 1956 des bons du Trésor : elle n'obtint qu'un succès partiel en raison du faible taux de ces bons. Mais c'était sa première opération de vente. Par contre, des opérations d'achats de bons du Trésor avaient déjà été faites avant-guerre et en 1949. La politique d'*open market* est peu utilisée au Japon. En effet, comme en France, le marché monétaire est limité à quelques banques. De plus, le taux d'intérêt des effets publics ne permet pas de trouver d'acquéreur.

L'expansion était telle que vers le milieu de 1956 les liquidités commencèrent à manquer : la Banque du Japon recommanda aux banques de second rang d'appliquer une politique de rigueur. Elle éleva le taux d'enfer en août 1956 après que le ministère des Finances eût refusé d'entériner la hausse du taux d'escompte souhaitée par la Banque du Japon. Ce n'est qu'en 1957 que le Gouvernement se rallia à l'opinion de la Banque du Japon qui put, à deux reprises, en mars et en mai 1957, élever le taux d'escompte de 7,3 % à 7,6 %, puis à 8,39 %.

En mai 1957, une loi lia les taux d'intérêt des banques commerciales au taux de la Banque du Japon. Désormais, une hausse du taux d'escompte de la Banque du Japon entraînait une hausse des taux des banques commerciales.

Ainsi alors qu'en 1957 le déficit de la balance des comptes s'était élevé

à 297 millions de dollars et que des tensions inflationnistes étaient apparues, l'année 1958 permit de réaliser un excédent de 546 millions de dollars et une baisse des prix de gros de 7 %. Mais c'était au prix d'une année de stagnation pour l'économie japonaise.

Pour relancer l'économie, la Banque du Japon a utilisé son arme préférée, le taux d'escompte; celui-ci est passé de 8,39 % à 7,66 % en juin 1958, 7,30 % en septembre 1958 et 6,93 % en février 1959. L'année 1959 a été une année d'expansion saine.

En 1959, la Banque du Japon a décidé d'appliquer un système de réserves légales dont le principe était adopté depuis 1957. Les banques doivent laisser à la Banque du Japon un dépôt improductif qui s'élève à environ 1 % des dépôts pour les banques recevant plus de 20 milliards de yens de dépôts, et à 0,5 % pour celles qui reçoivent moins de 20 milliards de yens (0,28 milliards de NF).

En décembre 1959, la Banque du Japon décidait d'élever son taux d'escompte de 6,93 % à 7,30 %.

Ces deux mesures étaient, pour la première fois au Japon, destinées non plus à guérir mais à prévenir des tensions inflationnistes.

La Banque du Japon s'efforce ainsi d'assurer à l'économie japonaise une expansion saine et continue. Son arme essentielle est actuellement le taux d'escompte.

Toutefois, si la libéralisation du commerce extérieur se poursuit, la Banque du Japon sera sans doute amenée à utiliser plus les plafonds d'escompte, les réserves obligatoires et la politique d'*open market*. En effet, la politique monétaire est le seul moyen efficace de contrôler le commerce extérieur en l'absence de contrôle des changes.

Aussi, consciente du développement probable de son influence sur l'économie japonaise, la Banque du Japon cherche à se libérer de la tutelle du ministère des Finances.

Section 2. — LA BOURSE (1)

C'est au cours du ^{xvii}e siècle qu'apparurent au Japon les premières Bourses d'Échanges et, pendant longtemps, le riz y fit seul l'objet de transactions.

L'expansion économique, consécutive à la révolution de Meiji en 1868, devait leur donner un tel essor que le Gouvernement dut rapidement leur imposer des règles et les placer sous le contrôle du ministère du Commerce et de l'Industrie.

Les Bourses de Tokyo et d'Osaka furent fondées dans le cadre de cette nouvelle réglementation, en 1878. Par la suite, sept autres Bourses s'établirent dans les autres grandes villes japonaises.

(1) A. CHEVALLIER, *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*, novembre 1959. M. GIUGLARIS, *Lettres de Tokyo*.

Mais c'est la fin de la Deuxième Guerre mondiale qui constitue, dans l'histoire des Bourses japonaises, la date la plus importante.

Avant-guerre, la Bourse était entièrement entre les mains des Grandes Unités de Production, les trusts ou Zaibatsu. Ceux-ci l'utilisaient pour prendre, couverts par l'anonymat, le contrôle des sociétés ayant des activités concurrentes ou complémentaires.

Le nombre de clients des différentes Bourses ne dépassait pas 1.500.000 et beaucoup d'entre eux n'agissaient que comme prête-noms des Zaibatsu. Les autres étaient essentiellement des spéculateurs. Intéressés par des profits rapides, ils suivaient le marché de très près, n'achetant des actions que des sociétés susceptibles d'un développement rapide ou de celles qui étaient soutenues par les Zaibatsu.

La dissolution des Zaibatsu en 1946 et la cession au public japonais des titres que ces sociétés détenaient, directement ou non, représentèrent une véritable révolution du marché des valeurs mobilières. Une commission de liquidation des valeurs mobilières répartit dans le grand public entre 1947 et 1951 près de 4 milliards de yens, grâce à un vaste effort de propagande. Ces mesures furent complétées par l'établissement de sociétés privées de courtage qui tendirent à diriger la petite épargne vers les transactions boursières.

Leurs efforts furent certes favorisés par l'expansion et l'égalaion du revenu national : la part des salaires est passée de 39 % en 1934-1936 à 52 % en 1958 (1). Mais c'est surtout aux campagnes publicitaires intensives des grandes sociétés de courtage qu'est dû le développement extraordinaire des transactions boursières.

§ 1. — LE DÉVELOPPEMENT DE LA BOURSE DE TOKYO S'EXPRIME DANS LES CHIFFRES SUIVANTS :

TABLEAU 37. — DÉVELOPPEMENT DE LA BOURSE DE TOKYO.

Années	Nombre d'actions cotées (en millions d'actions)	Montant des transactions (en milliards de yens)
1949	256	37
1953	2.091	473
1957	7.692	981
1959 (4 mois).	5.431	831

Source : *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*, novembre 1959.

Le cours moyen des actions se situe pour les quatre premiers mois de 1959 à 153 yens, alors que la valeur nominale des actions est de 50 yens.

(1) *The Annals of Hitotsubashi*, août 1959.

Les opérations faites à la Bourse de Tokyo portent souvent sur plus de 100 millions d'actions par jour. Or, la Bourse de Tokyo ne traite que 65 % des transactions. Elle est suivie par la Bourse d'Osaka (25 %), celle de Nagoya (5 %) et 6 autres bourses de valeurs (5 %).

L'intérêt manifesté par les acheteurs s'est traduit par une hausse de l'indice Dow Jones de 340 en 1954 à 850 en moyenne pour l'année 1959.

Cet indice est établi à partir des 225 valeurs les plus représentatives. Il exprime une moyenne pondérée en yens de ces 225 valeurs. Parti de 249 yens en 1949, il dépasse, en 1959, 900 yens.

TABEAU 38. — INDICE DOW JONES DE LA BOURSE DE TOKYO.

1952	245,67
1953	390,90
1954	340,79
1955	374
1956	485,33
1957	535,57
1958	571,97
1959	850

Source : rapport de Nomura Securities Co, 1959.

Le nombre de personnes intervenant sur le marché boursier dépasse aujourd'hui 10 millions. Bien que peu d'entre elles possèdent pour plus de 100.000 yens d'actions, le nombre d'actions détenues est passé en huit ans de 1 à 10 milliards.

Bénéficiant d'une évolution qu'ils ont eux-mêmes suscitée, les courtiers en valeurs mobilières ont bâti des fortunes considérables. Quatre d'entre eux — Yamaichi, Nomura, Daiwa et Nikko — réalisent 70 % de la valeur de toutes les transactions. Nomura, seul, traite 26 % des opérations et on l'a vu influencer sensiblement le marché en achetant ou en vendant jusqu'à 10 millions d'actions en une seule journée.

Par quels procédés ces firmes ont-elles su créer un tel engouement pour la Bourse?

§ 2. — LA PUBLICITÉ AU SERVICE DE LA BOURSE

Tous les moyens publicitaires ont été utilisés par ces quatre firmes :

1^o *Ces sociétés ont des milliers de démarcheurs* qui font du porte à porte, vantant les mérites de telle ou telle action et persuadant les ménagères de l'intérêt qu'il y a à investir en bourse. Le démarchage et la relance par téléphone sont également utilisés.

2^o *La radio et la télévision* sont inondées d'émissions qui donnent les moyens les plus sûrs de faire fortune; les slogans publicitaires de « Nomura pense pour vous » deviennent rapidement de populaires rengaines.

3° *La presse spécialisée* est extrêmement importante. Il existe près de 50 hebdomadaires ou mensuels boursiers qui racontent les histoires des boursiers heureux. Le quotidien *Nihon Keizai*, journal financier le plus sérieux, tire à plus d'un million d'exemplaires. Deux journaux de cours de bourse sont distribués gratuitement dans les grands magasins et dans les halls de gares. Le *best seller* de l'année est l'annuaire des 1.200 valeurs cotées qui dévoile tous les secrets du « Kabutocho », le sévère bâtiment de la Bourse, réservé aux seuls professionnels.

4° *Les points de vente* de ces quatre sociétés de courtage sont innombrables : les gares, les grands magasins, les grands immeubles du centre de Tokyo abritent tous une ou plusieurs agences boursières dans lesquelles un des employés, écouteurs aux oreilles, note les derniers cours sur un grand tableau noir, tandis que les autres enregistrent les achats et les ventes de la clientèle qui est souvent féminine. En effet, les femmes mariées cessant de travailler dès le jour de leur mariage lisent et se renseignent plus que les hommes; elles sont, du reste, plus soumises que les hommes à l'action publicitaire de ces sociétés et ce sont elles qui de plus en plus gèrent le budget familial : la majorité des dépôts en banques et dans les postes est désormais à des noms de femmes.

Des enquêtes récentes réalisées par Nomura ont montré que ces clients n'étaient pas des spéculateurs et recherchaient les valeurs les plus sûres dans le but de conserver leur capital et de réaliser des profits à long terme.

Sous quelle forme a pu se réaliser l'accession de la petite épargne aux opérations boursières?

§ 3. — LES TITRES FAISANT L'OBJET DE TRANSACTIONS SONT :

1° *Les actions*. — 601 valeurs sont inscrites à la cote de Tokyo, qui ont une valeur nominale de 50 yens mais ne se traitent que par paquets de 500, alors que leur valeur boursière est en moyenne de 150 yens l'action. L'acheteur en Bourse doit donc investir environ 75.000 yens pour acquérir un paquet d'actions, ce qui représente pour bien des Japonais trois mois de salaire. Cette formule n'est donc pas accessible à la petite épargne.

En 1958, les transactions ont porté en moyenne sur 50 millions de titres par jour. Les cours des valeurs mobilières cotées accusent des variations très importantes.

On observe que par rapport à leur chiffre d'affaires le capital social des entreprises est très réduit. C'est qu'elles assurent leurs besoins financiers auprès des banques. En 1958, année où les augmentations de capital furent rares, le manque de titres sur le marché a été un des facteurs prédominants de la hausse des valeurs.

Les actions sont anormalement concentrées entre les mains de quelques institutions bancaires. Lorsque des titres sont à la hausse, ces institutions

se gardent de les offrir sur un marché très demandeur, ce qui explique la sensibilité à la hausse de certains titres.

2° *Les certificats d'investissement.* — Les certificats d'investissement sont émis par les grandes sociétés boursières. Ils représentent une option sur un fonds d'investissement constitué d'un certain nombre d'actions choisies et détenues par la société boursière.

Ces certificats ont généralement une valeur nominale de 5.000 yens, ce qui, à la différence des actions, les met à la portée des faibles revenus. Ils peuvent être à durée déterminée ou indéterminée. Quelle que soit la formule adoptée, le détenteur d'un certificat peut toujours le revendre à un prix calculé à partir de la valeur boursière des divers titres possédés par le fonds d'investissement auquel correspond le certificat. Comme le montre le tableau ci-dessous, ces sociétés boursières sont les institutions financières qui possèdent le plus grand nombre d'actions :

TABLEAU 39. — VALEUR DES ACTIONS DÉTENUES
PAR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES (en milliards de yens).

Fin d'année	Sociétés boursières	Banques	Trust Companies	Compagnies d'Assurance- Vie	Autres Compagnies d'Assurance
1951	116	125	4	139	84
1952	366	197	5	209	130
1953	711	313	6	295	196
1954	743	399	7	347	241
1955	564	552	13	490	278
1956	585	968	24	828	430
1957	1.043	1.204	29	930	527
1958	1.714	1.418	55	1.064	552

Source : Rapport de la Banque de l'Indochine, Tokyo, 1960.

3° *Les obligations.* — Les obligations ne font pas l'objet de transactions importantes au Japon. Les principales portent sur l'équipement en énergie électrique. Le taux d'intérêt de ces bons est de 7 à 8 % et leur durée de sept ans.

Les étrangers ont depuis 1959, à la suite d'une libéralisation des règlements concernant les investissements étrangers, un accès plus facile au marché des valeurs mobilières. La valeur des actions détenues par des étrangers serait passée de 281 millions de yens à la fin de 1951 à 5.417 millions de yens en juillet 1958; on évalue ce montant à 8 milliards de yens en fin 1959. Ces chiffres sont faibles comparés aux 1.714 milliards détenus par les sociétés boursières en 1958 et les 10 millions d'actionnaires japonais constituent réellement un « nouveau capitalisme japonais ». L'auto-financement, source interne de capitaux, peut toutefois limiter le développement de cette source externe qu'est le marché boursier.

CHAPITRE V

L'AUTOFINANCEMENT

L'autofinancement est la forme d'investissement la plus normale pour une entreprise. Celle-ci prélève une part des profits des exercices antérieurs et les investit en vue d'assurer l'expansion de ses activités et de ses bénéfices ultérieurs. L'entreprise est alors une entité assurant son développement sans faire appel à des sources externes de capital.

Certes, cette forme de financement des investissements peut déplaire aux actionnaires, avides de dividendes immédiats. Elle peut aussi ne pas coïncider avec les besoins du pays : l'autofinancement cristallise les structures. Une entreprise investit toujours dans des activités semblables ou complémentaires à la sienne, qui risquent de devenir surcapitalisées alors que d'autres activités, plus importantes pour le pays, souffrent d'une pénurie de capitaux.

Mais l'autofinancement présente l'avantage essentiel de supprimer l'une des trois phases du processus d'accumulation du capital : épargne, financement et investissement. La disparition de l'opération de financement permet d'accélérer l'accumulation du capital et d'économiser le coût du financement, c'est-à-dire les intérêts financiers. L'autofinancement est aussi un moyen d'accroître l'épargne. Les firmes épargneraient moins si elles ne se savaient les premières bénéficiaires de l'autofinancement.

Dans les pays occidentaux, la part de l'autofinancement dans les investissements est considérable. Elle varie entre 50 et 75 %. Le Japon a également longtemps connu un taux élevé; avant-guerre, l'autofinancement était la source de 50 % des investissements. Ce taux élevé résultait de la coïncidence entre le développement de l'économie japonaise et celui des Zaibatsu.

Section 1. — LES GRANDES UNITÉS DE PRODUCTION ET L'AUTOFINANCEMENT

Les pôles de développement.

C'est un niveau élevé de profits qui a permis à quelques entreprises de se développer avant la Seconde Guerre mondiale au point de contrôler une part prépondérante dans l'appareil de production japonais.

Les profits étaient consacrés en majeure partie à l'autofinancement. En effet, le niveau des profits était peu affecté par la distribution de dividendes aux « Grandes Familles » à l'éthique rigoureuse, qui les contrôlaient. De plus, l'État encourageait vivement l'autofinancement. Ainsi la loi sur la mobilisation générale de 1938 fixait à 10 % le taux de dividende maximum, attribué aux actionnaires, favorisant ainsi l'accumulation du capital à l'intérieur des entreprises.

Vers 1940-1941, le taux de profit par rapport au capital versé variait entre 20 et 30 % suivant les activités :

TABLEAU 40. — TAUX DE PROFIT EN 1940-1941.

Activités	Taux
Filature de coton	30 %
Métallurgie.	21 %
Chimie.	20 %
Construction navale et mécanique. .	18 %
Produits alimentaires	27 %

Source : F. BARRET, *Évolution du capitalisme japonais*.

Le développement des Zaibatsu s'est fait de proche en proche par la création incessante d'activités nouvelles grâce aux profits accumulés dans les autres activités.

Ainsi, à la suite de la guerre de Chine en 1894, la firme Mitsui s'est lancée dans la fabrication d'armes et de munitions. Pour alimenter en matières premières ses usines, elle a dû produire pour la première fois au Japon de la fonte, des tuyaux coulés et des aciers laminés. Autour de ce premier noyau industriel, elle développa la métallurgie, la chimie et l'industrie textile.

De même, c'est grâce aux profits retirés par Mitsubishi d'une petite compagnie de navigation que furent successivement établis des chantiers de construction navale et des usines sidérurgiques.

A ces activités de base exploitées par de Grandes Unités de Production en plein développement grâce à de forts taux de profit et d'autofinancement, vinrent s'attacher d'innombrables activités plus ou moins complémentaires.

C'est aussi par l'autofinancement que, plus récemment, Goto Keita, mort en 1959, développa ses activités au point de devenir, en trente ans, l'un des hommes les plus riches du Japon. Actionnaire d'une petite compagnie de tramways aux environs de Tokyo, il avait prolongé cette ligne qui fonctionnait mal jusqu'à un terrain vague préalablement acheté. Sur ce terrain, il construisit un grand magasin, des cinémas, un centre de distractions. La clientèle afflua : il doubla la ligne de tramways d'une ligne d'autobus, créa une compagnie de taxis dont les véhicules furent fabriqués par sa propre usine d'automobiles. Ses activités s'étendirent à la production du caoutchouc, à la distribution de l'essence. Il devint producteur de films et alimenta ainsi ses 1.600 salles de cinéma. Il créa un deuxième centre à la ville de Tokyo, le quartier de Shibuya. Cet empire s'étendit aussi autour de Tokyo, toujours suivant le même procédé : acheter une bande de terrain, s'efforcer de construire des quartiers résidentiels le long des moyens de communication, et des centres de commerce et de distribution au terminus.

Le développement de ces firmes a permis la création de deux grandes régions industrielles et commerciales, toutes deux orientées vers la mer, vers l'extérieur. La dépendance du Japon vis-à-vis de l'étranger est en effet très grande, tant pour les matières premières et les sources d'énergie que pour les débouchés. Le triangle Kobé-Osaka-Nagoya comprend avec Kyoto quatre villes de plus d'un million d'habitants. Sa métropole est Osaka, le Manchester japonais, avec trois millions d'habitants et son port maritime est Kobé. Ses industries mécaniques et textiles sont très puissantes.

Le complexe de Tokyo-Yokohama s'est créé certes autour de la capitale du Japon, mais plus encore autour du port de Yokohama. De nombreuses industries de consommation se sont fixées à Tokyo avec une nuée de petites entreprises qu'alimentent en matières premières les grandes usines voisines, telles que les aciéries de Kawasaki, des raffineries de pétrole et des cimenteries. A l'origine de ces activités, on trouve la construction navale qui est demeurée essentielle. Mais le développement des industries de consommation s'explique surtout par la présence dans la seule ville de Tokyo d'un marché de neuf millions d'habitants qui permet à Tokyo de disputer à New York le titre de plus grande ville du monde.

Ces deux pôles de développement assurent la majeure partie de la production industrielle japonaise dans d'énormes cités laborieuses qui se succèdent les unes aux autres sans espace vert.

Ainsi, grâce à un niveau élevé de profit et d'autofinancement, le développement des Grandes Unités de Production avant la Deuxième Guerre mondiale a permis la création de grands centres industriels. Ce mouvement a continué dans l'immédiate après-guerre mais l'autofinancement ne jouait plus le rôle moteur.

Section 2. — LA FAIBLESSE DE L'AUTOFINANCEMENT APRÈS-GUERRE

L'immédiate après-guerre fut caractérisée par la chute de la part de l'autofinancement dans les investissements (1). Cette part demeure aujourd'hui encore à un niveau inférieur à l'avant-guerre alors que l'économie japonaise a rattrapé depuis longtemps son niveau de 1934-1936.

Or, le taux de profit des entreprises est extrêmement élevé : ainsi le taux de profit (2) par rapport au capital versé avant déduction de l'impôt s'élevait pour l'ensemble des industries à 32,76 % en 1957, et pour les industries de transformation à 41,38 %. En 1958, année de récession, ces taux étaient tombés à 25,95 % et 30,23 %. L'importance de ces chiffres s'explique par l'état de sous-capitalisation des entreprises japonaises. Le taux de profit par rapport à l'actif total est également élevé.

TABLEAU 41. — TAUX DE PROFIT/ACTIF TOTAL.

Années	Toutes industries	Industries de transformation
1954.	3 %	4,7 %
1955.	4,6 %	5,9 %
1956.	6,3 %	7,7 %
1957.	4,3 %	5,9 %
1958.	3,4 %	4,5 %

Source : chiffres fournis par la Banque du Japon.

Comment expliquer le taux encore faible d'autofinancement alors que que le niveau de profit est élevé? Ceci suppose que les entreprises préfèrent distribuer à leurs actionnaires des dividendes importants puis emprunter aux banques à un fort taux d'intérêt plutôt que de conserver les profits dans l'entreprise. Il faut que la voix des actionnaires soit bien forte pour qu'on ne respecte pas plus des principes de saine gestion.

Diverses raisons ont été invoquées pour expliquer la prépondérance des capitaux externes.

1° Pour des raisons fiscales, il serait préférable de s'endetter plutôt que d'accroître la capitalisation. Les intérêts payés sur emprunts et obligations sont considérés comme des dépenses et entrent en déduction des bénéfices. Les bénéfices sont, par contre, inclus dans les profits et sont soumis en tant que tels à l'impôt sur les sociétés. Après prélèvement de l'impôt sur le revenu des sociétés et des diverses taxes locales, il ne reste que 45 % des profits. Si une société désire distribuer un dividende de

(1) Cf. page 60 : Origine des fonds industriels d'investissement.

(2) Chiffres fournis par la Banque du Japon.

10 % du capital versé, elle doit payer à l'État une somme équivalente à 12,2 % du capital. Les profits doivent donc être supérieurs à 22,2 % du capital versé : le banquier offrirait finalement ses capitaux moins cher que l'actionnaire. Aussi malgré le niveau élevé du taux de l'argent préfère-t-on emprunter.

2° La part importante des fonds externes pourrait également s'expliquer par l'instabilité monétaire. Les entrepreneurs préféreraient faire peser le coût de la dépréciation monétaire sur des créanciers. Cette explication a perdu toute signification depuis la stabilisation des finances japonaises en 1949. En effet, depuis cette date, malgré certaines hausses de prix, le taux de change a pu être maintenu sans trop de difficultés.

3° Le taux de l'argent était en décembre 1959 de 8,4 % pour les prêts sur effets et de 7,3 % pour l'escompte, alors que le taux de dividende moyen s'élevait à 13,5 % (1), contre 7,8 % en 1934-1936. Les fonds d'origine bancaire seraient donc moins coûteux pour les dirigeants des entreprises que les fonds fournis par les actionnaires, à condition toutefois de considérer les dividendes comme des frais et non comme des bénéfices.

4° La prépondérance des fonds bancaires peut être attribuée à un autre motif. Les banquiers ne sont pas de simples prêteurs :

Qui bénéficie des distributions de dividendes? Les actionnaires.

Qui bénéficie de la pratique de l'emprunt? Les banques.

Or, les banques sont précisément devenues depuis la Seconde Guerre mondiale les actionnaires les plus importants des sociétés. Leurs liens avec l'industrie privée sont extrêmement étroits. Les banques participent à la gestion des plus grandes entreprises. Elles peuvent ainsi faire prévaloir dans les conseils d'administration leur préférence pour l'emprunt. Aussi la politique des entreprises est-elle triplement favorable aux banques: le faible autofinancement permet aux banques de recevoir des dividendes importants au titre d'actionnaires (13,5 % du capital versé en 1959); en tant que prêteurs, les banques perçoivent, de surcroît, des intérêts financiers de l'ordre de 8 % sur des sommes considérables. Enfin, la qualité de principal fournisseur de capitaux donne aux banques une voix prépondérante dans les conseils d'administration même lorsqu'elles n'y ont pas la majorité.

Cette part, encore faible de l'autofinancement parmi les sources d'investissement, se traduit dans la structure du passif des entreprises par la prépondérance des capitaux externes.

(1) Chiffres fournis par la Banque du Japon.

TABLEAU 42. — RÉPARTITION DES CAPITAUX DES ENTREPRISES.

Années	Réserves	Capital propre	Emprunts	Total
1935	52	32	16	100
1951	38	5	57	100
1954	50	12	38	100
1957	41	8	51	100

Source : *Oriental Economist*, février 1959.

Les réserves des sociétés ont retrouvé leur niveau d'avant-guerre, mais le capital propre reste très faible. En 1954 pourtant, les dividendes furent partiellement exemptés de l'impôt sur le revenu des sociétés. D'où un accroissement des émissions d'actions de réévaluation se traduisant par une amélioration notable de la structure capitalistique des entreprises. Mais cette amélioration fut de courte durée.

Tandis qu'en 1936 les capitaux externes représentaient 33,8 % du passif des entreprises dans les industries de transformation, cette part s'était élevée en 1956 à 60,1 %, taux largement supérieur à ceux des autres pays industrialisés.

TABLEAU 43. — STRUCTURE DU PASSIF DES ENTREPRISES (industries de transformation).

	Japon 1936	Japon 1956	U. S. A. 1956	Grande- Bretagne 1956	Allemagne fédérale 1955
Passif.	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Capital externe.	33,8 %	60,1 %	36,3 %	39,1 %	52,2 %
Prêts à court terme.	0 8 %	18,4 %	10,9 %	3,5 %	
Dettes	8 %	6,5 %	11,5 %	7,7 %	
Prêts à long terme	5 %	6,5 %	1,0 %		
Divers	20 %	28,7 %	12,9 %	27,9 %	
Capitaux propres.	66,2 %	39,9 %	63,7 %	60,9 %	47,8 %
Capital nominal	45,6 %	12,6 %	21,6 %	31,5 %	28,7 %
Réserves et bénéfices.	20,6 %	27,3 %	42,1 %	29,4 %	19,1 %

Source : Mitsubishi Economic Research Institute, *Analysis of The Japanese Enterprise*, 1958.

Il est probable toutefois que la poursuite de l'expansion de l'économie japonaise permettra, grâce à un niveau élevé de profit, d'accroître la part de l'autofinancement dans les investissements du Japon et ainsi de réduire la dépendance des entreprises vis-à-vis des sources externes de capital.

CONCLUSIONS SUR LA FORMATION DU CAPITAL AU JAPON

Le taux élevé de l'accumulation du capital a été le résultat des efforts successifs des différents agents de l'économie.

Dans une première phase, celle du décollage, la plus difficile, l'État a été le principal artisan de l'accumulation du capital. En prélevant sur l'agriculture un lourd impôt foncier, il a financé le développement industriel.

Les entreprises industrielles ont alors pris le relais de l'État. Le bas niveau des salaires et le niveau élevé des profits ont permis un autofinancement accru.

La défaite de 1945 a entraîné une réforme agraire et une démocratisation du travail : la consommation a cessé d'être sacrifiée à l'investissement. Pour atteindre un fort taux d'accumulation du capital, il a alors fallu avoir recours à l'épargne forcée, l'inflation.

Lorsque en 1949 l'économie japonaise s'est stabilisée, il est apparu que le moteur de l'accumulation du capital était désormais l'épargne des particuliers grâce au rôle joué par les institutions financières et notamment la Bourse. Toutefois, l'autofinancement tend à retrouver son importance d'avant-guerre grâce au haut niveau de profit que permet la remarquable croissance du revenu national.

Cette croissance du revenu national ne résulte pas seulement du taux élevé d'accumulation du capital. Elle dépend aussi de l'utilisation qui est faite du capital ainsi formé : la croissance du revenu sera d'autant plus forte que l'intensité du capital par unité de produit sera faible.

DEUXIÈME PARTIE

L'UTILISATION DU CAPITAL : LES DEUX JAPON

L'utilisation du capital au Japon est caractérisée par la structure dualiste du système de production. D'innombrables petites entreprises sous-équipées assurent une part importante du produit national grâce à l'utilisation intensive du facteur travail. Par ailleurs, les grandes entreprises utilisant peu de main-d'œuvre et beaucoup de capital prennent une part prépondérante dans la production nationale.

Tout se passe comme s'il y avait deux Japon : le Japon traditionnel qui souffre de l'insuffisance du facteur capital et d'un excès de main-d'œuvre, et le Japon moderne où le capital est abondant et le problème de l'emploi accessoire.

En effet, la survivance des petites entreprises est le résultat de la confrontation entre l'insuffisance du facteur capital et l'excès du facteur travail.

Le facteur capital ne pouvant satisfaire toute la demande s'est concentré dans les activités où il était le plus indispensable. Cette concentration s'est faite d'autant plus aisément que les activités à forte intensité de capital étaient assurées par les seuls détenteurs du capital : les Zaibatsu.

Nous allons donc étudier successivement :

1° Le dualisme de l'économie japonaise :

- *Le Japon traditionnel* des petites entreprises peu mécanisées dans les activités à faible intensité de capital.
- *Le Japon moderne* des grandes entreprises dans les activités à forte intensité de capital.

2° Les causes de ce dualisme :

- L'explication historique.
 - L'explication par le commerce extérieur.
 - La confrontation du travail et du capital.
-

CHAPITRE PREMIER

LE DUALISME DE L'ÉCONOMIE JAPONAISE

Section 1. — LE JAPON TRADITIONNEL

Petites entreprises sous-mécanisées
dans les activités à faible intensité de capital.

§ 1. — LE SECTEUR PRIMAIRE

a) L'agriculture.

Le Japon souffre d'une faible dotation en facteurs naturels. Ses 382.000 km² ne permettent pas de nourrir une population qui atteindra le chiffre de 100 millions d'habitants vers 1968. En effet, la superficie du Japon ne comporte qu'un pourcentage minime de terre cultivable, 17,4 %. Tout le reste du territoire est occupé par une longue chaîne montagneuse qui couvre tout l'archipel. Or, la surface totale du Japon est faible comparée aux 551.000 km² de la France par exemple.

Pour nourrir une population croissante sur une surface insuffisante, le Japon a dû, imitant en cela la Grande-Bretagne (244.000 km²), se spécialiser dans les activités industrielles exportatrices. Le développement de ces activités, ne se heurtant pas à l'insuffisance du facteur sol, a permis d'importer des produits alimentaires en quantité suffisante.

Cette spécialisation a entraîné une réduction de la part du secteur primaire dans le produit national : de 1878 à 1942, cette part est tombée de 63,9 % à 16,6 % (1). La fin de la Deuxième Guerre mondiale entraîna un accroissement de la part du secteur primaire dû aux lourdes pertes subies par l'industrie. Mais de 38,8 % du produit national en 1946, cette part est retombée à 18 % en 1958 à la suite du relèvement de l'économie japonaise.

(1) TSURU et OHKAWA, *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*.

Pourtant, cette réduction de l'importance relative du secteur primaire ne signifie en rien une réduction en valeur absolue du produit de l'agriculture : ainsi de 1878 à 1942 le produit de ce secteur a été multiplié par 3. Il est vrai que pendant la même période, le produit du secteur secondaire était multiplié par 48. Il semble donc qu'en raison notamment de l'insuffisance du facteur sol, le Japon tende à s'industrialiser; et la survie d'une importante activité agricole s'explique plus par nécessité que par vocation.

Cette nécessité c'est de fournir de l'emploi à environ 40 % de la population active. L'importance de la main-d'œuvre sur une faible surface cultivée explique le faible degré de mécanisation des petites exploitations agricoles et par suite la faible intensité du capital dans l'agriculture.

1° *La main-d'œuvre est excessive dans l'agriculture* (1). — Il y a près de 4 paysans japonais par hectare de terre arable (3,65 en 1955). La densité de la population agricole par kilomètre carré de terre cultivée atteignait en 1958 289 contre 75 en Hollande, 19 au Danemark, 24 en France, 59 en Allemagne de l'Ouest, 13 au Royaume-Uni et 4 aux États-Unis.

Pourtant, de 1875 à nos jours, la proportion de la population qui vit directement de la terre est tombée de 80 à 40 %. La population japonaise a, il est vrai, presque triplé pendant la même période. Le Japon est l'un des rares pays dont la population rurale se soit accrue au cours des vingt-cinq dernières années.

La population vivant de l'agriculture et de la pêche était restée au niveau de 14 millions de personnes, depuis le début de l'ère Meiji jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, sans avoir marqué de fluctuation sensible, malgré le développement de l'industrie. Il y avait donc un exode rural correspondant à l'accroissement naturel de la population du secteur primaire. Or, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, on a enregistré une augmentation subite de cette population — qui a atteint 16 millions — par suite de l'écroulement de l'économie urbaine, de la démobilisation des forces armées et du rapatriement des Japonais résidant à l'étranger. Depuis lors, cette population n'a marqué qu'une diminution insignifiante en dépit de la croissance remarquable de l'industrie. Parmi ces 16 millions de travailleurs, 1.300.000 vivent de la pêche. La pêche japonaise est de loin la première du monde quant au produit. Elle représente 2,5 % du produit national japonais.

L'accumulation du facteur travail s'explique moins par l'accroissement de la production de ce secteur que par la difficulté de trouver un emploi dans les villes. Souvent les familles de paysans ou de pêcheurs verraient avec satisfaction certains de leurs membres quitter le foyer. Les jeunes sont, certes, attirés par les villes, mais ils savent qu'il leur serait difficile de s'assurer le logement et le riz quotidien.

(1) *Oriental Economist*, avril 1959, « Agriculture and Forestry ».

Ces travailleurs à faible productivité quittent parfois la ferme pour un emploi temporaire dans les villes. Fréquemment aussi un membre de la famille trouve du travail dans une ville suffisamment proche pour qu'il puisse rentrer chaque soir dans sa famille. Nombreux sont, même à Tokyo, les salariés dont le domicile est à plusieurs heures de leur lieu de travail.

Les familles paysannes japonaises parviennent ainsi à améliorer quelque peu leur revenu et à se prémunir contre les mauvaises récoltes.

Cette abondance de la main-d'œuvre dans l'agriculture permet d'obtenir, par une culture intensive, d'excellents rendements à l'hectare; mais par son excès, elle entraîne une faible productivité moyenne du travail et ralentit la mécanisation de l'agriculture.

2° *La mécanisation reste faible.* — La propriété du sol est extrêmement morcelée, 6 millions de familles d'exploitants agricoles occupent une surface cultivée de 6 millions d'hectares. Plus de 4 millions de familles cultivent des superficies inférieures à 1 hectare.

TABLEAU 44. — FAMILLES AGRICOLES PAR SUPERFICIE CULTIVÉE.

Surface	1946	1958
Plus de 10 hectares	0,4 %	0,2 %
De 10 à 5 —	0,9 %	0,7 %
De 5 à 3 —	2,1 %	1,4 %
De 3 à 1 —	33 %	26,4 %
De 1 à 0,5 —	30,0 %	32,7 %
Moins de 0,5 —	33,6 %	38,6 %
Total	100 %	100 %

Source : *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon.*

Ce morcellement de l'exploitation agricole a été accentué par la réforme agraire de 1947, ainsi qu'il apparaît dans le tableau ci-dessus. Celle-ci a été imposée par les occupants américains : 80 % des fermes, qui occupaient avant-guerre 46 % des terres cultivées, ont été affranchies, permettant ainsi aux fermiers d'acquérir la propriété des terres qu'ils cultivaient. La superficie des terres affermées est actuellement de 10 % seulement des terres cultivées. Cette disparition des grandes propriétés rend plus difficile la mécanisation de l'agriculture.

En outre, le relief tourmenté du Japon ne se prête pas à la culture extensive et fortement mécanisée des plaines. Il est, de plus, impossible d'utiliser des tracteurs et des machines agricoles dans les champs submergés. Or, le riz est de loin la première culture avec 70 % du tonnage produit.

Par ailleurs, l'amélioration du bol alimentaire des Japonais s'est traduite par une tendance à la diversification de la production agricole, défavorable à la mécanisation de l'agriculture.

Autre facteur défavorable à une forte productivité du travail dans l'agriculture : l'augmentation de la main-d'œuvre d'origine agricole, travaillant dans d'autres activités, éloigne de l'agriculture les membres masculins les plus capables. Aussi le travail aux champs incombe-t-il finalement aux travailleurs les plus âgés, ou les plus jeunes ou encore aux femmes.

La raison essentielle de la faible mécanisation de l'agriculture demeure néanmoins l'excès du facteur travail qui permet une culture intensive sur un sol insuffisant avec des moyens mécaniques limités.

3^o *Tendance récente à la mécanisation de l'agriculture.* — On constate néanmoins un développement récent de la mécanisation dans l'agriculture. En effet, la disparition du fermage laisse aux agriculteurs de plus grandes disponibilités monétaires.

Ainsi en 1958 le montant des investissements réalisés par les agriculteurs a été 3,3 fois supérieur à celui de la période 1934-1936 et a représenté 13 % des investissements de capitaux de cette année, contre 6,5 % pour l'avant-guerre.

Autre incitation à la mécanisation de l'agriculture : les investissements par l'État et les autorités locales, pour l'irrigation notamment, ont augmenté de plus de 60 % par rapport à ceux d'avant-guerre. Le Gouvernement a ainsi remplacé les grands propriétaires en raison de l'urgente nécessité de l'augmentation de la production agricole, souvent affectée par des calamités naturelles.

Déjà au cours de la période cruciale du démarrage de l'économie japonaise, à la fin du siècle dernier, le Japon avait su, grâce à un montant restreint d'investissements bien dirigés, accroître sensiblement les rendements de l'agriculture. De 1885 à 1915, la production doubla par l'amélioration des semences, l'utilisation d'engrais et le perfectionnement des outils. Cet accroissement du produit du secteur primaire permit à l'État, grâce aux fonds recueillis par l'impôt foncier, de créer une infrastructure et de lancer de nouvelles activités industrielles. Ainsi de même qu'en Grande-Bretagne « l'économie s'était développée grâce au navet », l'économie japonaise s'est développée grâce à son agriculture.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, les efforts concernant la productivité agricole ont été concentrés sur une meilleure utilisation des engrais. En effet, le Japon ne peut compter sur l'élevage, qui est très insuffisant, pour améliorer le rendement du sol. Alors qu'en France le nombre de têtes de bétail correspond à 50 % de la population, au Japon ce pourcentage ne s'élève qu'à 4 %. La faiblesse de l'élevage au Japon s'explique par la lutte contre l'érosion : le bambou nain a été planté à travers tout le pays. Or, cet arbre a de profondes racines qui empêchent l'herbe de pousser (1).

(1) Marcel GIUGLARIS, *Visa pour le Japon*, Gallimard, 1958.

Aussi, après la Seconde Guerre mondiale, les efforts se sont-ils orientés vers la mécanisation de l'outillage agricole, l'utilisation intensive des produits chimiques et l'adoption de nouvelles méthodes de culture.

En 1950, 1 ferme sur 5 ne possédait ni bête ni tracteur, 1 ferme sur 4 utilisait des bêtes de trait et 1 ferme seulement sur 10 pratiquait la motoculture. L'impossibilité d'augmenter sensiblement l'élevage et, par conséquent, le nombre de bêtes de trait, la nécessité de rationaliser la culture et une succession de bonnes récoltes, ont donné récemment un grand essor à l'industrie des machines agricoles. Leur production a, entre 1951 et 1958, triplé, et même quintuplé pour certaines machines. En 1958, les agriculteurs japonais utilisaient 1 million de moteurs électriques, 200.000 moteurs diesel, 1.300.000 moteurs à essence, 200.000 tracteurs, 60.000 camionnettes à trois roues. Le courant de modernisation qu'a connu le Japon au cours de ces dernières années apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 45. — LA MÉCANISATION DE L'AGRICULTURE.

Années	Nombre de moteurs électriques	Nombre de moteurs à essence	Nombre de tracteurs
1920.	683	1.785	—
1930.	28.306	63.459	98
1940.	91.053	202.046	2.819
1950.	600.744	345.442	13.240
1955.	956.080	1.133.533	82.280
1958.	1.000.971	1.333.104	219.995

Source : Agriculture, Forestry and Fisheries Productivity Conference, Tokyo, 1959.

Simultanément, les coopératives agricoles se sont quelque peu développées et le paysan a appris à conjuguer ses efforts avec ceux de ses voisins. L'utilisation en commun de l'outillage et de l'équipement en pompes, conduites d'eau et hangars de stockage tend à se généraliser.

Les engrais étaient déjà fort répandus avant-guerre, à la différence des machines agricoles. Aussi leur progression n'a-t-elle pas été aussi remarquable que celle du matériel agricole. La consommation d'engrais est néanmoins passée de 2.300.000 tonnes en moyenne annuelle de 1934-1936 à 6.000.000 de tonnes en 1958 (1). Les engrais synthétiques se sont substitués aux engrais naturels. Cette substitution a permis de reconstituer certains éléments du sol que des siècles d'agriculture intensive avaient épuisés, notamment dans la partie Sud du Japon où deux récoltes annuelles de riz sont fréquentes. La généralisation de l'utilisation des engrais a permis de cultiver le riz jusque dans la partie septentrionale du

(1) Agriculture, Forestry and Fisheries Productivity Conference, 1959.

Japon. Le paysan japonais est aujourd'hui le plus gros consommateur mondial d'engrais par hectare.

D'autres produits chimiques sont également utilisés, tels les herbicides qui ont permis de réduire sensiblement la pénible tâche du sarclage des rizières.

En outre, de nouvelles méthodes ont été adoptées pour la culture et la récolte du riz. On moissonne actuellement avant la saison des typhons, au début de septembre. On s'efforce sur les meilleures terres d'obtenir plusieurs récoltes par an.

Cet effort de modernisation de l'agriculture japonaise reste cependant limité par la présence d'une main-d'œuvre excessive. Les investissements réalisés dans l'agriculture demeurent faibles en raison notamment du faible coût des engrais. Mais si les rendements du sol sont les plus élevés du monde, c'est que l'agriculture japonaise demeure une culture intensive, un jardinage sans moyen mécanique important. La production agricole tend depuis quelques années à se stabiliser à un niveau extrêmement élevé, sans toutefois que la productivité du travail s'améliore ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 46. — LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE.

Années	Indice de la productivité agricole : <i>Production /</i> Population active	Indice de la production agricole	Indice de la productivité des industries de transformation
1934-1936.	100	100	100
1951	88	134,5	80
1952	97	134,5	86
1953	82	131	103
1954	89	124,1	107
1955	108	141,4	118
1956	105	141,4	138

Source : *The White Papers of the Japanese Economy*, 1959.

Le seul facteur de production inélastique étant le facteur sol, tous les efforts convergent vers l'accroissement du rendement à l'hectare. Il importe peu que la productivité du travail soit très basse, mais il faut que le rendement du sol soit élevé. En raison du risque d'épuisement du sol, des investissements en capital sont consentis qui ne paraissent pas toutefois devoir réduire la main-d'œuvre agricole. Il en résulte à la fois une faible productivité du travail et du capital et par conséquent un fort coefficient de capital dans le secteur primaire. Mais l'essentiel n'est-il pas de nourrir les 40 % de la population japonaise dont l'industrie est encore impuissante à assurer la subsistance?

Au total, et bien que la part de l'agriculture dans l'économie tende à diminuer, l'apport de l'agriculture au développement du Japon a été essentiel et reste important :

1^o A la fin du XIX^e siècle le développement de l'agriculture a permis à l'État de financer la création d'une industrie moderne, grâce à la perception d'un lourd impôt foncier.

2^o L'agriculture japonaise nourrit encore près de 40 % de la population japonaise. Elle permet de résoudre, au moins provisoirement, le problème de la surpopulation au Japon.

3^o Les travailleurs sous-employés de l'agriculture constituent une armée de réserve pour l'industrie. Leur présence limite la puissance du syndicalisme ouvrier. Elle libère les entrepreneurs de tout souci concernant une éventuelle insuffisance du facteur travail en cas de développement accéléré de l'industrie japonaise.

4^o Les forts rendements à l'hectare de l'agriculture japonaise permettent une production agricole bon marché. Les fournitures de l'agriculture à l'industrie ont par conséquent un faible coût. De plus, les produits alimentaires étant bon marché, de très faibles salaires suffisent à assurer la subsistance des travailleurs.

5^o L'agriculture a servi de refuge à la population industrielle dans les grandes crises telles que 1930 ou l'immédiate après-guerre.

b) Les mines.

L'apport de la production minière, importante activité du secteur primaire, à l'ensemble de l'économie tend à se réduire. L'activité minière n'a connu d'augmentation sensible ni quant au capital investi ni quant au produit qui en est retiré. Le charbon extrait est de mauvaise qualité, non cokéifiable, à faible valeur calorifique et à haute teneur en cendres, ce qui exclut de tout usage industriel une partie de la production.

Les méthodes d'extraction et d'exploitation sont généralement rudimentaires et le Japon n'est pas encore parvenu à rattraper sa production d'avant-guerre : la production charbonnière s'est élevée à 49 millions de tonnes en 1958 contre 55 millions de tonnes en 1940. Base 100 en 1953, l'activité minière était à l'indice 114 en 1958 contre 167 à la production industrielle.

Les terrains sont faillés, les veines sont petites et difficilement accessibles. Ces conditions défavorables d'extraction ne permettent pas l'établissement de grandes exploitations minières à équipement moderne. Il existe près de 700 sociétés d'extraction pour le charbon seulement. 55 % d'entre elles produisent moins de 1.000 tonnes par mois et 80 % produisent moins de 4.000 tonnes par mois. Celles dont la production est supérieure à 10.000 tonnes sont sous la dépendance des Zaibatsu et leur part dans la production minière est supérieure à 50 %.

TABLEAU 47. — STRUCTURE DE LA PRODUCTION CHARBONNIÈRE
EN 1957 (688 sociétés).

	Production en tonnes	Part	% cumulé
1. Mitsui Mining	6.439.950	12,3 %	12,3 %
2. Mitsubishi Mining	4.928.900	9,4 %	21,7 %
3. Hokkaido Colliery et Steamship	3.688.100	7,1 %	28,8 %
4. Sumitomo Coal Mining	2.229.337	4,3 %	33,1 %
5. Joban Coal Mining	2.178.900	4,2 %	37,3 %
6. Ube Industries	1.943.707	3,7 %	41,0 %
7. Meiji Coal Mining	1.803.360	3,5 %	44,5 %
8. Nippon Coal Mining	1.572.740	3,0 %	47,5 %
9. Nikko Coal Mining	1.651.100	3,2 %	50,7 %
10. Furukawa Coal Mining	1.441.300	2,8 %	53,5 %
Reste	24.377.191	46,5 %	100 %
Total	52.254.585	100 %	100 %

Source : *Foreign Investment Law Annotated*, 1958-1959.

La mécanisation des mines japonaises est encore très insuffisante même pour les grandes firmes : l'absence de puits verticaux entraîne la présence d'un personnel excessif au stade du transport. Il est fréquent qu'une berline change huit à dix fois de mains avant d'arriver au jour. De même, l'absence d'un soutènement de galerie approprié oblige à creuser dans le rocher des galeries parallèles au charbon. Le remblayage des galeries est défectueux et provoque des perturbations dans l'irrigation des rizières. La productivité par mois et par mineur a baissé par rapport à l'avant-guerre : elle est tombée de 17,8 tonnes en 1934-1936 à 12,9 tonnes en 1954-1956.

La mécanisation fait cependant des progrès : au lendemain de la guerre, les mines ont reçu des allocations importantes de la Banque de Financement de la Reconstruction; plus récemment, le M. I. T. I. (1) a prévu une action d'envergure pour développer l'exploitation par puits verticaux et essayer de remédier à l'épuisement des réserves.

Malgré tous les efforts, le prix du charbon demeure très élevé : le charbon américain coûte moins cher à Yokohama que le charbon japonais. Aussi, le charbon perd-il sa suprématie parmi les sources d'énergie.

Le Japon n'est pas mieux partagé pour les autres ressources minérales : 80 % du minerai de fer doit être importé, soit près de 6 millions de tonnes l'an. Le Japon est aussi un gros importateur de ferraille : le paquebot *Ile-de-France* a été vendu en 1959 à des ferrailleurs japonais. Les gisements

(1) Ministry of International Trade and Industry.

de minerai de fer qui se trouvent au nord de Kobé ne produisent guère plus d'un million de tonnes l'an.

En outre, toute la bauxite et 50 % du manganèse doivent être importés. Par contre, le Japon se suffit à lui-même pour le cuivre et le zinc.

La mécanisation de l'activité minière est très lente, en raison surtout de l'inadaptation du facteur sol. Aussi la productivité du travail est-elle très faible dans les mines de même que dans l'agriculture.

§ 2. — LE SECTEUR SECONDAIRE EST EN PARTIE SOUS-ÉQUIPÉ

La production industrielle est assurée en partie par de petites entreprises à faible intensité capitalistique et en partie par des firmes fortement mécanisées. Les premières se trouvent dans les activités exigeant peu de capital et beaucoup de main-d'œuvre; la productivité du travail y est faible. On définit habituellement au Japon la petite entreprise suivant deux critères : l'importance du capital versé — moins de 10 millions de yens — ou le nombre de salariés — moins de 200 salariés.

a) Les petites entreprises assurent une forte part de la production (1)

Une enquête du ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie faite en 1958 montrait que les petites entreprises — définies comme étant les entreprises répondant à l'un des deux critères cités — représentaient 90 % du nombre total d'entreprises, 70 % de la main-d'œuvre, 45 % de la production industrielle et 60 % des exportations.

Ces chiffres révèlent l'importance vitale des petites entreprises. Une énumération des activités dans lesquelles on trouve ces petites unités de production montre assez que leurs activités exigent de la main-d'œuvre bien plus que du capital.

Vêtements, chaussures, meubles, contre-plaqué, crayons, jouets métalliques, laque et porcelaine, machines à coudre, cuir, couteaux, lampes électriques, verre optique, parapluies, perles, montres, constituent quelques-unes de leurs activités. On trouve, toutefois, aussi bien des petites entreprises dans la production d'objets de faible valeur que dans la métallurgie et l'industrie mécanique. Des machines-outils, des pièces détachées d'automobiles, de matériel ferroviaire et naval sont produites dans les unités de production archaïques.

La part de ces petites entreprises est prépondérante dans les activités suivantes :

(1) *Kyokai Asia*, The Smaller Industry in Japan, Tokyo, 1957.

TABLEAU 48. — PART PRODUITE PAR LES PETITES ENTREPRISES.

Activité	Part
Filés de coton et de fibranne . . .	67 %
Laine	69 %
Tissus de soie et de coton	86 %
Jersey de coton et de laine	100 %
Conserves	75 %
Filets de pêche	71 %
Faïence et porcelaine	60 %
Fils et câbles	80 %
Outils agricoles	80 %
Machines à coudre	56 %
Petites lampes électriques	90 %
Clous et vis	92 %
Appareils optiques	49 %
Jouets métalliques	100 %
Briquets	100 %

Source : *The Smaller Industry in Japan*, 1958.

Ces activités permettent de nourrir 28 millions de personnes en incluant les familles des salariés, grâce à une production dont la plus grande partie est assurée par de très petites entreprises, ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 49. — PART DE LA PRODUCTION
SUIVANT LA DIMENSION DES ENTREPRISES.

Nombre de salariés	Part de la production	Production cumulée
De 1 à 9	Pas de statistique	—
De 10 à 49	23,8 %	23,8 %
De 50 à 99	9,9 %	33,7 %
De 100 à 199	10,8 %	44,5 %
De 200 à 499	17,5 %	62,0 %
De 500 à 999	12,1 %	74,1 %
1.000 et plus	25,9 %	100,0 %

Source : *Census of Manufactures*, 1956.

b) Faible degré de mécanisation

Ces petites entreprises qui représentent environ 45 % de la production industrielle japonaise sont sous-capitalisées. Quel que soit le critère de dimension des entreprises envisagé — nombre de salariés ou capital versé — le pourcentage du capital versé dans les petites sociétés par rapport au capital versé dans toutes les sociétés japonaises est sensiblement inférieur

à leur part dans la production. Les petites sociétés ont une faible intensité de capital par rapport à l'ensemble de l'économie japonaise.

En 1958, 340.000 sociétés avaient un capital inférieur à 10 millions de yens, soit 85 % des 398.000 sociétés existant au Japon. La moitié d'entre elles était constituée de sociétés ayant un capital inférieur à 1 million de yens. Il existe, en outre, beaucoup d'entrepreneurs individuels qu'on ne peut guère dénombrer.

Le capital total des sociétés ayant un capital inférieur à 10 millions de yens ne représente que 30 % du capital de toutes les sociétés. A l'opposé, 0,03 % seulement de toutes les sociétés ont un capital supérieur à 1 milliard de yens, alors que leur capital représente 34 % du capital de toutes les sociétés.

TABLEAU 50. — RÉPARTITION DU CAPITAL TOTAL DES SOCIÉTÉS
SUIVANT LEUR DIMENSION.

Capital en milliers de yens	% du nombre de sociétés		% du capital total	
	Simple	Cumulé	Simple	Cumulé
Moins de 200.	13,9 %	13,9 %	0,8 %	0,8 %
200 à 500.	36,1 %	50,0 %	5,5 %	6,3 %
500 à 1.000.	21,4 %	71,4 %	6,9 %	13,2 %
1.000 à 5.000.	13 %	84,4 %	10,5 %	23,7 %
5.000 à 10.000.	2,4 %	86,8 %	6 %	29,7 %
10.000 à 50.000.	1 %	87,8 %	8,4 %	38,1 %
50.000 à 100.000.	0,1 %	87,9 %	3,1 %	41,2 %
100.000 à 1.000.000.	0,3 %	88,2 %	24,9 %	66,1 %
Plus de 1.000.000.	0,03 %	88,23 %	33,9 %	100 %
Non encore enregistrées au fisc. .	11,77 %	100 %		

Source : National Tax Office, 1956.

c) Faible productivité du travail

1^o *Par entreprise.* — Ces petites entreprises qui emploient beaucoup de main-d'œuvre et peu de capital ont une faible productivité du travail par salarié. Par contre, le rendement du capital engagé est élevé, ce qui indique une faible intensité de capital : leur faible capital fournit une production importante grâce à l'utilisation intensive du facteur travail.

Il existe de profondes différences de productivité, de salaires, de mécanisation suivant la dimension des entreprises. Ainsi, en 1957, la productivité par salarié dans les industries de transformation variait du simple au triple suivant qu'il s'agissait d'entreprises ayant un capital versé inférieur à 2 millions de yens ou de grandes firmes ayant un capital versé supérieur à 100 millions de yens.

TABLEAU 51. — LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION EN 1957.

Capital versé	Valeur ajoutée par salarié	Niveau de salaire	Capital fixe par salarié	Valeur ajoutée/ Capital fixe
Moins de 2 millions de yens.	32	38	12	346
De 2 à 5 — —	40	45	18	290
De 5 à 10 — —	38	46	22	271
De 10 à 50 — —	57	58	34	199
De 50 à 100 — —	69	69	53	151
Plus de 100 — —	100	100	100	100
Moyenne.	58	62	44	149

Source : *Statistics of Business Corporations*, Tokyo, 1958.

Cette différence de productivité explique en partie la différence entre les niveaux de salaire de ces deux types extrêmes de firmes : base 100 pour les entreprises de plus de 100 millions de yens, les salaires des firmes de moins de 2 millions de yens de capital étaient à l'indice 38 en 1957.

2° *Par activité.* — Ainsi, en 1957, pour la filature du coton, les usines de plus de 70.000 broches produisaient une balle de filé de coton en 30 heures, alors qu'il fallait 68 heures pour produire la même quantité dans les usines de moins de 10.000 broches.

De même, les grosses entreprises sidérurgiques produisaient 1 tonne de lingots d'acier en 6,8 heures alors qu'il fallait 10,8 heures aux petites entreprises moins bien équipées.

L'industrie de la soie a été pendant longtemps un remarquable exemple de basse intensité du capital. L'élevage des cocons était le plus souvent une activité accessoire permettant aux agriculteurs d'accroître leur revenu à peu de frais. En effet, le mûrier occupe une faible surface. Quant à la main-d'œuvre travaillant dans cette activité, son coût est d'autant plus faible que la main-d'œuvre agricole est excessive et partiellement employée seulement. Cette activité, ayant un faible coût à la fois en capital et en main-d'œuvre, était extrêmement rentable. Le bobinage était manuel. Une série d'améliorations techniques permirent d'élever la qualité de la soie à peu de frais, accentuant la basse intensité de capital de cette activité.

Dans les autres activités textiles, on trouvait de nombreux ateliers répandus dans les campagnes. Ces ateliers très peu mécanisés employaient de nombreuses jeunes filles travaillant pour se constituer une dot. Ces filles vivaient en dortoir, étaient vêtues et nourries par la firme et ne touchaient pas de salaire. En contrepartie, un pécule était payé à la famille au moment de la signature du contrat. Ce pécule décidait les familles à court d'argent à envoyer leurs filles dans les usines textiles. Ce

Japon des ateliers dans les campagnes n'a pas complètement disparu, au stade du tissage et de la confection notamment.

3^e Causes de la faible productivité du travail. — Ainsi, certaines activités sont caractérisées par une mécanisation très réduite. L'insuffisance de la mécanisation limite la productivité du travail. Alors que dans les pays occidentaux la productivité moyenne par travailleur varie relativement peu suivant les activités (1), au Japon au contraire de grosses différences existent entre les activités sous-mécanisées comme les produits finis du textile, l'ameublement, le cuir... et les activités mécanisées comme le pétrole, l'acier et les produits chimiques où la productivité du travail est élevée.

La différence de productivité entre les activités similaires dans divers pays ne provient que dans une faible mesure de différences dans l'habileté manuelle ou même dans la formation technique, mais bien plus de l'utilisation plus ou moins intensive du facteur capital.

La faible productivité des petites firmes a pour raison essentielle le faible montant de capital fixe utilisé par salarié : base 100 pour les firmes de plus de 100 millions de yens, le capital fixe — sol compris — par salarié était à l'indice 12 en 1957. Aussi, en raison de l'utilisation intensive du facteur travail, au faible capital utilisé correspond un rendement élevé du capital. Base 100 dans les entreprises de plus de 100 millions de capital versé, la productivité du capital — valeur ajoutée par rapport au capital fixe — était à l'indice 346 dans les entreprises de moins de 2 millions de yens de capital versé.

En outre, la qualité des machines et de la main-d'œuvre utilisées par les petites entreprises est sensiblement inférieure à celle des grandes.

Ainsi une part importante du faible équipement des petites entreprises est constituée de machines désuètes. La proportion des investissements consacrés à l'acquisition de matériel usagé est d'autant plus grande que la dimension de l'entreprise est réduite. Fréquemment, en effet, les grosses entreprises vendent à leurs sous-traitants du matériel désuet. (V. Tableau 52)

De même la qualité de la main-d'œuvre utilisée dans les petites entreprises est inférieure à celle des grandes firmes. Les meilleurs ouvriers, ceux qui ont étudié, qui sont capables de manier des machines, vont travailler dans les grandes entreprises où ils sont assurés de pouvoir demeurer jusqu'à leur retraite, avec des salaires supérieurs à ceux des petites entreprises. Celles-ci ont plus tendance que les grandes firmes à utiliser des jeunes gens de moins de 25 ans, des travailleurs de plus de 55 ans et des femmes de plus de 24 ans (2). Aussi la main-d'œuvre des petites entreprises est-elle moins efficace que celle des grandes.

Ceci tend donc à accentuer la faible productivité du travail dans les

(1) *Asian Affairs*, décembre 1957.

(2) *Kyokai Asia*, The Smaller Industry in Japan, Tokyo, 1957.

TABLEAU 52. — PART DE L'ÉQUIPEMENT USAGÉ
DANS LES INVESTISSEMENTS EN 1957.

Dimension des entreprises	Part de matériel usagé
De 4 à 9 salariés.	34,3 %
De 10 à 19 —	29,8 %
De 20 à 29 —	28,7 %
De 30 à 49 —	26,1 %
De 50 à 99 —	22,3 %
De 100 à 199 —	16,8 %
De 200 à 299 —	9,9 %
De 300 à 499 —	9,1 %
De 500 à 999 —	4,2 %
1.000 et plus —	4,9 %
Moyenne.	12,3 %

Source : Census of Manufactures, *Monthly Circular*, mai 1959.

petites entreprises. Le niveau de production n'en reste pas moins très élevé par rapport au capital utilisé : 70 % des salariés de l'industrie, utilisant 30 % du capital, produisent 44,5 % de la production industrielle. C'est indiquer que leur coefficient de capital serait équivalent à environ 60 % du coefficient moyen : 30/44,5.

§ 3. — LE SECTEUR TERTIAIRE

Plus encore que dans le secteur secondaire, le secteur tertiaire constitue un exutoire pour l'excès de main-d'œuvre : les travailleurs en excédent refluent vers le monde des petites entreprises commerciales. Le commerce et les services de tous ordres sont anormalement gonflés. Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la répartition de la population active entre les trois secteurs de l'économie, alors que de 1920 à 1959 la population passait de 56 millions d'habitants à 93 millions :

TABLEAU 53. — RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE.

Activités	1920	1930	1940	1950	1959
Secteur primaire. . . .	53,8 %	49,4 %	44,0 %	48,3 %	37,9 %
Secteur secondaire . . .	20,7 %	20,4 %	26,1 %	21,9 %	25,3 %
Secteur tertiaire	25,5 %	30,2 %	29,9 %	29,8 %	36,8 %

Source : pour 1959 : *Labor Force Survey*. Pour les autres années : Recensements-

Le secteur tertiaire connaît donc un taux de croissance de l'emploi supérieur à celui du secteur secondaire, ce qui est anormal dans une économie en plein développement. C'est que le développement industriel est atteint grâce à l'intensification de l'utilisation du capital bien plus que de l'emploi.

Il existe au Japon un pullulement de petites entreprises commerciales dont l'existence ne peut s'expliquer que par la nécessité de trouver un emploi à des millions d'individus. En effet, de nombreuses activités relevant du secteur tertiaire sont artificiellement créées; ainsi en est-il de l'importante « industrie de la distraction (1) ».

« Si les villes japonaises ont des quartiers entiers consacrés aux distractions et à la vie nocturne, si le Japon compte par centaines de mille les petits cafés, bars, boîtes de nuit minuscules, thés, restaurants, cinémas, etc., si tant de Japonais sont en voyage touristique, s'ils échangent tant de millions de cadeaux dans l'année, s'ils achètent tant de bricoles microscopiques qui n'ont aucune utilité et qui ont demandé à leurs fabricants beaucoup de travail, c'est qu'il faut bien que des millions de Japonais se rendent mutuellement le service de s'occuper et de se faire vivre les uns les autres sans rien produire. »

Chaque minuscule boutique de commerçant emploie plusieurs personnes et les nourrit. L'excès de main-d'œuvre permet aux commerçants d'accorder à leurs clients une remarquable qualité de services. La plupart des boutiques sont ouvertes de 8 heures à 23 heures, toute l'année sans interruption, même le dimanche, ou les jours fériés. Une grande quantité de services est offerte pour attirer la clientèle depuis le port gratuit à domicile jusqu'aux petits cadeaux.

La concurrence est vive entre ces petits commerçants et leur marge bénéficiaire réduite. Si une librairie par exemple ouvre ses portes auprès d'une nouvelle école et paraît rentable, plusieurs concurrents apparaissent aussitôt qui réduisent au minimum les gains de chacun.

Les maisons de commerce sont tellement nombreuses que même sur les marchés d'exportation la concurrence est sévère au point d'inciter certains exportateurs à vendre des stocks importants à des prix dérisoires : ainsi à la fin de 1957 (2), le Japon a exporté vers le Siam des feuilles de zinc à des prix inférieurs de moitié aux prix internationaux. A Singapour seulement, les exportateurs japonais ont 23 agences.

Ainsi, le secteur tertiaire est au Japon l'image même d'une activité peu productive dont l'importance ne s'explique que parce qu'elle constitue un exutoire pour des chômeurs en puissance.

(1) *Le Monde* du 15-16 novembre 1959 : Le Japon éclate sur lui-même, par Robert GUILLAIN.

(2) *Journal Mainichi* du 4 janvier 1958.

Section 2. — LE JAPON MODERNE

Des grandes entreprises mécanisées
dans les activités à forte intensité de capital.

A côté du Japon traditionnel, où la productivité du travail est très faible en raison surtout de la faible intensité de capital, existe un secteur dont l'importance ne cesse de croître : c'est le Japon des grandes entreprises mécanisées à forte intensité de capital par unité de produit et à productivité de travail élevée.

Le capital investi dans ce « Japon moderne » a augmenté en raison de la *mécanisation de certaines activités* — c'est-à-dire de la modification du rapport entre les facteurs de production. Une telle modification suppose l'interchangeabilité de ces facteurs dans le processus de production à cause, par exemple, de variations dans le coût des facteurs. Or, l'interchangeabilité des facteurs de production est limitée par des considérations techniques qui imposent une combinaison des facteurs considérée comme optimale.

Aussi l'importance prise par le « Japon moderne » s'explique-t-elle plus par le *développement d'activités industrielles nouvelles*, exigeant beaucoup de capital et de hautes connaissances techniques, que par la mécanisation des activités traditionnelles. Dans ce cas, on peut considérer le coefficient de capital par activité comme une donnée invariable, le développement du produit de cette activité impliquant un accroissement proportionnel du capital utilisé.

Dans la réalité, mécanisation et développement sont intimement liés. L'accroissement de la production dû à une augmentation de la demande permet aux entreprises d'appliquer des méthodes plus rationnelles, d'utiliser des machines et de se rapprocher de l'optimum de dimension. La mécanisation grâce à l'accroissement de productivité qu'elle entraîne permet d'élever le niveau de la production.

§ 1. — CHANGEMENTS DANS LA COMBINAISON DES
FACTEURS DE PRODUCTION : LA MÉCANISATION
DE L'INDUSTRIE

Le développement de la mécanisation est surtout notable dans le secteur secondaire bien que l'agriculture tende à se moderniser depuis la fin des hostilités. A l'intérieur du secteur secondaire, l'automation est apparue dans certaines activités : des chaînes de fabrication dans lesquelles la main-d'œuvre joue un rôle minime sont fréquentes dans la production d'automobiles, d'appareils électriques, de machines à coudre, d'appareils photographiques, etc. Ce développement a permis de réduire les prix de revient dans des proportions de 20 à 50 % (1). Ces résultats

(1) *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*, septembre 1959.

incitent les entrepreneurs des autres activités à mécaniser leurs productions.

Les investissements en biens d'équipement se portent sur l'acquisition du matériel le plus moderne. La part de l'équipement usagé dans les investissements des entreprises tend à diminuer : elle est tombée de 18,35 % en moyenne en 1955 à 11,92 % en 1958 (1).

Cette tendance à la modernisation des entreprises se traduit par une nette amélioration de la productivité de la main-d'œuvre dans l'industrie. Celle-ci aurait doublé de 1951 à 1958 (2).

Les améliorations techniques résultant du processus de modernisation de l'économie japonaise permettent également de réaliser des économies de matières premières ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 54. — CONSOMMATION DE MATIÈRES PREMIÈRES
PAR TONNE DE FONTE.

Matières premières	1951	1956
Minerai de fer	1.103 kg	911 kg
Ferraille	74 —	13 —
Coke	915 —	742 —

Source : *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*, décembre 1957.

Les activités qui ont surtout bénéficié de ce mouvement sont la sidérurgie, la construction navale, l'automobile et l'industrie textile malgré le déclin de cette activité.

Bien que l'industrie lourde ait été créée par l'État dès la fin du XIX^e siècle, l'état de vétusté des usines sidérurgiques était extrême à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ce n'est qu'en 1951 que les producteurs japonais ont lancé un vaste programme de rationalisation qui a requis 350 millions de dollars étalés sur quatre ans. Depuis cette date, un effort considérable a été entrepris qui a permis l'introduction d'un équipement moderne et de méthodes rationnelles.

Base 100 en 1951, la productivité du travail serait passée à 175 en 1958 d'après la Fédération japonaise du Fer et de l'Acier. Toutefois, la Commission du Plan estime que la sidérurgie japonaise consacre deux fois plus d'heures de travail que la Grande-Bretagne, par exemple, à la production d'une tonne de fonte ou d'acier. Aussi, malgré des salaires nettement inférieurs le coût en travail d'une tonne de fonte ou d'acier est-il sensiblement plus élevé au Japon qu'en Grande-Bretagne.

(1) *Monthly Circular*, mai 1959.

(2) *Monthly Circular*, mai 1959.

En l'absence de subventions, les hauts prix de l'acier sont répercutés sur toutes les activités mécaniques. Mais la poursuite de l'équipement des grandes usines sidérurgiques permet d'accroître la productivité du travail et de réduire le coût des produits sidérurgiques.

La construction navale qui fut l'une des premières industries créées au Japon joua ensuite un rôle de pôle de développement en suscitant notamment la création d'usines sidérurgiques — comme celle de Yawata, la plus grande — destinées à l'alimenter en matières premières. Les coûts de production sont aussi élevés que dans les pays occidentaux, bien que le Japon soit devenu premier producteur mondial : c'est grâce à la rapidité de la construction que les Japonais obtiennent des commandes. Mais cette rapidité même entraîne une grande sensibilité aux crises, qui est accentuée par l'importance croissante de la mécanisation dans cette activité. Certaines machines désuètes côtoient encore le matériel le plus moderne, mais celui-ci tend à se généraliser. En effet, pour satisfaire la clientèle étrangère et concurrencer les autres constructeurs mondiaux, les Japonais se sont constamment efforcés d'adopter les dernières techniques : ainsi le système de l'assemblage des plaques métalliques de la coque par soudure électrique s'est substitué à la méthode traditionnelle du rivetage. Cette nouvelle méthode permet de réaliser une économie de temps et de matières premières très importante. Sur certains bateaux, l'économie peut atteindre 20 % de la consommation d'acier.

Les Japonais ont également adopté le système de construction par blocs séparés. Ces blocs, généralement au nombre de sept, montés séparément en atelier, sont finalement assemblés dans une cale de construction. Cette méthode réduit la période d'immobilisation des cales et permet la construction simultanée de plusieurs navires par chacune d'entre elles.

Pour réduire leurs coûts face à la crise mondiale de la construction navale, les sociétés japonaises cherchent encore à améliorer leur équipement, ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 55. — LES INVESTISSEMENTS DANS LA CONSTRUCTION NAVALE.

Années	Investissements en milliards de yens
1950	1,72
1951	2,88
1952	4,15
1953	4,53
1954	3,08
1955	6,32
1956	8,99
1957	13,87
1958	14,13

Source : chiffres fournis par le Japan Productivity Center, 1959.

L'effort a eu surtout pour but d'introduire, à l'intérieur des chantiers, des moyens de transport plus efficaces pour les pièces et blocs préfabriqués, tels que grues et ponts roulants, de moderniser la fabrication des turbines et moteurs « Diesel »; et de doter les postes de soudure électrique d'un équipement d'assemblage plus puissant.

Ces lourds investissements ont été réalisés presque exclusivement par de très grosses sociétés telle Mitsubishi Engineering Co, premier constructeur mondial de navires. La ligne de démarcation entre entreprises utilisant du matériel moderne et celles qui utilisent de vieilles machines et beaucoup de main-d'œuvre est définie par la taille des entreprises. Seules les petites entreprises, auxquelles les grands constructeurs sous-traitent certaines activités, ont une faible intensité de capital par unité de production. La part des grandes entreprises fortement mécanisées est considérable puisque dix sociétés produisent 65,8 % du tonnage construit ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

TABLEAU 56. — LA CONSTRUCTION NAVALE EN 1957.

Constructeurs navals	Tonnes construites	Part	% cumulé
1. Mitsubishi Ship-building. . . .	315.170	13,4 %	13,4 %
2. Hitachi Ship-building.	205.280	8,7 %	22,1 %
3. Kawasaki Heavy.	172.280	7,3	29,4 %
4. Nippon Steel Tube.	154.650	6,6 %	36,0 %
5. Mitsubishi Nippon Heavy. . . .	151.800	6,4 %	42,4 %
6. Harima Ship-building.	148.580	6,3 %	48,7 %
7. Shin Mitsubishi Heavy	133.420	5,7 %	54,4 %
8. Mitsui Ship-building	118.550	5,0 %	59,4 %
9. Uraga Dock.	84.350	3,6 %	63,0 %
10. Ishikawajima Heavy	65.750	2,8 %	65,8 %
Reste.	806.001	34,2 %	100,0 %
Total.	2.355.831	100 %	100 %

Source : *Foreign Investment Law Annotated*, Trade Bulletin Corporation, 1958-1959.

Un autre exemple de mécanisation peut être donné si l'on considère d'une part les investissements consacrés à l'industrie automobile et d'autre part la faible augmentation de l'emploi dans cette activité. C'est certes le développement de la production automobile qui a permis la mécanisation de cette activité. Il n'en demeure pas moins que la productivité du travail a plus que doublé de 1955 à 1957 grâce à un accroissement considérable des investissements.

TABLEAU 57. — LA MÉCANISATION DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE.

Années	Nombre de travailleurs	Nombre de voitures produites	Nombre de voitures par travailleur	Investissements en millions de yens
1938.	9.124	22.614	2,5	Chiffres
1946.	21.384	14.912	0,7	non disponibles
1952.	22.333	39.054	1,7	1.946
1953.	23.827	49.652	2,1	3.945
1954.	25.440	70.369	2,8	5.400
1955.	24.231	68.932	2,8	3.971
1956.	23.400	111.071	4,7	8.025
1957.	28.088	181.977	6,5	11.448

Source : chiffres fournis par le Japan Productivity Center, 1959.

De même que dans la construction navale, la production est répartie entre quelques grands constructeurs qui investissent la quasi-totalité des fonds destinés à l'acquisition d'un équipement moderne. Toutefois, ces firmes font appel à des sous-traitants pour la fabrication d'un grand nombre de pièces. Les sous-traitants sont de petits entrepreneurs utilisant peu de capital et beaucoup de main-d'œuvre. Leur activité est complémentaire de celle des sept ou huit constructeurs importants.

Dans l'*industrie textile* ce sont de plus en plus des entreprises spécialisées et fortement équipées qui assurent l'essentiel de la production. Ceci est vrai même pour l'industrie de la soie qui était naguère un remarquable exemple de basse intensité du capital. Dans toutes les activités textiles, la part de la main-d'œuvre tend à diminuer, et le matériel désuet à disparaître. Ainsi pour le coton, 75 % des broches datent d'après la Seconde Guerre mondiale. Ce pourcentage atteint 81 % pour la rayonne et 91 % pour la fibranne (1).

Il est paradoxal de constater que ce secteur décadent se mécanise alors que son avantage essentiel était au temps de sa gloire, c'est-à-dire avant-guerre, le très bas prix de la main-d'œuvre. Cette activité modifie ainsi son intensité de capital par unité de produit malgré la cherté de l'argent et la pression démographique qui devraient inciter à utiliser de préférence le facteur humain.

Toutefois, dans cette activité, la production est sensiblement moins concentrée que dans les activités lourdes : la plus grosse société de filature de coton par exemple ne produit que 6,5 % de la production totale. Les dix plus grandes entreprises produisent néanmoins, 50 % de la production nationale ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

(1) Jérôme B. COHEN, *Japan's Postwar Economy*.

TABLEAU 58. — FILATURES DE COTON EN 1957
(147 sociétés en tout).

Nom de la société	Part de la production %	% cumulé
1. Dai Nippon Spinning	6,5 %	6,5 %
2. Toyo Spinning	6,2 %	12,7 %
3. Kureha Spinning	5,8 %	18,5 %
4. Kanegafuchi Spinning	5,5 %	24,0 %
5. Shikushima Spinning	4,9 %	28,9 %
6. Nissin Spinning	4,9 %	33,8 %
7. Daiwa Spinning	4,9 %	38,7 %
8. Kurashiki Spinning	4,4 %	43,1 %
9. Fuji Spinning	4,1 %	47,2 %
10. Nitto Spinning	2,8 %	50,0 %
Reste	50,0 %	100,0 %
1 milliard de livres : total	100 %	100 %

Source : *Foreign Investment Law Annotated*, Trade Bulletin Corporation, 1958-1959.

Il apparaît donc que de nombreuses activités du secteur secondaire se sont modernisées : la mécanisation s'est accrue grâce à de lourds investissements qui ont augmenté la part du facteur capital dans le processus de production au détriment du facteur travail.

L'accroissement de l'intensité du capital au Japon n'est pas dû seulement à des modifications dans la combinaison des facteurs de production à l'intérieur de chaque activité. Une autre raison est le développement d'activités nouvelles, — telle la chimie ou les textiles artificiels et synthétiques — ou d'activités de création moins récente — telle l'industrie lourde — qui réclament également beaucoup de capital, de fortes connaissances techniques mais peu de main-d'œuvre. La part croissante de ces activités à forte intensité de capital dans le produit national implique que le rapport du capital national au produit national ne cesse de croître.

§ 2. — LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS A FORTE INTENSITÉ CAPITALISTIQUE

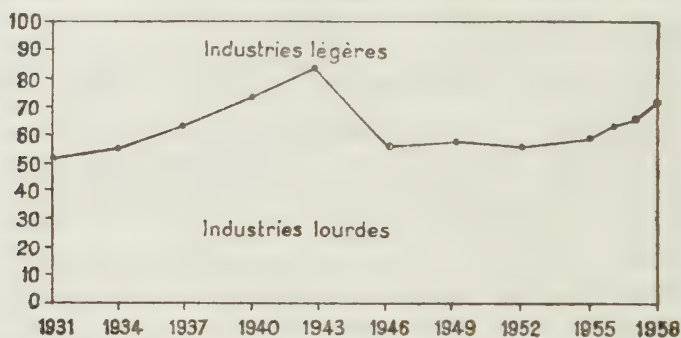
Les activités qui exigent beaucoup de capital pour un faible produit doivent souvent être mises en route les premières dans un processus de développement. En effet, la création d'une infrastructure de routes, de chemins de fer et d'habitations, la production et la distribution d'énergie électrique, la production d'acier et de fer sont indispensables au développement industriel. Or, leur coût en capital est considérable et la possibi-

lité de substitution du facteur travail au facteur capital y est extrêmement faible.

Toutefois, les capitaux investis dans ces activités sont généralement doués d'une grande longévité qui permet un faible amortissement annuel. Ainsi le professeur Léontief évalue cette longévité aux U. S. A. à quarante ans pour l'habitat et trente-six ans pour les chemins de fer. Il n'en est pas de même au Japon, où la fréquence des cataclysmes réduit sensiblement la période d'amortissement et contraint continuellement à de nouveaux efforts d'infrastructure. Ainsi les vieux Tokyoïtes ont connu successivement trois Tokyo : le premier fut détruit par le tremblement de terre de 1923 et le second par un terrible bombardement en 1945.

Pourtant, les Japonais ne se sont pas contentés de développer l'infrastructure de leur économie. Le graphique ci-dessous montre la place croissante que prennent les industries lourdes dans l'industrie japonaise.

TABLEAU 59. — LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE LOURDE.



Source : Mainichi, 14 octobre 1959.

De 1878 à 1942, le produit du secteur secondaire a été multiplié par 48 et sa part dans le produit national est passée de 10,5 % à 37,8 % (1). Puis de 1946 à 1958, cette part s'est élevée de 26,3 à 31,9 %.

Pendant longtemps, les accroissements du produit national provinrent surtout de légères améliorations techniques dues à l'adoption de pratiques scientifiques. Ainsi l'industrie textile constituait un remarquable exemple de faible intensité de capital.

Ce n'est qu'une fois bien entré dans le xx^e siècle qu'on s'est occupé de l'industrie lourde à forte intensité de capital. Mais l'infrastructure était déjà établie. Depuis surtout la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les investissements se portent essentiellement vers les activités à fort coefficient de capital. Ces activités, en effet, sont celles qui connaissent l'expansion la plus sensible.

Cette tendance apparaît dans le tableau suivant :

(1) TSURU et OHKAWA, *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*.

TABLEAU 60. — DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS
A FORTE INTENSITÉ DE CAPITAL.

Activités	1930	1958
Textiles.	36,5 %	16,5 %
Métallurgie	8,5 %	17,7 %
Mécanique.	11,6 %	15,9 %
Chimie	15,2 %	20,5 %
Produits alimentaires	16,0 %	17,1 %
Bois.	2,7 %	4,2 %
Céramique.	2,7 %	3,1 %
Imprimerie	3,2 %	3,0 %
Divers.	3,6 %	2,0 %
Total	100 %	100 %

Source : ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie.

En réponse aux changements dans la demande mondiale et devant les exigences du marché domestique, l'indice de la production, base 100 en 1934-1936, est passé en juillet 1958 à 280 pour l'industrie japonaise, à 112 seulement pour l'industrie textile, à 498 pour l'industrie chimique et à 506 pour l'industrie mécanique (1). Il faudrait, il est vrai, tenir compte du degré de développement relatif de ces activités à l'année de référence.

Cette tendance va s'accroissant puisque en prenant une année de référence plus proche, 1953, on constate des distorsions semblables entre la croissance des différentes activités :

TABLEAU 61. — INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN 1958
(base 100 en 1953).

Activités	Indice
Production industrielle.	167
Mines	114
Industrie de transformation. . .	176
Industrie alimentaire.	139
Industrie textile.	143
Chimie.	195
Métallurgie.	153
Industrie mécanique.	249

Source : *Economic Bulletin for Asia*, juin 1959.

C'est que les investissements se portent de préférence sur les activités à forte intensité de capital. Ainsi, au cours de l'année fiscale 1958-1959,

(1) Chiffres fournis par le ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie.

les investissements ont crû de 21,2 %. Or, certaines activités — production d'aciers spéciaux, de matériel de télécommunication — doubleraient leurs investissements par rapport à l'année précédente; d'autres connaissent également un niveau élevé telles les activités pétrolières, pétrochimiques et les textiles synthétiques, tandis que les textiles naturels, les mines de charbon et la construction navale reçoivent moins d'investissements que l'année précédente (1).

En 1930, les industries lourdes et chimiques employaient 23,6 % de la main-d'œuvre industrielle. En 1958, cette proportion s'était élevée à 45 %. Dans l'industrie textile, les pourcentages étaient de 51,1 % en 1930 et de 22,7 % en 1958 (2), or, la main-d'œuvre utilisée par unité de capital est beaucoup plus faible dans l'industrie lourde et la chimie, ce qui confirme le développement des activités fortement capitalisées et le déclin des activités à faible intensité de capital.

L'industrie textile est un remarquable exemple de cette modification de structure. En effet, elle englobe des activités appartenant aux deux groupes : les textiles naturels relèvent de l'industrie légère alors que les textiles artificiels et synthétiques exigent de lourds investissements. La réduction du pourcentage de main-d'œuvre utilisée dans l'industrie textile est due bien moins à la mécanisation qu'à la baisse de la part des textiles naturels dans le produit national. L'industrie textile a terriblement souffert de la guerre : le nombre des broches à filer le coton est tombé de 11,5 millions en 1939 à 2 millions en 1945 pour remonter ensuite à 9 millions en 1958 (3). La production de soie ne représente plus que la moitié de celle d'avant-guerre en raison surtout de la chute de la demande mondiale.

La production de filés et tissus artificiels et synthétiques a connu, par contre, un remarquable essor alors que cette activité exige de gros investissements en capitaux et de fortes connaissances techniques. Ce développement s'explique notamment par le désir de se libérer de la dépendance en matières premières. Les Japonais ont dû pour cela acheter d'importants brevets étrangers. On prévoit qu'en 1962 la production de tissus et filés synthétiques aura atteint 50 % de la valeur de la production textile, au lieu de 30 % en 1958. Mais en se lançant dans les textiles synthétiques, qui exigent beaucoup de capital, le Japon risque de perdre l'avantage du très bas prix de la main-d'œuvre textile (140 NF par homme et par mois, 100 NF par femme et par mois). En effet, la part du facteur travail y est bien moins importante que dans les textiles naturels. Aussi les textiles japonais risquent-ils fort de ne plus être aussi compétitifs qu'autrefois sur les marchés mondiaux.

La production de textiles synthétiques est fortement mécanisée, et la

(1) *Oriental Economist*, septembre 1959.

(2) Chiffres fournis par le ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie.

(3) Chiffres fournis par le ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie.

concentration du capital y est beaucoup plus marquée que dans les textiles naturels : deux firmes seulement produisent 73,3 % de la production de textiles synthétiques, ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 62. — LA PRODUCTION DE TEXTILES SYNTHÉTIQUES EN 1957 (13 sociétés).

Sociétés	Part	Part cumulée
Toyo Rayon.	44,4 %	44,4 %
Kurashiki Rayon.	28,9 %	73,3 %
Nippon Rayon.	7,8 %	81,1 %
Dai Nippon Spinning.	5,8 %	86,9 %
Asahi Dow.	5,0 %	91,9 %
Teikoku Rayon.	3,0 %	94,9 %
Kureha Chemical.	2,0 %	96,9 %
Toyo Chemical.	1,6 %	98,5 %
Kanekaron.	1,1 %	99,6 %
Asahi Chemical.	0,1 %	99,7 %
Reste	0,3 %	100,0 %
93 millions de livres : total.	100 %	100 %

Source : *Foreign Investment Law Annotated*, Trade Bulletin Corporation, 1958-1959.

Parmi les industries lourdes, la sidérurgie est l'activité qui exige les plus gros investissements. La sidérurgie a été lancée par l'État japonais dès la fin du xix^e siècle. Celui-ci a continué d'aider cette industrie notamment pendant la période de préparation à la Deuxième Guerre mondiale. Puis, à la suite de la défaite, il est apparu nécessaire, pour permettre le redressement industriel, de relancer l'industrie lourde; aussi, l'État, par l'intermédiaire de la Banque de la Reconstruction du Japon, a-t-il à nouveau accordé des prêts à cette industrie-clé qui a connu depuis un essor remarquable.

En 1959, la production sidérurgique a en effet atteint 16.630.000 tonnes, soit 37 % de plus qu'en 1958 (12.118.000 tonnes), alors que la production industrielle augmentait de 24 % seulement (1). Cet accroissement de la production de fer et d'acier s'explique essentiellement par l'expansion des activités mécaniques et de la construction. Les exportations de fer et d'acier ont représenté en 1959 10 % de la production sidérurgique et 7,3 % de toutes les exportations japonaises. Cette part exportée est d'autant plus faible qu'en 1959 le pourcentage fut exceptionnellement gonflé par la grève des aciéries américaines.

L'industrie automobile est, après la construction navale, le plus gros consommateur d'acier du Japon. C'est une activité de création récente

(1) Chiffres fournis par le Japan Productivity Center.

qui connaît déjà une expansion remarquable et est appelée à approvisionner les grands marchés mondiaux. La construction de camions et d'autobus date de 1936 et a connu un grand essor pendant la guerre. Les entreprises qui, les premières, se lancèrent dans cette production étaient d'anciens producteurs de machines textiles — Toyota ou Minsei Diesel par exemple — ou des constructeurs de bateaux, tel Isuzu. Après la guerre, ces entreprises se convertirent à des activités pacifiques telles que la construction de camions. En 1951, des politiciens japonais affirmaient encore que la fabrication de voitures de tourisme constituait une folie. Le coût de production paraissait en effet devoir atteindre le double ou le triple des prix internationaux.

Au début, les Japonais construisirent des modèles conçus à l'étranger : on voit aujourd'hui encore de nombreuses 4 CV Renault fabriquées au Japon par la firme Hino. Mais les constructeurs japonais aspirent désormais à ne produire que des modèles créés au Japon. La qualité de ses véhicules permet déjà au Japon de concurrencer les modèles européens sur le marché américain.

La production automobile est passée de 22.000 véhicules en 1938 à 263.000 en 1959 (1), soit 40 % de plus qu'en 1958. Cet accroissement a permis au Japon de devenir le septième producteur mondial. Le nombre de véhicules en circulation a doublé en deux ans et la production a presque quadruplé en cinq ans, alors qu'en Allemagne fédérale elle était multipliée par 3 et en France par 2,3.

Les véhicules utilitaires représentent encore 70 % de la production, contre 30 % en Europe occidentale et 10 % aux États-Unis. Mais cette part tend à décroître avec l'arrivée à maturité de l'industrie automobile japonaise. Alors qu'en 1950 un Japonais sur 280 avait une voiture, cette proportion est passée à un pour 62 en 1958. Il est vrai qu'aux U. S. A., il y avait en 1958 une voiture pour 2,5 habitants, en France une pour 8 et en Allemagne fédérale une pour 15 (2).

Parallèlement à la baisse des prix due à la production en série, la demande intérieure ne cesse de progresser. De même, les exportations ont atteint 18.000 véhicules en 1959, dont 20 % environ en direction des U. S. A., 7 % vers Formose, et le reste vers l'Indonésie, Cuba, le Siam, le Venezuela, etc. Sur ces 18.000 véhicules, 5.000 seulement étaient des voitures de tourisme.

Les constructeurs japonais suivent de près le boom des petites voitures aux États-Unis et espèrent accroître sensiblement leurs exportations. En effet, les États-Unis ne peuvent fermer leurs frontières aux produits japonais. Ils craignent trop que le Japon n'approvisionne la Chine continentale, débouché naturel.

La course à la voiture dite populaire se poursuit avec une intensité

(1) Chiffres fournis par le Japan Productivity Center.

(2) *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*, mars 1960.

accrue : plusieurs nouveaux venus ont décidé d'y participer, tels Mitsubishi Heavy Industries Reorganized, Suzuki Motors, Tokyo Kogyo Co, etc. La production reste néanmoins très concentrée en raison de l'importance des capitaux nécessaires.

De même, *l'industrie chimique* connaît un essor remarquable. Base 100 en 1953, la chimie était à l'indice 195 en 1958 contre 167 à l'ensemble de la production industrielle. C'est l'une des industries les plus actives. Le Japon, pays pauvre en matières premières, a développé cette activité avant la Deuxième Guerre mondiale, grâce aux subventions de l'armée pour les explosifs. La plus grande partie des sociétés de produits chimiques a été créée entre 1930 et 1940. Après la guerre, le Gouvernement japonais s'est efforcé d'aider l'industrie des engrais chimiques afin de développer la production de riz. Cet objectif ayant été atteint, la production s'est portée notamment sur les textiles synthétiques, le caoutchouc synthétique et la pétrochimie. Le but est, évidemment, de réduire la dépendance vis-à-vis des importations de matières premières. Certes, cette activité exige des investissements considérables, une main-d'œuvre extrêmement qualifiée et l'achat de brevets coûteux. Mais à quels efforts ne consentirait-on pas pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger?

La production de *l'industrie électronique* (1) — appareils de radio, de télévision, tubes électroniques — est passée d'une valeur de 50 milliards de yens en 1955 à 180 milliards en 1958. La production des appareils de radio qui s'élevait à 1.800.000 unités en 1955, a atteint 5.270.000 en 1958 dont 61 % de postes portatifs presque tous à transistors. La production de récepteurs de télévision a dépassé 1.200.000 postes en 1958 (2).

TABLEAU 63. — PRODUCTION DE RÉCEPTEURS DE RADIO.

Années	Nombre de récepteurs produits
1935	150.000
1941	920.000
1945	68.000
1950	300.000
1955	1.800.000
1958	5.270.000

Source : *Oriental Economist*, août 1959.

L'essor réel ne date que de 1951 : deux raisons l'expliquent ; la première était provisoire, les événements de Corée donnèrent un coup de fouet à toute l'économie japonaise et recréèrent dans la population le souci d'obtenir rapidement des informations sur les événements internationaux ;

(1) *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*, mars 1959.

(2) *Oriental Economist*, août 1959.

la seconde, permanente, l'autorisation donnée par le Gouvernement japonais de créer des postes privés de radiodiffusion dont le nombre atteint aujourd'hui plus de 200.

Depuis cette date, la production n'a cessé d'augmenter et la qualité de s'améliorer : fabrication de postes super-hétérodynes, augmentation de la sensibilité et de la sélectivité. Le nombre des postes mis annuellement sur le marché passa, en même temps, de 300.000 en 1950 à 5 millions en 1958. L'amélioration du niveau de vie et le développement des exportations sont, pour cette industrie, les causes principales d'une expansion dont le rythme semble devoir se maintenir pendant encore longtemps.

Simultanément, les postes portatifs à lampes étaient progressivement remplacés par des postes à transistors. Ceux-ci ont représenté en 1958 plus des 3/4 de la production totale et plus de 90 % de celle des postes portatifs.

La qualité et les prix très avantageux de la fabrication japonaise ont, depuis 1955, attiré la clientèle étrangère. Les exportations de postes récepteurs de radio (en grande majorité portatifs) sont passés de 200.000 à plus de 2 millions en 1958. La moitié d'entre eux était achetée par les États-Unis où 1/4 des postes à transistors vendus en 1958 étaient d'origine japonaise (1). Le Canada, Hong-kong, la Suède et le Siam viennent ensuite sur la liste des acheteurs classés par ordre d'importance, liste qui énumère plus de 100 pays.

Le montant en valeur de ces exportations devrait avoir atteint en 1958 un chiffre voisin de 25 millions de dollars, montant qui est, par exemple, largement supérieur au total des exportations japonaises réalisées, au cours de la même période avec la Communauté française.

Les Japonais restent encore les principaux acheteurs de leur production nationale : les 15 millions de récepteurs enregistrés ne représentent vraisemblablement qu'une partie des postes réellement utilisés. Ce chiffre permet néanmoins d'établir que quatre familles japonaises sur cinq possèdent un poste récepteur de radio. En 1950, cette proportion n'atteignait qu'une famille sur deux. Les milieux intéressés restent optimistes et ne craignent pas la saturation du marché intérieur.

Le développement de la fabrication en série, l'abaissement des prix de revient, l'amélioration continue de la qualité et la modernisation des techniques devraient permettre d'accroître encore les exportations.

Le Japon des activités à forte intensité du capital prend donc une part croissante dans l'économie japonaise.

Il existe ainsi deux Japon : l'un est caractérisé par l'excès de main-d'œuvre et l'insuffisance du capital; l'autre par la rareté de la main-d'œuvre et l'abondance du capital.

Quelles sont les causes de cette structure dualiste?

(1) *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*, décembre 1957.

CHAPITRE II

CAUSES DE LA STRUCTURE DUALISTE

Le Japon traditionnel concentre la main-d'œuvre, le Japon moderne concentre le capital. Pourquoi l'utilisation des facteurs de production n'est-elle pas harmonisée?

Une explication historique peut être trouvée à cette structure dualiste de l'économie japonaise. On invoque parfois aussi les nécessités du commerce extérieur : le Japon moderne alimenterait les pays sous-développés en biens d'équipement tandis que le Japon traditionnel exporterait des produits exigeant beaucoup de main-d'œuvre vers les pays industrialisés. En réalité, la structure dualiste de l'économie japonaise résulte essentiellement de la confrontation entre l'insuffisance du capital et l'excès de la main-d'œuvre.

1^o L'explication historique.

2^o L'explication par le commerce extérieur.

3^o La confrontation du travail et du capital.

Section 1. — L'EXPLICATION HISTORIQUE

Le système de la production de masse, en usine, n'a pas résulté de la modernisation d'activités existantes, mais plutôt de la création d'entreprises nouvelles.

Au début de l'ère Meiji, le Gouvernement a importé un système de production à grande échelle en transplantant de l'étranger les industries du fer, de l'acier, de la construction navale, de l'armement, de la cimenterie et de la filature.

En effet, toutes les productions locales traditionnelles — textile ou brasserie — par exemple, étaient assurées par de petites exploitations, aux moyens archaïques, incapables de susciter la révolution industrielle. Aussi n'y eut-il pas de concurrence entre petites et grandes entreprises. Le faible montant de capital disponible fut concentré sur l'établissement d'une infrastructure et d'industries-clé, les autres activités étant laissées sans capital.

Dès le début de l'industrialisation, on distinguait donc deux types

d'activité : d'une part, des industries de base importées, et d'autre part, des activités traditionnelles souvent exportatrices — la soie par exemple — qui permettaient de financer les importations des premières. Ces petites entreprises produisaient notamment des biens de consommation à bas prix, et contribuaient ainsi au maintien du bas prix de la main-d'œuvre dans toutes les activités.

Le secteur industrialisé avec la protection gouvernementale montrait un très haut degré de concentration financière. Par contre, les entreprises qui ne recevaient pas d'aide gouvernementale demeuraient petites et sous-équipées.

Après la Première Guerre mondiale, la concentration et la rationalisation furent constamment à l'ordre du jour. Les petites entreprises ne disparurent pas pour autant; elles continuèrent de produire des biens de consommation, prirent une part croissante dans les exportations grâce aux produits textiles et occupèrent une importante fonction de sous-traitants dans l'industrie mécanique notamment.

L'immédiate après-guerre favorisa les petites entreprises débarrassées pour un temps, grâce à la décartellisation, de leurs plus dangereux concurrents, et fortement soutenues à la Diète par M. Hayakawa, ancien dirigeant de Zaibatsu et cousin de l'ex-Premier Ministre M. Kishi.

Le Japon, à la différence des pays occidentaux, n'a donc pas connu la transformation de quelques petites entreprises en de grosses unités de production par le jeu de la concurrence. Les grandes entreprises ont été implantées d'Europe occidentale brusquement dans le dernier quart du XIX^e siècle. Elles coexistèrent avec les petites unités de production en relation non de concurrence, mais comme les agents d'activités complémentaires s'aidant réciproquement.

Ainsi fut implantée l'industrie de la filature du coton, alors que tissus et vêtements continuaient à être fabriqués par des firmes faiblement mécanisées.

Cette explication ne saurait cependant suffire.

Section 2. — L'EXPLICATION PAR LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Le Japon est voué au commerce extérieur. Il doit pour survivre développer constamment ses exportations. Il existe dans le monde d'une part des pays industrialisés où la main-d'œuvre est chère et le capital abondant, et, d'autre part, des pays en état de sous-développement où le capital est rare et la main-d'œuvre bon marché. Pour intensifier ses exportations, il faudrait que l'économie japonaise soit en même temps complémentaire de ces deux types d'économie.

Pour admettre cette explication, il convient tout d'abord d'établir la

nécessité pour le Japon de relations économiques internationales intenses; puis de prouver que les exportations japonaises vers les pays sous-équipés proviennent du Japon moderne, et que c'est le Japon traditionnel qui approvisionne les pays industrialisés.

§ 1. — LE JAPON EST VOUÉ AU DÉVELOPPEMENT D'INDUSTRIES EXPORTATRICES

A) Nécessité d'accroître les exportations.

La pression d'une population croissante sur un territoire exigu oblige le Japon à s'industrialiser pour devenir un pays exportateur. De même que la Grande-Bretagne, le Japon ne peut nourrir sa population qu'en important des biens alimentaires. Pour obtenir les devises nécessaires à ces importations, le Japon doit vendre à l'étranger les produits de son industrie.

En effet, l'industrie ne se heurte pas à l'insuffisance du sol. Les résultats d'une enquête reproduite dans le *Japan Times* du 2 mars 1959 montrent que les industries de transformation ont besoin d'une superficie égale au 5/100 ou au 6/100 de la surface nécessaire pour produire une valeur égale dans l'agriculture. Un territoire étendu n'est donc pas nécessaire pour augmenter le revenu national par le développement industriel. La superficie nécessaire au logement et aux usines pour faire face à une augmentation de la population de 10 millions de personnes serait de l'ordre de 99.200 hectares. Or, la superficie des terres cultivées représente près de 6 millions d'hectares.

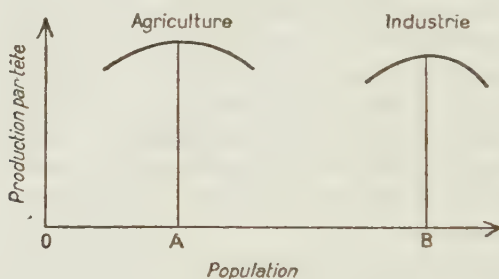
L'industrie ne subit donc pas le goulot d'étranglement du facteur sol, ce qui contribue à la rapidité de son développement. Alors qu'il est très difficile d'accroître les rendements du sol dans l'agriculture, le progrès technique recule sans cesse les limites imposées au développement industriel. Les investissements réalisés dans une activité industrielle suscitent de nouveaux investissements dans des activités complémentaires. Des pôles de développement se créent. La construction navale appelle la sidérurgie, puis toutes les industries mécaniques tendent à se développer, les prix à l'exportation baissent, l'emploi augmente et l'économie peut alors nourrir une population croissante.

L'État japonais a été rapidement conscient de la nécessité de développer l'industrie lourde. L'apport de l'État aux industries-clé de l'économie japonaise a été constant, depuis la création par le Gouvernement d'usines sidérurgiques à Yawata dès la fin du XIX^e siècle jusqu'aux subventions accordées après la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agissait là d'un choix sur la durée : aider la sidérurgie, la chimie, la construction navale à une époque où le chômage et la faim sévissaient pouvait sembler paradoxal.

Mais cette contribution de l'État a permis la reconstruction d'une industrie dont le développement tend à résoudre les problèmes d'emploi et à assurer la subsistance d'une part croissante de la population grâce au commerce extérieur.

Si l'on considère le facteur sol comme fixe, la productivité du travail d'une unité supplémentaire de population devient décroissante beaucoup plus rapidement dans l'agriculture que dans l'industrie. L'établissement de relations internationales, en favorisant l'industrialisation, permet à la population de croître (1) et de se rapprocher ainsi du point considéré comme celui où la population a le rendement par tête le plus élevé dans l'industrie. De A vers B dans le graphique ci-dessous. Ainsi, lorsque dans un pays la population croît, l'établissement de relations internationales permet de quitter les rendements par tête décroissants de l'agriculture pour atteindre les rendements croissants de l'industrie : l'exportation des produits de l'industrie permet grâce à l'importation de biens alimentaires de ne consacrer à l'agriculture qu'une population OA à rendement élevé.

TABLEAU 64. — L'INFLUENCE DES RELATIONS INTERNATIONALES SUR LA STRUCTURE DE L'ÉCONOMIE.



Source : M. BUQUET, *Cours de démographie*, 1958-1959, Faculté de Droit de Paris.

La tendance récente à la libération des échanges dans le monde devrait donc favoriser l'industrialisation des pays à population croissante, sans toutefois que l'agriculture soit abandonnée et notamment les cultures vivrières.

B) Nécessité de réduire les importations : « la balance limite la croissance ».

Le développement de l'industrie est toutefois limité par la balance du commerce extérieur. Certes, l'industrialisation permet d'accroître les exportations mais elle suppose, surtout si la population augmente, des

(1) M. BUQUET, *Cours de démographie*, Faculté de Droit de Paris, 1958-1959.

importations de biens alimentaires. L'industrie a, de plus, besoin de biens d'équipement produits à l'étranger, de sources d'énergie et de matières premières dont l'insuffisance se fait gravement sentir au Japon.

Si les exportations ne fournissent pas suffisamment de devises pour permettre les importations indispensables à la croissance de l'industrie, celle-ci sera freinée. Afin que la balance ne limite pas la croissance, il importe donc de réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger en développant au Japon les activités de substitution aux importations.

C'est ainsi que l'industrie des textiles artificiels et synthétiques et l'industrie du caoutchouc synthétique notamment ont reçu de lourds investissements qui ont permis de réduire les importations de coton, de laine, de caoutchouc naturel. La part des matières premières textiles dans les importations totales tend ainsi à baisser. Par contre, celle des combustibles minéraux augmente car le Japon est pauvre en pétrole et la production charbonnière n'augmente guère (1). Il en est de même des biens d'équipement dont la part est passée de 5,3 % des importations en 1955 à 11,5 % en 1958, ce qui témoigne encore de cette volonté d'industrialisation. La réduction des importations de matières premières végétales et animales est due aux excellentes récoltes que l'agriculture a enregistrées depuis 1955. L'évolution de la structure des importations apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 65. — IMPORTATIONS PAR CATÉGORIES DE MARCHANDISES.

Catégories de marchandises	1955	1956	1957	1958
Matières premières textiles	23,4 %	24,4 %	18,8 %	19,3 %
Produits alimentaires et boissons	24,5 %	14,8 %	14,7 %	17,4 %
Combustibles minéraux	12,3 %	13,1 %	16,4 %	16,6 %
Matières premières végétales et animales	13,0 %	10,4 %	9,2 %	12,4 %
Machines	5,3 %	4,8 %	8,2 %	11,5 %
Minerais de métaux et déchets métalliques	8,9 %	15,9 %	14,4 %	8,6 %
Produits chimiques et pharmaceutiques	4,6 %	4,9 %	4,4 %	5,8 %
Minéraux non métalliques	3,0 %	2,8 %	2,5 %	2,2 %
Divers	5,0 %	8,9 %	11,4 %	6,2 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*, juin 1959.

Les importations proviennent de plus en plus d'Amérique du Nord gros fournisseur de pétrole, de coke et de biens d'équipement, au détriment de l'Asie :

(1) 49 millions de tonnes en 1958.

TABLEAU 66. — PROVENANCE DES IMPORTATIONS.

Régions	1934-1936	1958
Asie.	51,7 %	32,4 %
Europe	9,9 %	8,9 %
Amérique du Nord	26,8 %	44,7 %
Amérique du Sud.	2,2 %	2,7 %
Afrique	2,6 %	2,8 %
Océanie.	6,8 %	8,5 %
Total	100 %	100 %

Source : chiffres fournis par le M. I. T. I.

Ainsi, base 100 en 1953, les importations de biens d'équipement passaient à l'indice 232, alors que l'indice général des importations n'était qu'à l'indice 142 en 1958 (1).

Il apparaît donc que le développement industriel permet de réduire certaines importations de matières premières grâce à la chimie, grande industrie de substitution. Toutefois, l'industrialisation impose, tout au moins dans une première phase, l'importation de biens d'équipement, puis de façon constante des importations de combustibles. Cette dépendance, qui risque à tout moment d'arrêter le développement industriel, ne peut être réduite que par un développement considérable des activités de substitution. Ainsi la pénurie du Japon en sources d'énergie explique en partie l'engouement que connaît la recherche atomique.

A plusieurs reprises, le Japon a dû freiner son expansion en raison du déficit de la balance des comptes. Ainsi, au cours de l'été 1953, à la suite d'une mauvaise récolte de riz, le déficit — 313 millions de dollars pour l'année 1953 — obligea le Gouvernement à réduire ses dépenses et la Banque du Japon à restreindre le crédit à l'importation. Le ralentissement de l'expansion économique qui résulta de ces mesures entraîna une baisse des prix qui favorisa les exportations : ainsi le solde de la balance des comptes pour l'année fiscale 1954 fut créditeur de 344 millions de dollars. L'expansion reprit de telle manière — en 1955 : solde créditeur de 535 millions de dollars — que les investissements entraînèrent à nouveau le déséquilibre du commerce extérieur vers la fin de 1956 et le solde créditeur atteignit seulement 38 millions de dollars et devint même en l'année fiscale 1957 débiteur de 297 millions de dollars.

Devant cette aggravation du déficit extérieur, le Gouvernement réduisit ses investissements, la Banque du Japon appliqua une politique monétaire rigoureuse en élevant tout d'abord le taux d'enfer puis le taux de

(1) *Economic Bulletin for Asia and the Far East*, O. N. U., juin 1959.

l'escompte : le rythme de l'expansion se ralentit, les investissements et les importations décreurent et l'année fiscale 1958, année de stagnation, enregistra un excédent de 546 millions de dollars qui s'est prolongé au cours de 1959.

Pour toute la période d'après-guerre, la limitation des importations résulte d'une sévère politique de contrôle des changes. Les allocations de devises sont accordées avec plus ou moins de parcimonie par l'Office des Changes. Il faut que l'importation favorise une activité exportatrice ou une activité concurrente d'importation. Le tarif douanier semble jouer un rôle beaucoup plus limité. Ceci s'explique par le caractère indispensable des importations agréées par l'Office des Changes. La sélection entre les différentes industries pour l'obtention des licences d'importation se fait donc au stade de l'allocation de devises. L'État a, par ce moyen, favorisé les industries-clés telles que la sidérurgie, la construction navale, l'industrie chimique et l'industrie charbonnière.

La tendance mondiale à la libération des échanges se fait d'autant plus sentir au Japon que ses produits étant généralement bon marché, le Japon souffre plus des contingents établis contre lui (1) qu'il ne peut bénéficier de ses propres contingents pour protéger son industrie.

Cette production n'est cependant pas négligeable; elle a contribué au remarquable développement de la principale industrie concurrente d'importations, la chimie.

§ 2. — LE DUALISME DES DÉBOUCHÉS

Le développement du commerce extérieur est donc une nécessité vitale. Aussi le Japon s'est-il efforcé d'adapter ses activités économiques à la demande mondiale. L'insuffisance de ses ressources naturelles interdit au Japon d'exporter des matières premières ou des sources d'énergie. Or, il semble qu'il existe deux types de pays importateurs de produits finis : d'une part, les pays en voie de développement qui portent leurs efforts et leurs faibles ressources en devises sur l'acquisition à l'étranger d'un matériel d'équipement coûteux et qui, par conséquent, essaient de réduire leurs importations de biens de consommation. D'autre part, les pays industrialisés, aux salaires élevés, qui peuvent trouver intérêt à importer des biens de consommation dont la fabrication réclame une large part de main-d'œuvre.

Ainsi les pays en voie de développement sont acheteurs de produits que seule une industrie moderne à technique avancée peut fabriquer : matériel roulant, biens d'équipement.

Par contre, les pays industrialisés importent des biens de consommation produits par une économie peu mécanisée.

(1) Cf. article 35 du G. A. T. T. qui permet d'établir des quotas d'importation contre les produits en provenance du Japon.

Pour maximiser ses exportations et répondre à ces deux types de demande, le Japon a maintenu la structure dualiste de son économie : les grandes entreprises modernes produisent des biens destinés aux pays sous-développés, le secteur archaïque de l'économie exporte ses produits vers les économies avancées.

Ainsi la complémentarité des deux secteurs de l'économie japonaise permet de réaliser un double courant d'exportations : le secteur non mécanisé japonais serait complémentaire des économies à système de production moderne, le secteur mécanisé serait complémentaire des activités des économies encore sous-développées.

En 1958, le Japon était ainsi devenu le cinquième exportateur mondial (6 % du monde) après les États-Unis (22,3 %), la Grande-Bretagne (17,9 %), l'Allemagne fédérale (18,5 %) et la France (8,6 %)(1).

En même temps que les exportations totales augmentaient, leur composition évoluait ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

TABLEAU 67. — EXPORTATIONS JAPONAISES PAR TYPE DE PRODUITS.

Produits exportés	1955	1956	1957	1958
Produits textiles	37,5 %	34,2 %	34,8 %	30,4 %
Machines	13,3 %	21,1 %	22,5 %	21,2 %
Métaux et produits métalliques	17,9 %	12,7 %	11,5 %	12,8 %
Produits alimentaires et boissons	7,0 %	6,7 %	6,6 %	8,5 %
Produits chimiques et pharmaceutiques	4,6 %	4,3 %	4,7 %	5,0 %
Produits non métalliques	4,3 %	4,6 %	3,9 %	3,7 %
Divers	15,4 %	16,4 %	16,0 %	18,4 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*, juin 1959.

Il apparaît que l'industrie mécanique y compris les biens d'équipement, et les « divers » ont pris une part croissante dans les exportations. Ces « divers » comprennent notamment l'industrie électronique dont l'expansion a été remarquable.

Base 100 en 1953, les exportations japonaises étaient en 1958 à l'indice 240 — les importations étant à l'indice 142 —. Cet accroissement des exportations japonaises était dû à l'augmentation des ventes de produits chimiques (indice 335) et de biens d'équipement (indice 306), alors que les textiles n'étaient qu'à l'indice 215 et l'industrie mécanique à l'indice 207(2).

(1) *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*, novembre 1959.

(2) *Economic Bulletin for Asia and the Far East*, O. N. U., juin 1959.

A) Le Japon moderne, usine de l'Extrême-Orient?

Les pays d'Asie ont un revenu par tête extrêmement bas. Ils s'efforcent, toutefois, d'élever leur niveau de vie en s'industrialisant. L'industrie textile est la première industrie créée par un pays en voie de développement, avant même la sidérurgie. Ces pays importeront donc plus de biens d'équipement et moins de biens de consommation, ce qui explique l'évolution de la structure des exportations japonaises vers le Sud-Est asiatique :

TABLEAU 68. — LES EXPORTATIONS JAPONAISES
VERS LE SUD-EST ASIATIQUE.

Activités	1953	1958
Textiles.	51 %	36,8 %
Produits chimiques.	1,9 %	7,3 %
Métaux	21,0 %	22,9 %
Machines	10,3 %	14,8 %
Divers.	15,8 %	18,2 %
Total.	100 %	100 %

Source : statistique du ministère des Finances japonais, *La Documentation française*, février 1960.

La part des textiles tend donc à baisser. A l'intérieur de cette part, les cotonnades sont tombées de 70 % avant-guerre à 50 % en 1958 à cause du développement des textiles artificiels au Japon, de la croissance de l'industrie cotonnière dans les pays du Sud-Est asiatique et des restrictions aux importations de biens de consommation édictées par les pays au commerce extérieur déficitaire. L'Inde et surtout la Chine sont devenues de dangereuses concurrentes pour l'exportation de cotonnades.

De même, les bicyclettes exportées avant-guerre ont cédé la place aux broches et aux métiers destinés à l'équipement des industries textiles naissantes. Des locomotives, des wagons, des camions, de l'appareillage électrique sont désormais exportés.

Il reste encore beaucoup à faire, car le Japon moderne, qui alimente ces exportations vers le Sud-Est asiatique, est lui-même en plein développement. Ainsi pour les machines-outils, les exportations de l'Allemagne fédérale vers l'Extrême-Orient sont treize fois supérieures aux exportations japonaises. En effet, les prix japonais ne sont pas encore compétitifs dans le domaine des biens d'équipement. Le marché domestique est insuffisant pour permettre la production en série qui seule réduit sensiblement un coût de production déjà alourdi par la cherté de l'acier.

Des considérations politiques viennent en outre limiter les exportations des grandes industries japonaises en Extrême-Orient. Ainsi le souvenir laissé par l'impérialisme nippon pendant la Seconde Guerre mondiale incite peu des pays comme les Philippines ou la Corée à reprendre d'intenses relations commerciales. L'interdiction d'exporter vers la Chine, débouché naturel du Japon, la perte des anciennes colonies, le rôle joué par les États-Unis comme fournisseurs du monde tendent à réduire la part de l'Extrême-Orient dans les exportations japonaises.

Pour lutter contre cette tendance, le Japon a entrepris un gros effort : le Japon participe à toutes les foires internationales, il a proposé en 1953 à une conférence de l'E. C. A. F. E. la création d'une Union Asiatique des Paiements qui, s'inspirant de l'Union Européenne des Paiements, aurait eu pour effet d'intensifier les échanges intrarégionaux. Cette proposition fut rejetée. La non-complémentarité des productions des différents pays, et la constance du déficit commercial de certains pays, furent les principales raisons invoquées pour son rejet.

Pour essayer, néanmoins d'accroître ses exportations, le Japon a entrepris une politique de coopération économique avec les pays de cette région au prix de coûteuses réparations pour les dommages de guerre résultant de l'occupation japonaise.

Le Japon a contracté des obligations de réparations d'un milliard de dollars. Cette dette représente 11 dollars par habitant, soit 5 % du revenu annuel par tête. Ces accords de réparations ont été signés avec la Birmanie, les Philippines, l'Indonésie et le Viet-nam.

Depuis l'exécution des réparations, les exportations japonaises en biens d'équipement vers la Birmanie et les Philippines ont augmenté. L'exportation de machines vers la Birmanie a été triplée en 1958 par rapport au niveau « d'avant réparations », c'est-à-dire 1955. Pour les Philippines, l'exportation de machines japonaises a augmenté de 220 % en 1957 et de 280 % en 1958, par rapport à la période « d'avant réparations », 1956.

Malgré l'accroissement en valeur absolue des exportations vers l'Asie, leur part dans les exportations totales tend cependant à décroître en raison de l'augmentation remarquable des exportations japonaises vers les États-Unis et vers les autres pays industrialisés. Cette augmentation ne signifie pas un développement du Japon traditionnel — censé alimenter ces pays — mais traduit au contraire l'empiètement réalisé par le Japon moderne sur les débouchés du Japon traditionnel.

B) Le Japon traditionnel, atelier des pays industrialisés ?

Les salaires sont élevés dans les pays industrialisés. Ceux-ci préfèrent commander à l'étranger les biens qui exigent beaucoup de main-d'œuvre pour un faible produit. Le Japon traditionnel, à faible capital

et main-d'œuvre abondante, est particulièrement qualifié pour la fabrication des biens demandant beaucoup de temps et d'habileté.

Le Japon était avant-guerre le pays « des montres au kilo ». Il est resté le pays où des petites entreprises peu mécanisées produisent à bas prix des jouets métalliques, des soieries, des ombrelles, des perles, des appareils d'optique, etc., destinés à l'exportation vers les pays jouissant d'un niveau de vie élevé.

Mais comment expliquer le développement des exportations du Japon vers l'Amérique du Nord et l'Europe, alors que le Japon moderne tend à l'emporter sur le Japon traditionnel? Faut-il y voir seulement le résultat d'un accroissement de la demande en biens de consommation dans des pays où le revenu par tête continue de s'élever?

TABLEAU 69. — DESTINATION DES EXPORTATIONS.

Régions	1934-1936	1956	1957	1958
Asie	62,9 %	40,8 %	40,1 %	37,3 %
Europe	8,4 %	10 %	11,4 %	11,6 %
Amérique du Nord	16,4 %	26,0 %	25,4 %	29,5 %
Amérique du Sud	3,4 %	5,5 %	3,3 %	4,0 %
Afrique	6,0 %	15,7 %	17,5 %	14,5 %
Océanie	2,9 %	2,0 %	2,3 %	3,1 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*, juin 1959.

Le boom des exportations vers les États-Unis semble avoir pour cause le libéralisme de ce pays qui, pour des raisons sans doute politiques, ne protège pas ses industries naissantes — petites voitures de tourisme, transistors. Ce courant d'exportations risque de cesser lorsque ces industries seront arrivées à maturité aux États-Unis.

Le Japon est devenu récemment producteur de biens de consommation durables de très haute qualité. Ces biens de consommation étaient naguère produits par des petites entreprises sous-mécanisées et le sont désormais par de grandes firmes utilisant peu de main-d'œuvre.

Ainsi les récepteurs de radio à transistors sont fabriqués suivant des méthodes très modernes qui ont permis d'accroître la qualité et de réduire les prix. Le même phénomène est apparu pour les magnétophones et les appareils photographiques dont la production est désormais assurée par de grandes entreprises où l'automation est de règle.

Chaque fois que la demande augmente pour un produit, les grandes entreprises assument une part croissante de la production, au détriment des petites entreprises. Ceci est net pour les appareils de radio qui sont

devenus le principal produit japonais exporté vers les États-Unis; les Grandes Unités de Production abandonnent la production en déclin pour prendre une part croissante dans la production en expansion, après avoir laissé les risques du démarrage aux petites entreprises.

TABLEAU 70. — PRODUCTION DE POSTES DE RADIO.

Années	Postes de radio	% de production par petites entreprises	Postes portatifs	% de production par petites entreprises
1952.	1.087.000	24,5 %	—	—
1953.	1.527.000	26,1 %	45.000	100 %
1954.	1.422.000	31,1 %	92.000	90 %
1955.	719.000	38,5 %	433.000	70 %

Source : *The Smaller Industry in Japan*.

Il est donc erroné de dire que le Japon traditionnel alimente, à l'exclusion du Japon moderne, les pays industrialisés. Il n'y a pas vraiment dualisme de débouchés et l'explication par le commerce extérieur peut être repoussée.

Section 3. — LA CONFRONTATION DU TRAVAIL ET DU CAPITAL

Selon l'hypothèse de Samuelson (1), il n'existe qu'une seule combinaison technique optimale des facteurs de production pour un produit déterminé, quel que soit le pays considéré car le prix des facteurs est le même partout. Prétendre qu'au Japon l'entrepreneur peut, dans une certaine mesure, choisir entre le facteur travail et le facteur capital paraît contredire la proposition de Samuelson. En fait, celle-ci était assortie de conditions qui ne sont pas réalisées. Elle supposait notamment que les produits étaient échangés en concurrence pure et parfaite et que les facteurs de production étaient immobiles internationalement et mobiles nationalement.

Or, il existe certains choix entre des produits interchangeables grâce au développement des activités chimiques de substitution. Ces produits divers, aux qualités similaires, exigent des combinaisons différentes des facteurs de production. Ainsi la fibranne ou le caoutchouc synthétique réclament plus de capital que le coton ou le caoutchouc naturel dont ils sont les substituts.

En outre, pour un produit donné, la combinaison optimale des facteurs de production est variable. En effet, le coût des facteurs de production

(1) M. Bré, *Cours de relations économiques internationales*, 1957-1958.

varie à l'intérieur d'un pays sous l'impulsion d'éléments étrangers au processus de production lui-même. Ainsi le coût de la main-d'œuvre est dans une large mesure le résultat, sans cesse changeant, de la confrontation entre les groupements patronaux et syndicaux; le coût du facteur capital dépend de la politique suivie par les autorités monétaires, des flux de capital étranger, etc.

Il y a donc plusieurs combinaisons valables entre les différents facteurs de production, non seulement de pays à pays, mais même pour les producteurs d'un seul pays.

Alors que la Chine communiste semble adopter un système de production dans lequel la part de la main-d'œuvre est prépondérante, le Japon, où le problème démographique se pose également avec acuité, tend à se mécaniser, sans absorber toutefois le Japon traditionnel.

§ 1. — LE FACTEUR TRAVAIL EST EXCESSIF

La survie de petites entreprises, aux moyens archaïques, malgré l'existence d'un secteur moderne et mécanisé, qui aurait pu les absorber, s'explique par une constante de l'économie japonaise, la pression exercée par une population excessive.

Le Japon souffre d'un sous-emploi chronique important bien qu'il y ait peu de chômeurs déclarés.

A) Le chômage déclaré (1).

On considère généralement en Occident qu'un chômage — dit fractionnel — de 3 % de la population active est normal et réalise la situation optimale de plein emploi. Ces 3 % représentent en effet le reclassement des travailleurs à la recherche d'un emploi nouveau pour des raisons normales de convenance personnelle ou de conversion d'activités, indépendamment des fluctuations cycliques. En période de stagnation ou de récession, le nombre de chômeurs déclarés augmente sensiblement.

A la différence des pays occidentaux, le niveau de l'emploi au Japon est peu sensible aux fluctuations économiques.

Pourtant, le Japon est largement ouvert aux crises mondiales en raison de l'importance de son commerce extérieur.

Ceci tient à la structure de l'emploi. L'entreprise, considérée comme une famille, ne peut guère licencier son personnel. En période de dépression, les entreprises renvoient une partie de leur personnel chez eux, mais leur versent un salaire et continuent de les considérer comme du personnel fixe jusqu'à la limite de la faillite. Toutefois, le sentiment de l'entreprise-cellule familiale tend à s'atténuer.

(1) Thèse de J.-L. RIALLIN, *Économie et Population au Japon*.

Il existe en outre deux groupes de travailleurs qui, même licenciés, ne se déclarent pas chômeurs : en effet, les ouvriers d'origine rurale et la main-d'œuvre féminine apparaissent temporairement sur le marché du travail en période d'expansion et retournent dans leurs foyers en période de récession.

La faiblesse du nombre de chômeurs déclarés a été particulièrement apparente pendant la crise mondiale des années trente.

TABLEAU 71. — CHÔMAGE DANS DIVERS PAYS EN 1932.

Pays	% de chômeurs	Sources
Allemagne.	30,1 %	Employment Exchange Statistics
États-Unis.	23,6 %	Sample Surveys.
Grande-Bretagne	22,1 %	Employment Exchange Statistics
Japon.	6,8 %	Employment Exchange Statistics

Une tendance identique a été enregistrée en 1958, année de stagnation mondiale. Cette année-là, le nombre de chômeurs déclarés s'est élevé, d'après des enquêtes du ministère du Travail, à 1,3 % seulement de la population active et à 2,8 % des travailleurs salariés. Il y a au Japon 19,7 millions de salariés sur une population active de 43 millions d'habitants, la différence provenant de l'importance du nombre des travailleurs individuels et familiaux.

B) Le sous-emploi chronique.

Sous cette apparence se cache une grave situation de sous-emploi de la main-d'œuvre. Les estimations du nombre de « sous-employés chroniques » varient entre les chiffres de 6 et 10 millions.

Cette notion du « sous-emploi chronique » déborde celle du chômage déguisé de Nurkse (1) qui est limitée aux travailleurs agricoles non salariés, dont la productivité marginale est égale à zéro. L'idée de sous-emploi chronique inclut également les salariés et les travailleurs de toutes les activités dont la productivité est faible. Le sous-emploi chronique s'oppose au chômage cyclique en ce qu'il constitue une caractéristique permanente de l'économie. Cette forme de sous-emploi résulte de l'excès de la population en âge de travailler. Par sa constance dans l'économie japonaise, on peut la considérer comme un « chômage démographique ».

Le sous-emploi chronique existe au Japon parce que tout travailleur, qui n'a pas trouvé un emploi dans le secteur moderne de l'économie, en trouve obligatoirement dans le secteur archaïque, où sa famille, ou une

(1) R. NURKSE, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*.

petite entreprise agricole, ou un artisan, lui donnera quelque travail en contrepartie d'une rémunération dérisoire. Ce secteur pré-moderne de l'économie constitue donc le réservoir où se déverse une masse de travailleurs superflus à productivité très faible.

Ceci ne se produirait pas dans un pays occidental où, si un travailleur ne trouve pas un emploi à la fois productif et rémunérateur, il doit se déclarer chômeur. Le tout ou rien des pays occidentaux est remplacé au Japon par une politique de l'emploi du tout ou presque rien.

Comment évaluer le nombre de ces sous-employés chroniques?

A défaut du seul véritable critère qui serait la productivité par travailleur, on peut estimer (1) que les travailleurs ayant le revenu le plus faible sont ceux qui ont la plus faible productivité. Le Comité de l'Emploi, organisme attaché à la présidence du Conseil, a estimé que pouvait répondre, à la définition de sous-employés chroniques, la population active répondant aux critères suivants :

TABLEAU 72. — CRITÈRES DU SOUS-EMPLOI CHRONIQUE.

A) *Travailleurs familiaux ou indépendants de l'agriculture.*

a) Revenu annuel inférieur à 2.800 NF.

b) Ne peuvent entretenir tous les membres de leur famille dont certains sont obligés de s'employer hors de la ferme.

B) *Travailleurs familiaux ou indépendants hors de l'agriculture.*

a) Revenu annuel inférieur à 1.960 NF pour les travailleurs indépendants.

b) Revenu annuel inférieur à 2.800 NF pour les chefs de famille.

C) *Salariés de toutes les activités.*

Salaires mensuels inférieurs à :

<i>Age</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
14-19.	84 NF	84 NF
20-29.	140 —	112 —
30-39.	224 —	112 —
40-49.	280 —	140 —
50-64.	224 —	112 —
65 et plus.	84 —	84 —

Source : Comité de l'Emploi, mars 1959.

D'après cette méthode, le nombre des sous-employés chroniques s'élevait au quart de la population active ainsi que le montre le tableau suivant :

(1) I. TSURUOKA, *The three Types of Measurement of Underemployment in Japan*, Tokyo, mars 1959.

TABLEAU 73. — NOMBRE DE TRAVAILLEURS DANS UNE SITUATION DE SOUS-EMPLOI SELON LES CRITÈRES RETENUS (en milliers de travailleurs).

Catégories de travailleurs	Nombre total de travailleurs	Sous-employés
1. Travailleurs indépendants et familiaux dans l'agriculture et la sylviculture . .	16.250	1.550 { a) 1.070 b) 480
2. Travailleurs indépendants et familiaux non agricoles.	8.800	2.160 { a) 1.620 b) 540
3. Salariés de toutes activités	18.940	6.940
Total	43.990	10.650

Source : Comité de l'Emploi, mars 1959.

L'existence d'une masse de 10 millions de travailleurs sous-employés à très faible productivité est encore aggravée par l'arrivée à l'âge actif de 15 millions de travailleurs de 1960 à 1975, au rythme d'un million l'an.

En effet, la population du Japon ne cesse de croître. Elle est passée de 35 millions d'habitants en 1872 à 93 millions en 1959, grâce à un taux de natalité élevé. Dans l'immédiate après-guerre, le taux d'accroissement naturel (naissances moins décès) a atteint grâce au « Baby Boom » 20 ‰. A partir de 1955, à la suite d'un vaste mouvement de restriction des naissances, le taux d'accroissement naturel est tombé à 10 ‰, ce qui représente néanmoins un accroissement annuel de la population proche d'un million d'habitants.

L'existence d'une telle masse de travailleurs et son augmentation continue pose avec gravité le problème de l'emploi. Les 10 millions de travailleurs sous-employés que l'on trouve, surtout dans les petites exploitations agricoles et commerciales, ont une productivité presque nulle. Aussi, la rémunération de cette « armée de réserve » ne dépasse-t-elle guère le minimum vital.

C) Le bas niveau des salaires du Japon traditionnel.

La différence est considérable entre les salaires payés dans les grandes entreprises où la main-d'œuvre est rare, et ceux payés dans les petites entreprises où elle est excessive.

Bien que travaillant fréquemment plus d'heures par mois, les travailleurs des petites entreprises reçoivent des salaires inférieurs de près de 50 % à ceux des grandes firmes. Ainsi, en juin 1958 (1), le salaire mensuel moyen s'élevait à 302 NF dans les entreprises de plus de 500 sala-

(1) *Monthly Labor Statistics*, ministère du Travail, 1959.

riés, à 219 NF dans les entreprises de 100 à 500 salariés et à 165 NF dans les entreprises de 30 à 100 salariés. Les entreprises de moins de 30 salariés étant souvent des exploitations familiales où les travailleurs sont nourris et logés mais ne perçoivent pas de salaire, il est difficile d'évaluer la rémunération moyenne mais l'écart des salaires y est encore plus sensible. De plus, l'avancement à l'âge est de tradition dans les grandes firmes tandis qu'aucun espoir d'augmentation de salaire n'est permis au travailleur de la petite entreprise.

Deux raisons essentielles expliquent le bas niveau des salaires dans les petites unités de production : la productivité du travail est très faible; l'excès de main-d'œuvre interdit toute organisation syndicale efficace.

a) *Faible productivité du travail.* — La faible productivité du travail dans le « Japon traditionnel » ne résulte pas uniquement de la non-mécanisation de ce secteur. En effet, la gestion de ces firmes est assurée par des entrepreneurs dont le souci est plus souvent d'assurer la subsistance de leur famille que de rationaliser leurs méthodes de production. Il est vrai que, même animés d'un tel désir, bien souvent, les petits entrepreneurs ne possèdent ni les compétences ni les qualités nécessaires pour assurer une saine gestion. En outre, les meilleurs ouvriers, tous ceux qui ont étudié, qui ont reçu une formation technique et sont capables de manier des machines, préfèrent travailler dans les Grandes Unités de Production. Ils y trouvent la garantie de pouvoir travailler jusqu'à leur retraite avec un salaire sensiblement supérieur. Aussi trouve-t-on dans les petites entreprises une plus grande proportion de jeunes gens de moins de 25 ans, de femmes de plus de 25 ans et d'hommes de plus de 55 ans (1). De plus, les petites entreprises embauchant du personnel non qualifié ne peuvent guère assurer de formation technique. En effet, leur existence même est précaire et les difficultés financières leur interdisent de former les nouveaux travailleurs autrement que par l'imitation des méthodes de production de leurs aînés.

Pourtant, des centres d'apprentissage gratuits ont été créés par le Gouvernement. En 1959, 56.000 apprentis étaient sortis diplômés des 310 centres existants. De plus, sous l'impulsion de l'État, se sont créées des associations de petites entreprises dont le but est d'assurer en commun la formation des travailleurs; ainsi en 1959 (2) 18.000 firmes groupées en 467 associations avaient formé près de 40.000 menuisiers, maçons, ouvriers des industries textiles et alimentaires, etc.

Cet effort qui a porté en 1959 sur moins de 100.000 travailleurs des petites entreprises reste toutefois très limité si l'on songe qu'il existe dans ce secteur près de 10 millions de travailleurs sous-employés.

b) *Impuissance du syndicalisme.* — Cette armée de réserve de 10 mil-

(1) *The Smaller Industry in Japan.*

(2) Chiffres fournis par le ministère du Travail.

lions d'hommes ne permet pas aux travailleurs de s'unir efficacement. En 1958, le nombre de syndiqués s'élevait à près de 7 millions de travailleurs. Mais le mouvement syndical n'affecte guère le secteur traditionnel de l'économie. En effet, l'agriculture, le commerce sont exploités par des entreprises familiales dont les membres seraient mal venus à faire du syndicalisme. En outre, l'action des trois grandes centrales syndicales (Sohyo, Zenro et Shinsanbetsu) qui groupent plus de la moitié des syndiqués est considérablement gênée dans son opposition au patronat du « Japon moderne » par la constante menace que représente pour les salariés des grandes entreprises l'existence de l'armée de réserve des travailleurs sous-employés.

Le bas niveau des salaires constitue un élément essentiel de la survie des petites entreprises. Leur faible coût de production leur permet en effet de lutter efficacement ou de coopérer avec les grandes firmes.

D) Le sous-contrat : trait d'union entre le Japon traditionnel et le Japon moderne.

Il s'est cependant institué une collaboration entre le Japon de la main-d'œuvre et le Japon du capital : les grandes firmes sous-traitent une part importante de leurs activités à de petites entreprises. Certaines productions dépendent en grande partie du sous-contrat ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 74. — DEGRÉ DE DÉPENDANCE VIS-A-VIS DU SOUS-CONTRAT
(en termes de coût de production).

Activités	Part sous-traitée
Machines à coudre.	40 %
Munitions	40 %
Bicyclettes	31 %
Métiers à tisser	28 %
Automobiles	28 %
Instruments optiques	26 %
Motocyclettes.	25 %
Montres	19 %
Moteurs électriques	17 %
Construction navale	15 %
Appareils électriques.	11 %

Source : Smaller Enterprise Agency, M. I. T. I., 1957.

Les grandes firmes réalisent ainsi des économies appréciables de capital et de main-d'œuvre à un prix de revient souvent inférieur à leur propre coût de production.

Il est en effet difficile dans une grosse entreprise, où les coûts constants sont élevés, de supporter l'instabilité des débouchés qu'implique une grande dépendance vis-à-vis du commerce extérieur. Ainsi, tout en conservant l'avantage de l'achat en masse des matières premières, la grosse entreprise bénéficie du bas niveau des salaires des petites entreprises et le perpétue en contribuant au maintien de la division de la masse syndicale. La grosse entreprise peut se décharger ainsi des productions de qualité médiocre, des fabrications de faible importance, des débouchés instables ou de courte durée et des commandes non uniformes, qui auraient immobilisé un capital important. En somme, pour la grosse entreprise le sous-contrat représente une économie de capital, une réduction du prix de revient et un report sur autrui des risques et des désagréments inhérents au caractère aléatoire ou particulier des commandes. En outre, en cas de récession, et dans la mesure où les activités sous-traitées ne sont pas complémentaires des activités principales de la firme, celle-ci commencera par réduire la fabrication des produits sous-traités.

Le sous-traitant y trouve également des avantages; ses risques seraient supérieurs s'il devait vendre sa production sur le marché, il est débarrassé du souci de l'approvisionnement en matières premières. Il peut, en outre, accroître sa productivité par la spécialisation et l'aide technique qui lui est apportée par son bailleur d'œuvre.

Cette collaboration entre les deux systèmes de production sauve les petites entreprises de l'absorption et constitue le lien essentiel entre les deux pôles de l'économie japonaise. Le développement des grandes firmes permet aux petites entreprises d'utiliser la population excédentaire à des activités complémentaires de celles des grandes unités économiques qui concentrent le capital.

§ 2. — LE CAPITAL — FACTEUR INSUFFISANT — EST CONCENTRÉ DANS LE JAPON MODERNE

A) **Insuffisance des capitaux face aux besoins.**

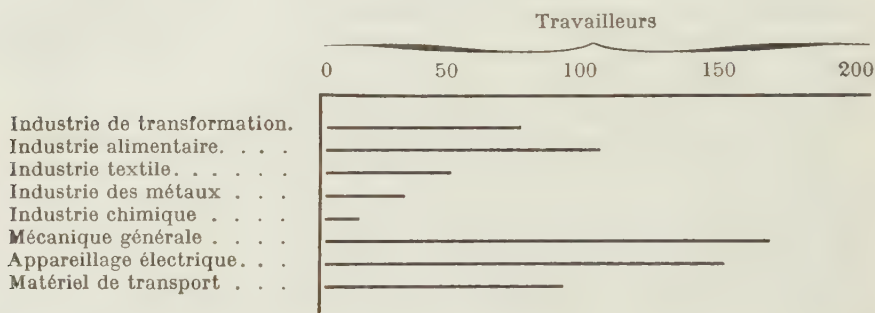
Les besoins en capital de l'économie japonaise sont considérables, d'une part en vue de maintenir le revenu par tête malgré l'accroissement de la population — investissements démographiques — d'autre part, pour élever ce revenu — investissements de croissance.

L'augmentation de la population freine l'amélioration du niveau de vie : la population japonaise est passée de 35 millions d'habitants en 1872 à 93 en 1959. Elle atteindra même 100 millions en 1968. Aussi, malgré un remarquable développement en longue période, le revenu par tête n'est-il encore que le tiers du revenu français.

Des investissements considérables d'infrastructure doivent être consen-

tis, par l'État notamment, qui portent sur la création ou le développement des routes, chemins de fer, ports, logements et écoles. Il est en outre nécessaire de créer des emplois productifs pour les nouveaux travailleurs. La population active était en 1958 de l'ordre de 43 millions de travailleurs, elle atteindra 55 millions en 1970, soit une augmentation d'environ 25 %. La création d'emplois nouveaux exige d'autant plus de capitaux que les activités sont lourdes ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

TABLEAU 75. — NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS PAR UN INVESTISSEMENT DE 100 MILLIONS DE YENS.



Source : tableau des statistiques industrielles (entreprises ayant plus de 30 salariés).
Moyenne 1954-1957.

Les industries mécaniques — 550.000 yens nécessaires pour chaque nouveau travailleur —, la construction électrique et les industries alimentaires sont les activités qui fournissent le plus d'emplois nouveaux. On aurait pu croire que le Japon concentrerait son faible capital disponible sur ces activités afin de réaliser le plein emploi. En effet, malgré un taux élevé d'accumulation du capital, le développement du revenu national est encore trop récent — fin du XIX^e siècle — et parti d'un niveau trop faible, pour que le capital accumulé soit abondant.

Or, le capital s'est, au contraire, concentré dans les industries lourdes et chimiques qui fournissent peu d'emplois. Ainsi, il faut un investissement de 10 millions de yens pour créer un emploi nouveau dans la chimie. De plus, ces activités donnent un faible produit par rapport au capital engagé.

Pourquoi le faible capital disponible est-il concentré dans un petit nombre d'activités lourdes?

B) Le choix des activités à forte intensité de capital.

L'insuffisance du capital ne suffit pas à justifier le dualisme de l'économie japonaise. En effet, les capitaux disponibles auraient pu être utilisés de manière harmonisée, suivant une répartition équilibrée entre les diverses activités.

Si le choix entre les investissements avait été fait suivant le critère de la maximisation du produit global, le flux de capital aurait dû se porter sur les activités à faible intensité de capital par unité de produit. Un même capital permettrait d'obtenir un produit plus important que dans les activités à forte intensité de capital. Le capital étant rare, il aurait fallu l'utiliser dans les activités qui maximisent immédiatement le produit.

Le Japon a rejeté ce critère de la maximisation immédiate du produit pour réaliser ses investissements. Il a préféré constituer une infrastructure qui lui a permis par la suite de progresser par bonds. Lorsque ce quantum minimum de capital fixe a été établi, les investissements se sont portés sur quelques activités exigeant beaucoup de capital pour un faible produit. Le Japon espérait ainsi que l'établissement d'une industrie de base susciterait par irradiation le développement d'activités complémentaires et résoudrait à terme à la fois les problèmes de croissance et les problèmes d'emploi. En effet, la concentration des investissements dans une région où quelques activités de base seulement sont développées, entraîne non seulement le développement d'industries qui utilisent les matières premières produites, mais aussi des industries de consommation. La création d'un pôle de développement signifie l'urbanisation d'une population laborieuse qui constitue à la fois un facteur de production et un débouché important.

En concentrant ses investissements, le Japon a donc fait un choix dans le temps : il a préféré un développement ultérieur du revenu et de l'emploi à l'amélioration immédiate mais limitée qui aurait résulté d'investissements diffus dans les industries de transformation.

Seule parmi celles-ci, l'industrie textile avait connu, avant-guerre, un remarquable développement dû surtout à l'importance de la demande mondiale. Mais cette activité était très faiblement mécanisée. Aujourd'hui, les changements intervenus dans cette demande imposent la spécialisation dans des activités exigeant beaucoup de capital, telle la production de biens d'équipement.

De même, la récente augmentation de la consommation domestique a entraîné un développement remarquable de l'industrie des biens de consommation durables. Le taux de croissance de cette industrie a été sensiblement plus élevé que celui des biens de production alors que des pays comme les États-Unis ou la Grande-Bretagne connaissaient le phé-

nomène inverse (1). Or, l'industrie mécanique et l'industrie électronique, notamment, dépendent pour leurs matières premières de l'industrie lourde et de l'industrie chimique. Aussi était-il important de développer encore ces activités qui exigent de lourds investissements, afin de réduire le coût des produits des industries de transformation.

La concentration du capital dans l'un des deux secteurs de l'économie japonaise n'a pas résulté seulement d'un choix entre les activités en raison de l'insuffisance du capital, mais aussi d'un choix entre les facteurs de production.

En effet, le dualisme de l'économie japonaise est aussi bien un dualisme par activités que par entreprises. Il y a coïncidence entre le Japon des activités à forte intensité de capital et le Japon des Grandes Unités de Production.

C) Le choix des facteurs de production.

En 1957, 0,4 % de toutes les sociétés avaient un capital versé supérieur à 100 millions de yens soit 1,4 million de NF. Base 100 pour toutes les sociétés japonaises, leur capital versé représentait 65,7 % et leur valeur ajoutée 40,4 %. La différence entre ces deux taux résulte de la forte intensité capitalistique des grandes entreprises. L'unité produite résulte d'un plus gros apport de capital dans les grandes entreprises que dans les petites, où le facteur travail est utilisé intensivement.

Ceci explique que la part des grandes entreprises dans l'ensemble des sociétés japonaises soit plus grande pour le capital que pour le produit.

TABLEAU 76. — L'UTILISATION DU FACTEUR CAPITAL
CROIT AVEC LA TAILLE DES ENTREPRISES.

Capital	Capital versé	Valeur ajoutée
Jusqu'à 2 millions de yens.	12,7 %	25,7 %
De 2 à 10 — —	9,9 %	16,8 %
De 10 à 100 — —	11,7 %	17,1 %
Plus de 100 — —	65,7 %	40,4 %
Total	100 %	100 %

Source : *Oriental Economist*, décembre 1958.

Pourquoi l'utilisation du capital croît-elle avec la taille des entreprises? Pourquoi le facteur capital est-il concentré dans les Grandes Unités de

(1) *Monthly Circular*, septembre 1957.

Production? Les causes sont d'ordre psychologique, social, technique, historique et structurel.

a) *Les causes psychologiques de la concentration du capital dans les G. U. P.* (1). — L'esprit d'imitation des entrepreneurs japonais est extrêmement développé. Autrefois, il apparaissait dans l'imitation des produits que le Japon vendait ensuite à bas prix sur les marchés d'Asie. Il se porte désormais sur l'équipement des usines en machines perfectionnées conçues en Occident. Les dirigeants des grandes entreprises veulent tous avoir le matériel le plus moderne et le plus récent.

Il s'est même créé un vif esprit de compétition entre les grandes firmes. Cette concurrence tend à réduire la durée d'amortissement de l'équipement, et cela, de manière quelquefois excessive : ainsi, certaines activités peuvent-elles paraître suréquipées par rapport aux possibilités réelles de débouchés : ceci fut sensible en 1958, année de stagnation, dans l'industrie lourde notamment.

Ce désir d'adapter au Japon les techniques les plus récentes de production accentue la distorsion entre les deux secteurs de l'économie japonaise. En effet, les grandes firmes renouvellent fréquemment leur équipement dans des activités déjà fortement mécanisées utilisant ainsi presque tout le capital disponible. La part du capital utilisée dans le Japon moderne tend donc à croître au détriment du Japon traditionnel.

Ce désir d'imitation ne peut toucher que les grandes firmes : les petites entreprises ne disposent ni des moyens ni des débouchés leur permettant d'adopter des techniques modernes de production. De plus, les dirigeants des petites entreprises ne sont pas tenus au courant des progrès techniques réalisés à l'étranger. Leur formation ne leur permet guère de lire les revues occidentales spécialisées; ils ne peuvent ni voyager à l'étranger ni recevoir des techniciens occidentaux.

La recherche d'un équipement toujours plus complet dans les grandes entreprises traduit l'optimisme profond des producteurs japonais. Les Japonais sont conscients d'être un peuple voué à jouer les premiers rôles dans le monde. La défaite de 1945 a fait disparaître tout sentiment militariste, mais le rapide redressement de l'économie japonaise n'a fait que confirmer la foi des Japonais en leur avenir. Aussi le *will to economize* — c'est-à-dire la volonté de se comporter rationnellement au point de vue économique — est-il resté un trait constant de l'économie japonaise.

La concurrence est aussi âpre entre les grandes unités économiques qu'entre les petites. La modernisation, bienfait venu de l'extérieur, apparaît comme le plus sûr moyen de l'emporter ou tout au moins de résister dans ce dur combat.

Les Japonais, vaincus en 1945 par la science atomique, croient en la science occidentale. Imiter le premier une technique étrangère, c'est inno-

(1) Grandes Unités de Production.

ver. Ce serait perdre la face que de ne pas être le premier. Or, l'orgueil est un trait important du caractère japonais. Aussi l'entrepreneur japonais innove-t-il dans le seul but de ne pas être pris de vitesse par ses concurrents.

Pour justifier cette tendance, les détenteurs de capitaux invoquent souvent le coût croissant de la main-d'œuvre.

b) *L'utilisation du facteur travail n'est pas avantageuse dans les G. U. P.* — L'avantage du faible coût du facteur travail a beaucoup diminué par rapport à l'avant-guerre : les salaires qui en 1934-1936 ne comptaient que pour 35 % du revenu national atteignent désormais près de 50 % de ce revenu. Le coût de l'un des facteurs ayant changé, il est normal que la combinaison optimale d'utilisation des facteurs de production soit modifiée.

L'accroissement de la part des salaires est due essentiellement à la hausse du niveau des salaires dans les grandes entreprises. Aussi la main-d'œuvre n'est-elle pas un facteur de production bon marché pour les Grandes Unités de Production où les salaires sont souvent le double de ceux des petites entreprises.

De plus, l'organisation syndicale est beaucoup plus forte dans les grandes firmes. Pendant longtemps, les syndicats furent étroitement contrôlés par les dirigeants des entreprises qui les finançaient et, par là, confinaient leur action à des œuvres de bienfaisance. Ce système paternaliste tend à s'atténuer. Les mouvements de grève sont plus nombreux et plus violents. Le parti socialiste devient puissant.

L'utilisation du facteur travail implique donc pour les dirigeants des grandes entreprises un sentiment d'insécurité pour l'avenir que permet d'éviter l'automation.

En outre, la productivité du travail est extrêmement faible en l'absence d'investissements en machines modernes. Seule la mécanisation permet en accroissant la productivité du travail de réduire sensiblement le coût de la main-d'œuvre.

Les salaires représentent dans les entreprises japonaises un coût fixe, car même en période de récession on ne renvoie pas le personnel.

Sa durée d'amortissement — de l'entrée dans l'entreprise jusqu'à la retraite — est un obstacle aux reconversions d'activité qu'impose une grande dépendance vis-à-vis du commerce extérieur. Aussi est-il souvent préférable d'acquérir des biens d'équipement à amortissement rapide plutôt que de la main-d'œuvre.

Certes, une telle politique ne paraît pas devoir résoudre à court terme le problème de l'emploi. Les entreprises à forte intensité de capital par unité de produit créent, par définition, peu d'emplois nouveaux. Mais l'accroissement de la productivité du travail, conséquence de la mécanisation, suscite un développement généralisé de toutes les activités, apportant ainsi à terme la solution au problème de l'emploi.

L'existence au Japon de 10 millions de travailleurs sous-employés témoigne de l'importance des progrès qui restent à accomplir dans la voie du développement économique. Certes, le revenu par tête ne cesse d'augmenter depuis 1868, le taux d'accroissement moyen en longue période de la population s'élève à environ 1 % l'an, alors que celui du revenu national atteint 4 % (1).

En outre, la population n'a pas toujours été excessive. Le Japon, dont le développement s'est fait en grande partie grâce aux guerres, a manqué de main-d'œuvre chaque fois que ses troupes combattaient. Cette pénurie de main-d'œuvre au moment où l'industrie devait produire son plus gros effort imposait l'utilisation intensive du capital : une loi fut promulguée en 1941 encourageant la natalité dans le but d'atteindre une population de 100 millions d'habitants en 1955. La période de 1932 à 1944 fut même appelée la « période des populationnistes ».

Ainsi, l'utilisation du facteur capital par les grandes entreprises n'a pas toujours été gênée par l'existence d'une armée de sous-employés. Les entrepreneurs pouvaient donc se soumettre aux impératifs techniques qui les incitaient à utiliser le facteur capital.

c) *Les G. U. P. sont vouées à la mécanisation.* — L'utilisation du capital est faible dans les petites entreprises et forte dans les Grandes Unités de Production. La mécanisation est, en effet, un privilège réservé aux grandes entreprises. Les débouchés des petites entreprises sont insuffisants pour assurer l'amortissement de l'équipement nécessaire aux productions de grande série.

Les grandes entreprises sont vouées à la mécanisation, c'est-à-dire à l'intensification du facteur capital. En effet, le coût unitaire des biens produits diminue lorsque la firme se rapproche de l'optimum de dimension.

Or, dans presque toutes les industries, les entreprises se rapprochent d'autant plus de cet optimum qu'elles sont plus grandes : les biens d'équipement constituent des frais fixes indépendants du volume de production. Si ce volume croît, le coût fixe par unité produite devient très faible. Une entreprise trouve d'autant plus intérêt à utiliser des machines que leur amortissement pèse sur un plus grand nombre d'unités produites.

De plus, la mécanisation, en accroissant la productivité du travail, permet pour un même produit de réduire l'utilisation de ce facteur de production.

Ainsi, la G. U. P. utilise par nature plus de capital par unité produite que la petite entreprise.

Si la dimension des entreprises croît sous l'effet de la concentration financière, ou du développement de leurs activités, le facteur capital, coût fixe de l'entreprise, sera utilisé plus intensivement dans le pays. Les plus grandes firmes acquerront un équipement moderne qui permet-

(1) TSURU et OHKAWA, *op. cit.*

tra d'accroître la productivité du travail, de réduire le coût unitaire de production et d'amortir rapidement les investissements réalisés.

Les grandes firmes bénéficieront d'une rente s'il existe d'autres producteurs dont le coût de production est supérieur. Cette rente qui accroît le taux de profit permettra l'autofinancement. Ainsi l'écart entre grandes et petites unités de production ira s'accroissant.

Au Japon, le développement des grandes firmes, facteur essentiel de l'utilisation du capital, a été remarquable. Le Japon moderne, mécanisé et à haute intensité de capital par unité de production, coïncide avec le Japon des trusts.

Le développement des G. U. P. c'est l'intensification de l'utilisation du facteur capital.

d) *Les guerres ont favorisé le développement des G. U. P. fortement mécanisées.* — Comment les guerres ont-elles contribué à la concentration financière?

Toute guerre provoque une accélération du rythme des investissements et de la production. Or, pour accroître la production, il faut des capitaux que seules les grosses firmes peuvent obtenir parce qu'elles ont des liens avec les organismes bancaires.

La guerre entraîne surtout le développement des industries lourdes et chimiques, qui relèvent des Grandes Unités de Production.

La guerre prélève une part importante de la population active qu'elle consacre à des fonctions non directement productives. Elle réduit même le chiffre de la population à venir par la baisse des mariages et des naissances. Ce prélèvement de main-d'œuvre gêne considérablement les petites entreprises dont l'intensité capitaliste est très faible. Sans main-d'œuvre et sans ressource financière pour se mécaniser, ces petites unités de production disparaissent ou tombent sous la dépendance des grandes firmes.

La guerre a permis au Japon de s'étendre territorialement, de trouver ainsi de nouvelles sources de matières premières et des débouchés. Toutefois, ces avantages ne pouvaient bénéficier qu'aux entreprises ayant suffisamment de puissance politique et financière pour pouvoir s'implanter également dans les colonies.

Enfin, le Gouvernement s'est efforcé de stimuler la concentration dans le but de favoriser l'industrie lourde, principal fournisseur de l'armée.

Dès le début de l'ère Meiji, le Gouvernement japonais lança lui-même le mouvement d'industrialisation en créant des usines et en exploitant des mines, qu'il céda à bas prix aux trusts naissants.

De 1868 à la Deuxième Guerre mondiale se sont créées et consolidées des entreprises géantes, appelées Zaibatsu ou trusts. Leur existence résulte essentiellement de la politique expansionniste du Japon. C'est parce que le Japon devait se tenir constamment prêt à combattre que l'État a

favorisé la création de grandes entreprises, seules capables de fournir l'armement nécessaire. Les intérêts des dirigeants des Zaibatsu, maîtres de l'industrie lourde, et ceux des chefs de l'État, maîtres de l'armée, furent même si intimement liés qu'il parut y avoir identité du personnel dirigeant et interchangeabilité.

Ainsi la *campagne de Formose* en 1874 est à l'origine de la fortune du trust Mitsubishi.

En 1874, plusieurs pêcheurs japonais furent massacrés par des Formosans. Le Japon monta une action punitive. Au début, des bateaux américains transportèrent les troupes japonaises. Puis, le Gouvernement américain, sur intervention du Gouvernement chinois, interdit cette opération. Yotaro Iwasaki, fondateur de Mitsubishi, proposa ses services au Gouvernement japonais : il utilisa onze bateaux, puis loua d'autres navires.

Ses bénéfices furent tels qu'à la fin de la campagne il put créer une compagnie de navigation qui obtint rapidement un quasi-monopole. Il se tourna alors vers d'autres activités : le succès de sa compagnie de navigation l'incita à créer un chantier naval. Pour financer ses investissements, il devint banquier. La construction navale étant grosse consommatrice d'acier, la demande de charbon et de fer augmenta. Il acquit à bas prix des mines vendues par l'État.

Son successeur, Yanosuke Iwasaki, consolida la fortune du trust Mitsubishi. En effet, des difficultés financières dues à de fortes dépenses militaires obligèrent le Gouvernement à proposer en 1889 la vente de près de 40 hectares couverts de marécages situés à Tokyo en face du palais impérial. Yanosuke Iwasaki céda par patriotisme et amitié. Il acheta pour 1,5 million de yens de l'époque ce terrain marécageux. Pendant longtemps, ce quartier resta inhabité. C'est aujourd'hui le cœur de Tokyo et il appartient toujours à Mitsubishi. Tous les grands édifices publics, les sièges sociaux des grandes sociétés et les plus grands immeubles de la ville s'y trouvent.

De même Mitsui, après avoir été un important marchand et financier, parvint dès la fin du XIX^e siècle, et grâce aux guerres, à créer un trust de l'industrie lourde.

Avec la *guerre de Chine en 1894*, puis la guerre russo-japonaise, Mitsui devint le plus gros fabricant d'armes et de munitions du Japon. Il fut le premier à produire de la fonte et des aciers laminés.

Pendant la *Première Guerre mondiale*, Mitsui développa les productions chimiques, la métallurgie et les textiles.

Il mit à profit la période de crise de 1920 à 1930 et le tremblement de terre de 1923 pour absorber de nombreuses sociétés.

En 1939, les secteurs les plus importants de son activité étaient dans l'ordre : l'industrie lourde, le papier, l'industrie textile et les produits chimiques. En 1943, il absorbe le groupe Mangyo et contrôle ainsi 20 % de l'ensemble du capital versé par les sociétés japonaises, soit 3,5 mil-

liards de yens dont 72 % dans les mines, l'industrie lourde et l'industrie chimique (1).

Mitsubishi, à la même époque, contrôlait 3,1 milliards de yens de capital versé dont 40,3 % à la construction navale et à la mécanique, 14,3 % aux mines et 13,7 % aux compagnies de navigation (1).

Le trust Sumitomo contrôlait 1,9 milliard de yens de capital versé dont 38 % dans la métallurgie et le reste dans l'industrie mécanique, le matériel électrique, l'industrie chimique et les mines (1).

Quant au trust Yasuda, il présentait la particularité d'être spécialisé dans l'activité bancaire et contrôlait 500 millions de yens en 1943 également (1).

L'influence de la *Seconde Guerre mondiale* fut encore plus nette : tandis que le capital versé dans tout le pays de 1937 à 1945 était multiplié par 1,8, celui des sociétés contrôlées par les « dix grands » était multiplié par 4,3.

Cette concentration se réalisa, surtout dans les mines, l'industrie lourde, la chimie, les banques et les compagnies d'assurance. Aussi la part du capital versé détenue par les trusts est-elle passée de 10,4 % à 24,5 % entre 1937 et 1945. Alors que le capital versé dans l'ensemble des banques japonaises diminuait de 29 %, celui des quatre trusts bancaires augmentait de 62 % grâce aux fusions. La part des prêts accordés par les « quatre grands » est passée de 43,5 % en 1937 à 65,7 % en 1945 (1).

Le tableau 77 montre que, outre le secteur bancaire, c'est dans les activités exigeant beaucoup de capital que se sont développés les Zaibatsu pendant la Seconde Guerre mondiale. La chimie, la métallurgie et les constructions navales furent les activités-clé sur lesquelles porta l'effort de guerre.

Le développement parallèle des activités bancaires des trusts et de leurs activités lourdes à forte intensité de capital est un facteur essentiel de la structure dualiste de l'économie japonaise : les institutions financières étant liées aux Zaibatsu tendent à leur accorder une préférence.

e) *L'abondance du facteur capital au sein des G. U. P.* — Les trusts sont devenus bancaires.

Non seulement les grandes entreprises possèdent une part importante du capital existant mais elles peuvent investir proportionnellement plus que les autres entreprises.

Cela tient certes à leur taux de profit plus élevé qui permet un large autofinancement, mais aussi à l'importance des institutions financières qui font partie des trusts et favorisent plus particulièrement les membres de leur groupe. Elles reçoivent en effet l'épargne du grand public et la redistribuent par priorité à leurs partenaires.

(1) F. BARRET, *Évolution du capitalisme japonais*.

TABLEAU 77. — PART DU CAPITAL VERSÉ DES SOCIÉTÉS SOUS LE CONTRÔLE
DES ZAIBATSU (1) (tous les pays = 100).

Activités	1937		1945	
	4 Zaibatsu	10 Zaibatsu (2)	4 Zaibatsu	10 Zaibatsu
<i>Mines, industries lourdes et chimie.</i>	%	%	%	%
Mines.	20,9	35,5	28,3	50,5
Métallurgie.	9,2	14,7	26,4	41,8
Mécanique et construction navale.	18,6	27,2	37,5	56,2
Industrie chimique	11,3	18,3	31,4	38,5
Total	14,6	24,9	32,4	49
<i>Industrie légère.</i>				
Céramique.	21,5	46,6	28,4	55,8
Textiles	8,2	10,3	17,4	18,8
Papier.	4,9	12,1	4,5	4,7
Produits alimentaires	3,7	12,1	2,7	10,4
Divers.	2,3	8,4	9,7	16,2
Total	7	13,5	10,7	16,8
<i>Finances et assurances.</i>				
Banques.	21	21,8	48	50,4
Trust banks	37,2	43,6	85,4	85,4
Assurances.	49	50,5	51,2	60,3
Total	22,5	23,6	49,7	53
<i>Entreprises diverses.</i>				
Services publics.	3	3,6	0,5	0,5
Transports terrestres	5,4	6,4	4,9	5,6
Transports maritimes	16,2	19,2	60,8	61,4
Propriété foncière et entrepôts	16,1	21,2	22,7	29,4
Commerce.	5,3	6,4	13,6	20,3
Total	6,1	7,5	12,9	15,5
TOTAL GÉNÉRAL	10,4	15,1	24,5	35,2

Source : Rapport de la Holding Company Liquidation Commission, 1950.

(1) Entreprises domestiques seulement, contrôlées par les sociétés de Holding des Zaibatsu.

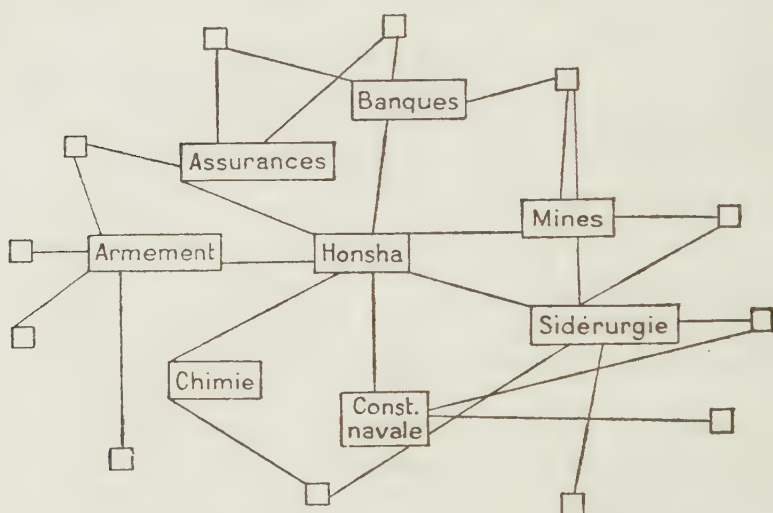
(2) Ce sont les quatre grands : Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo et Yasuda plus six : Asano, Furukawa, Okura, Nomura et Nakajima.

Aussi est-ce à la structure des trusts que les membres du groupe doivent de pouvoir investir largement.

1. Ainsi *avant-guerre*, ces énormes sociétés fonctionnaient comme des institutions féodales. La propriété appartenait à une seule famille. Les activités de chacun des membres étaient dirigées par le conseil familial. Celui-ci était parfois réglementé, comme c'était le cas pour Mitsui, par un véritable code. Le contrôle financier appartenait à une société de holding, appelée Honsha qui recevait ses directives du Conseil familial.

Chacune des filiales détenait en participation avec les autres des paquets d'actions de sous-filiales. Il existait ainsi un réseau complexe de sociétés plus ou moins directement dépendantes de la société mère.

TABEAU 78. — STRUCTURE DES TRUSTS AVANT-GUERRE.



Les relations personnelles étaient gouvernées, conformément à la tradition japonaise, suivant une hiérarchie presque militaire, les subordonnés devant une loyauté absolue à leurs supérieurs. Chez Mitsubishi, l'influence de la famille Iwasaki resta longtemps très forte. Par contre, chez Mitsui, le pouvoir appartenait en fait aux *banto* ou gérants.

Cette organisation hiérarchique permettait à la société de holding d'utiliser les capitaux disponibles de la banque, de la compagnie d'assurance et des activités les plus rentables au financement des investissements nécessaires soit à la modernisation des activités en expansion, soit à l'implantation d'activités nouvelles.

La redistribution des capitaux à l'intérieur du trust s'explique certes par le désir d'expansion des dirigeants des trusts, mais aussi par la complé-

mentarité des diverses activités : lorsque la construction navale était prospère, il devenait rapidement nécessaire d'accroître la capacité de production des usines sidérurgiques.

La Seconde Guerre mondiale ne modifia pas sensiblement cette situation, si ce n'est que la direction des affaires passa de la famille aux institutions financières.

2. Pourtant, l'existence même de ces Grandes Unités de Production avait été mise en cause par les occupants américains qui tentèrent d'appliquer une politique de *décartellisation* au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Les trusts furent considérés comme responsables de l'impérialisme nippon. Il fallait supprimer les industries lourdes, force d'agression, développer la production des biens de consommation pour élever le niveau de vie, subdiviser les Zaibatsu en de nombreuses unités indépendantes les unes des autres et détruire le pouvoir des familles. En outre, le Japon devrait payer des réparations pour les produits qu'il avait tirés de ses colonies (fer et coke de Mandchourie notamment) et pour les destructions qu'il avait provoquées.

Ces objectifs de la politique américaine n'ont duré que le temps qui s'est écoulé entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la naissance de la guerre froide.

En effet, la Chine étant perdue, le Japon devrait devenir un puissant arsenal occidental, un pôle d'attraction en Extrême-Orient. Or, la situation de pénurie était grave. L'indice de la production industrielle base 100 en 1937 était passé de 144 en 1944 à 27 en 1947, alors que la population avait crû de 8 millions d'habitants en dix ans. Les importations de denrées alimentaires et de matières premières devaient être supportées par les États-Unis en l'absence d'exportations (350 millions de dollars de déficit en 1947, soit 80 % des importations).

Auparavant, des mesures avaient néanmoins été prises qui tendaient à décartelliser l'économie japonaise.

Les propriétés des membres des familles Zaibatsu furent confisquées. La compensation qui leur fut donnée en échange était d'autant plus faible que l'inflation faisait rage. Leur portefeuille, ainsi que celui des principales sociétés de holding, fut transféré à la Holding Company Liquidation Commission établie par le Gouvernement japonais sur les ordres des autorités d'occupation. Cette Commission de Liquidation devait vendre les actions dans le grand public. En 1950, les deux tiers des parts avaient, en réalité, été effectivement cédés soit à des anciens employés de ces firmes, soit surtout à des banques ou des compagnies d'assurance. Ainsi la dispersion n'était qu'apparente et les Zaibatsu purent se reconstituer rapidement.

Les grands trusts durent se scinder et changer de noms. Dans l'atmosphère de confusion et d'inflation de l'après-guerre, une foule de petites

sociétés nouvelles se créèrent. En fait, les mesures de décartellisation attinrent surtout les grandes sociétés commerciales (Mitsui Bussan et Mitsubishi Shoji) et les Grandes Unités de Production de l'industrie lourde. Par contre, les banques Zaibatsu furent beaucoup moins touchées : seule la banque Mitsui subit une mesure de scission. Les autres grandes banques ne durent changer que leur raison sociale.

Ainsi, alors que les banques souffraient peu de la décartellisation, les familles des trusts, qui en étaient autrefois les animatrices, furent presque ruinées. Leurs propriétés immobilières ont pu, par la suite, leur être restituées mais non leur portefeuille. On a donc ainsi détruit le foyer original d'activité de ces groupes.

Le Zaibatsu qui a été le plus atteint était le plus grand : Mitsui. Si Mitsubishi a eu la chance de se tirer d'affaire avec une banque intacte, c'est notamment que la famille Iwasaki a exercé et exerce encore dans les milieux politiques une grande influence.

3. *Les trusts se sont reconstitués non plus autour d'un groupe familial mais autour d'une banque.* — En effet, la fidélité des anciens employés et dirigeants des trusts fut constante. Elle fut soutenue par l'activité des banques des anciens trusts. Celles-ci, en effet, que la décartellisation avait pratiquement laissées intactes s'attachèrent à devenir le noyau de la reconstitution des trusts.

L'absence de capitaux donnait aux banques une puissance limitée seulement par leur propre dépendance vis-à-vis de leur source d'approvisionnement en capitaux : la Banque Centrale.

Tout naturellement, les anciens dirigeants d'un Zaibatsu s'adressaient à la banque du trust qui leur ouvrait des crédits en leur accordant une préférence par rapport aux autres firmes : en somme, ne trouvaient des fonds que les entreprises qui donnaient des garanties de fidélité : « Les autorités d'occupation détruisaient par en haut, les banques réorganisaient par en bas, par le crédit (1). »

Ainsi, dans une période où le taux annuel d'expansion était remarquablement élevé — plus de 14 % de 1947 à 1952 — et où le seul facteur de production véritablement rare était le capital, les ex-Zaibatsu pouvaient l'emporter largement sur la concurrence.

Les événements contribuèrent à les favoriser : le boom coréen bénéficia surtout aux mines et aux entreprises industrielles qui faisaient autrefois partie des Zaibatsu. Puis, la déflation de 1954 balaya les nouvelles entreprises qui étaient fragiles, car nées avec et pour l'inflation d'après-guerre.

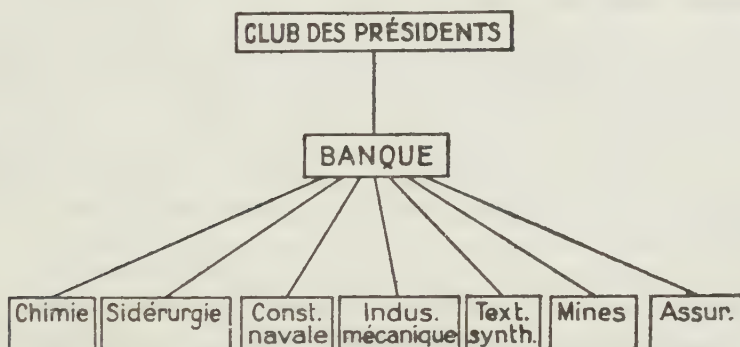
« L'esprit Zaibatsu » reparut dès que l'occupation américaine prit fin. Toutes les entreprises s'empressèrent de reprendre leurs anciens noms à l'exception de la Banque Fuji (ex-Yasuda). Des clubs furent établis qui

(1) Marcel GIUGLARIS, *op. cit.*

réunissaient les anciens dirigeants et avaient pour but de créer des liens personnels facilitant la reconstitution des trusts. Ces clubs portent souvent le nom du jour de leur réunion : ainsi le groupe Mitsubishi se réunissant le vendredi, l'association des présidents s'appelle le Kinyokai — réunion du vendredi.

Chacune des sociétés détient des actions d'autres membres du groupe, aussi les intérêts sont-ils intimement mêlés. La structure actuelle des groupes paraît correspondre au tableau suivant.

TABLEAU 79. — STRUCTURE DES TRUSTS APRÈS-GUERRE.



En raison de la pénurie du capital, l'obtention de fonds industriels est devenue après-guerre le principal objectif des entreprises. Les banques Zaibatsu acquièrent la prédominance sur leurs anciens égaux grâce à la préférence qu'elles pouvaient leur accorder. Ces banques remplacent désormais les sociétés de holding d'avant-guerre, et elles mettent en évidence la dépendance de l'industrie vis-à-vis des capitaux extérieurs à l'entreprise.

TABLEAU 80. — SOURCE DES FONDS INDUSTRIELS.

	1934	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1958
Capital interne. .	53	17	28	20	25	37	34	41
Capital externe. .	47	83	72	80	75	63	66	59
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : chiffres fournis par le Mitsubishi Economic Research Institute.

L'ancien système du contrôle familial du capital ne peut espérer revivre, car de familiaux les trusts sont devenus bancaires.

1° Les actions des anciennes sociétés ont été dispersées. Les plus gros détenteurs d'actions sont les banques et les compagnies d'assurance. Au 31 mars 1958, le pourcentage de capital détenu par des institutions financières dans le groupe était, selon l'*Oriental Economist*, de 57,8 % pour Mitsui, 72 % pour Mitsubishi et 56,5 % pour Sumitomo. Rares sont pourtant les sociétés qui détiennent plus de 10 % du capital, sauf lorsqu'il y a participation du capital étranger. Le but des actionnaires étant surtout de percevoir des dividendes importants, ils ne sont guère favorables à une politique d'autofinancement à outrance. Surtout lorsque ces actionnaires sont des banquiers, c'est-à-dire des prêteurs.

2° Chaque Zaibatsu possède des actions d'autres Zaibatsu, mais ces participations représentent un pourcentage négligeable et sont simplement des manifestations de leurs relations amicales.

3° Les familles qui formaient le noyau des trusts dans le passé ont perdu leur prééminence financière; le capital des différentes sociétés a atteint des montants considérables et se trouve réparti dans le public beaucoup plus qu'autrefois.

4° Le monopole privé et la limitation déloyale des transactions sont interdits par la loi. De plus, l'établissement de sociétés de holding et la détention d'actions par les sociétés sont limitées. Toutefois, cette législation antitrust n'est pas rigoureuse.

Le capitalisme japonais est ainsi devenu un capitalisme financier.

Cette puissance des institutions financières et leurs liens avec les Zaibatsu constituent une cause essentielle de la structure dualiste de l'économie japonaise. Les banques mettent leurs disponibilités à la disposition des seules Grandes Unités de Production. Elles contribuent ainsi à accentuer l'écart qui sépare les grandes des petites entreprises.

CONCLUSIONS SUR L'UTILISATION DU CAPITAL DANS L'ÉCONOMIE JAPONAISE

Le développement du Japon moderne, à haute intensité de capital, paraît coïncider avec le développement de l'économie japonaise. Malgré l'interruption due à la défaite de 1945, les Grandes Unités de Production ont continué à prendre une part croissante dans le produit national en développant leurs anciennes activités ou en se lançant dans de nouveaux secteurs. Leur contrôle sur le capital national est tel que les petites entreprises ne survivent que parce que les Grandes Unités y voient un moyen commode de résoudre le problème de l'emploi.

Aussi n'y a-t-il pas conflit entre ces deux Japon. Le Japon moderne contrôle le Japon traditionnel, obligé de collaborer pour ne pas disparaître. Cette dépendance apparaît notamment dans l'importance du sous-traitant. Les activités de base, les sources d'énergie et de matières premières relèvent du Japon moderne. Le Japon traditionnel ne peut subsister qu'en se plaçant sous l'autorité du Japon moderne.

Le développement du Japon, à haute intensité de capital par unité produite, implique l'accroissement du coefficient de capital national qui indique le rapport du capital au produit.

En effet, pendant longtemps le capital utilisé resta très faible par rapport au revenu. Ainsi Colin Clark plaçait-il le Japon de 1913 parmi les pays ayant la plus faible intensité capitaliste (3,57), alors que l'Argentine atteignait 5,85, l'Australie 5,53, la France 4,82, les États-Unis 4,33, la Grande-Bretagne 3,72 et l'Autriche 3,50. Le coefficient de capital national serait aujourd'hui de 4,75. Déjà, de 1905 à 1935, ce coefficient était passé de 3,25 à 4,34 (1).

Certes, le coefficient de capital mesure mal les variations du progrès technique et du plein emploi qui peuvent modifier la valeur du produit sans variation du capital. Mais on peut admettre qu'en longue période capital disponible et capital utilisé coïncident. De plus, les évaluations tant du capital que du produit sont souvent contestées, ce qui réduit la valeur de l'instrument de mesure qu'est le coefficient de capital.

Une chose est certaine : le coefficient de capital augmente en longue période au Japon.

(1) Tsuru et Ohkawa, cf. Annexe 7.

Il augmente même à tel point dans certaines activités que le terme de surinvestissement est fréquemment utilisé dans les milieux économiques japonais. On estime que le coefficient de capital des industries lourdes est trop élevé : il y aurait trop de double emplois, de machines modernes partiellement utilisées dans un pays où existe une armée de réserve de 6 à 10 millions de travailleurs sous-employés.

Ce terme de surinvestissement, surtout utilisé pendant les périodes de stagnation comme 1954 et 1958, est certainement inadéquat. L'économie japonaise poursuit une croissance accélérée. Ce qui paraît excessif en période de récession sera bientôt insuffisant. La progression ne peut être continue. Les effets de multiplication et d'accélération accentuent le rythme des investissements, aussi faut-il de temps en temps « ouvrir la fenêtre ».

Ainsi le développement économique coïncide au Japon avec l'intensification de l'utilisation du capital.

CONCLUSION

QUELS ENSEIGNEMENTS PEUT-ON TIRER POUR LES PAYS EN ÉTAT DE SOUS-DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION ET DE L'UTILISATION DU CAPITAL DANS L'ÉCONOMIE JAPONAISE ?

Le développement du Japon a été remarquable. Peut-être l'eût-il été plus encore par d'autres méthodes. Considérons néanmoins ce développement comme un succès et un modèle à imiter.

L'exemple japonais n'est applicable qu'aux pays en état de sous-développement qui souffrent d'une dotation insuffisante en facteurs naturels, eu égard à la croissance de leur population.

La formation et l'utilisation du capital ne permettront d'accroître le produit par tête que dans la mesure où les investissements démographiques ne réduiront pas la part des investissements de croissance. Ces investissements démographiques tendent à maintenir le revenu par tête à un niveau constant malgré l'accroissement de la population : pour cela, des emplois nouveaux doivent être créés, des écoles, des logements, des routes, des chemins de fer doivent être construits.

Faut-il, dans la première phase du développement, essayer de ralentir la croissance démographique afin de consacrer tous les capitaux disponibles à l'amélioration du revenu par tête?

Il semble que non d'après l'exemple japonais. Le développement économique doit permettre de nourrir une population croissante. Ainsi en longue période, le Japon a connu un accroissement annuel du revenu national de l'ordre de 4 %, taux largement supérieur aux taux d'accroissement démographique les plus élevés dans le monde (autour de 2,5 % l'an).

Par ailleurs, à chaque bouche nouvelle correspondent deux bras nouveaux. L'accroissement démographique permet à terme de développer la production.

Enfin, il est peu probable qu'une politique de restriction des naissances puisse être efficace dans un pays en état de sous-développement : le *birth control* n'a été appliqué au Japon qu'après la Deuxième Guerre mondiale, dans un pays vaincu, occupé, mais qui avait été l'une des premières puissances mondiales.

Certes, les ressources naturelles peuvent être insuffisantes pour nourrir une population croissante, mais le développement d'industries exporta-

trices permettra d'importer d'autres pays moins peuplés les biens alimentaires indispensables. Ainsi le facteur capital supplée-t-il à l'insuffisance du facteur sol.

Pour cela, si l'on s'inspire de l'exemple japonais, il faut un fort taux d'accumulation du capital et une utilisation non harmonisée du capital accumulé.

A) Un taux élevé d'accumulation du capital est nécessaire.

1^o *C'est à l'État qu'il incombe d'assumer le « démarrage » de l'économie.* — L'État doit dans ce but prélever une part importante du revenu des seuls détenteurs de la richesse nationale : les propriétaires terriens. En effet, la terre est l'unique source de revenu avant que se développe l'industrie. Un lourd impôt foncier paraît être le moyen le plus efficace d'accumuler du capital au moment du *big push*. Si la résistance des propriétaires du sol est trop forte, une réforme agraire sera alors souhaitable. On ne peut en effet espérer une épargne volontaire importante dans un pays caractérisé par son état de sous-développement.

L'action de l'État devra également porter sur la monétarisation de l'économie par la disparition des secteurs de subsistance, la création d'un système bancaire octroyant le crédit et une banque centrale qui assure l'équilibre économique. L'État devra encore promouvoir la propagation des idées nouvelles et notamment du *will to economize*, c'est-à-dire la volonté de se comporter rationnellement au point de vue économique.

Si l'État parvient à convaincre l'ancienne aristocratie terrienne de se transformer en une nouvelle élite économique, il pourra lui confier la direction des entreprises qu'il a créées. Encore faut-il que cette élite respecte une éthique rigoureuse et soit animée de « l'ambition économique ». Si des considérations religieuses ou sociologiques ne permettent pas à l'aristocratie de remplir son rôle, il incombera à l'État de poursuivre son effort en attendant que l'envoi de jeunes étudiants à l'étranger suscite la création d'une élite nouvelle.

2^o *Le respect d'une éthique rigoureuse par toute la population.* — Pour que l'accumulation du capital soit élevée, il faudra imposer le respect d'une éthique rigoureuse à toute la population et interdire que les accroissements du produit national se traduisent par un développement de la consommation. Les dirigeants de l'État devront montrer l'exemple afin que soit maintenue une faible propension à consommer : les dépenses somptueuses ou de pur prestige devront être supprimées. Certes, cela est d'autant plus difficile que l'accès à l'indépendance est récent. Mais le développement économique ne saurait provenir que d'un effort à l'échelle nationale. De même, le niveau des salaires devra rester faible dans cette période de démarrage. Grâce au sacrifice de la consommation, les investis-

sements pourront se produire à un rythme accéléré et les profits réalisés serviront à financer le développement d'activités nouvelles.

3^o *C'est l'assistance technique, non le capital étranger, qui doit être recherchée.* — Les connaissances techniques, les brevets étrangers sont indispensables. Mais on gère mieux un capital qu'on s'est donné soi-même la peine d'accumuler, qu'un capital plus ou moins généreusement octroyé par l'étranger. Le capital domestique peut être distribué entre les activités les plus importantes pour le pays. Le capital étranger se concentre dans les activités complémentaires des Grandes Unités Interterritoriales. Il met en danger l'indépendance politique. Il ne permet pas un développement généralisé de toutes les activités. Les profits tirés du capital étranger sortent du pays en grande partie.

4^o *Les institutions financières et l'autofinancement doivent prendre le relais de l'État* pour maintenir à un niveau élevé le taux d'accumulation du capital. A défaut, l'épargne forcée qu'est l'inflation sévira.

Pour cela, il est souhaitable que l'appareil de production soit concentré. Les Grandes Unités de Production ont un niveau élevé de profit et peuvent aisément trouver auprès des institutions financières des ressources externes pour financer leurs investissements.

B) Une utilisation non harmonisée du facteur capital.

Les capitaux formés par l'État dans la phase initiale du développement économique devront être utilisés exclusivement à l'établissement d'une infrastructure de routes, de chemins de fer, de voies navigables, de logements et d'écoles où sera assurée la formation technique des futurs travailleurs.

Puis seront établies quelques grandes entreprises fortement mécanisées dans les activités de base (mines, sidérurgie), à partir desquelles pourront se créer des pôles de développement.

Au Japon, le développement industriel a été favorisé par les guerres. On peut espérer que la volonté d'améliorer le niveau de vie individuel sera un moteur aussi puissant que les guerres.

On conciliera la fixité du facteur sol, l'insuffisance du facteur capital et l'excès du facteur travail. La main-d'œuvre sera surtout utilisée dans les secteurs où il est possible d'avoir des prix compétitifs malgré une faible intensité de capital : l'industrie textile notamment. Ceci permettra de concentrer le facteur rare, le capital, dans les activités où ce facteur est irremplaçable, telles les industries lourdes et chimiques.

Puis l'industrie moderne fortement mécanisée tendra à se développer, alimentée par l'apport continu de capitaux. Elle s'étendra à de nouvelles activités, créant des emplois nouveaux.

Peu à peu, le secteur traditionnel disparaîtra pour faire place à une économie fortement mécanisée dont le rythme de développement permettra de résoudre les problèmes d'emploi.

L'état de sous-développement aura alors disparu.

*
* *

Tout ceci n'est qu'une question de méthodes. En réalité, c'est sur le plan des valeurs qu'il faut se placer. L'amélioration du niveau de vie constitue-t-elle réellement l'objectif recherché par les pays dits sous-développés? L'Oriental n'éprouve-t-il pas une plus grande satisfaction devant le maintien des structures ancestrales ou l'accroissement de sa famille? La clé du développement économique est dans le choix des valeurs plus que dans celui des méthodes. Le capital est fait par l'homme pour l'homme. Seule une intense volonté d'accroître le niveau de vie permet le développement.

C'est l'ambition économique qui crée le développement.

ANNEXES

Annexe n° 1

TAUX DE CROISSANCE DU REVENU NATIONAL JAPONAIS SUIVANT Y. YAMADA

Années	Taux de croissance annuel
1913-1917.	2,9
1918-1922.	4,9
1923-1927.	5,1
1928-1932.	5,3
1933-1937.	4,2
1938-1942.	3,9

Source : Y. YAMADA, Rapport à l'International Association for Research in Income and Wealth, Castel Gandolfo, septembre 1953.

Annexe n° 2

TAUX DE CROISSANCE DU REVENU NATIONAL JAPONAIS SUIVANT COLIN CLARK

Années	Taux de croissance annuel
1887-1897.	1,54
1897-1908.	3,74
1908-1914.	4,77
1914-1922/1918-1927	9,60
1918-1927/1923-1932	5,97
1923-1932/1928-1937	5,48
1928-1937/1933-1942	5,42

Source : COLIN CLARK, *The Conditions of Economic Progress*, 2° éd., 1951.

Annexe n° 3

a) LA CROISSANCE DU REVENU NATIONAL JAPONAIS
AVANT-GUERRE

Années fiscales	Taux de croissance annuel	Années fiscales	Revenu nominal en millions de yens courants	Revenu réel en millions de yens 1928-1932
1878-1887/1883-1892 . .	4,3	1878-1882. . .	667	1.424
1883-1892/1888-1897 . .	4,9	1883-1887. . .	607	1.808
1888-1897/1893-1902 . .	5,5	1888-1892. . .	809	2.170
1893-1902/1898-1907 . .	3	1893-1897. . .	1.208	2.887
1898-1907/1903-1912 . .	2,9	1898-1902. . .	1.978	3.727
1903-1912/1908-1917 . .	3,6	1903-1907. . .	2.522	3.948
1908-1917/1913-1922 . .	4	1908-1912. . .	3.366	4.897
1913-1922/1918-1927 . .	5,2	1913-1917. . .	4.598	5.654
1918-1927/1923-1932 . .	5,6	1918-1922. . .	11.385	7.212
1913-1922/1928-1937 . .	4,8	1923-1927. . .	12.946	9.334
1928-1937/1933-1942 . .	4,3	1928-1932. . .	12.132	12.132
		1933-1937. . .	16.161	14.995
		1938-1942. . .	34.547	18.740

Source : TSURU et OHKAWA, *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*, Tokyo, 1958.

b) LA CROISSANCE DU REVENU NATIONAL JAPONAIS
APRÈS-GUERRE

Années fiscales	Taux de croissance annuel	Années fiscales	Revenu nominal en millions de yens courants	Revenu réel en millions de yens 1934-1936
1946-1947.	6	1946.	360.900	8.300
1947-1948.	17	1947.	968.000	8.800
1948-1949.	15,5	1948.	1.961.600	10.300
1949-1950.	19	1949.	2.737.300	11.900
1950-1951.	10,2	1950.	3.381.500	14.000
1951-1952.	9,7	1951.	4.525.200	15.400
1952-1953.	5,6	1952.	5.084.900	16.900
1953-1954.	3	1953.	5.747.700	17.900
1954-1955.	11,3	1954.	6.021.100	18.400
1955-1956.	9,8	1955.	6.718.100	20.500
1956-1957.	8	1956.	7.655.000	22.500
1957-1958.	7,7	1957.	8.267.400	24.300
1958-1959.	4,4	1958.	8.903.500	26.100
Plan 1958-1962.	6,5	1959.	9.295-800	27.300

Source : TSURU et OHKAWA, *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*, Tokyo, 1958. Les chiffres postérieurs à 1956 sont extraits des statistiques de l'Economic Planning Agency.

C) Critique des tableaux du professeur Ohkawa.

Les estimations du professeur Ohkawa sont sujettes à critique. Elles sont pourtant les plus récentes et ont bénéficié des travaux antérieurs du professeur Yamada (cf. Annexe 1). Le professeur Ohkawa utilise le concept du produit. Les principales critiques sont :

1° Les estimations pour la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e comportent une marge importante d'erreur en raison de l'insuffisance des données.

2° L'indice de prix utilisé pour unifier les estimations du produit national est hétérogène. Il est en effet composé de deux indices calculés différemment mais reliés artificiellement l'un à l'autre. L'indice de la période initiale est déterminé par la moyenne arithmétique des prix de gros de différents produits; puis l'indice Laspeyres est appliqué. Cette hétérogénéité tient également à l'insuffisance des données pour la période initiale.

3° L'utilisation du concept de l'*Income Ratio* entraîne l'existence d'une part d'incertitude dans les estimations. En effet, en l'absence de données suffisantes permettant d'obtenir directement la valeur ajoutée par activité dans le produit national, on cumule les données micro-économiques qui donnent la valeur des produits au prix du marché. On obtient la valeur ajoutée en affectant la valeur totale d'un coefficient dit *Income Ratio*. L'évaluation de ce coefficient de la valeur ajoutée par rapport à la valeur totale au prix du marché est contestée. Le coefficient serait d'après le professeur Yamada sous-évalué dans l'agriculture et sur-évalué dans l'industrie.

4° La part attribuée à l'autoconsommation dans la phase initiale du développement paraît avoir été insuffisante.

Par contre, depuis le deuxième quart du XX^e siècle, les estimations du produit national ne prêtent pas à critique. La comptabilité nationale a même fait de grands progrès depuis 1951. Le revenu national est évalué suivant les trois concepts du produit, du revenu et de la dépense. De même qu'aux États-Unis, les données du revenu national sont publiées trimestriellement, et les comptes nationaux dressent des tableaux d'*input-output*, et des tableaux de la richesse nationale.

Annexe n° 4**INDICE DES PRIX DE GROS AU JAPON DE 1873 A 1952**

Années	Indice	Années	Indice	Années	Indice
1873 (Meiji 6) .	100	1903	199	1933	375
1874	108	1904	209	1934	382
1875	113	1905	224	1935	392
1876	108	1906	231	1936	408
1877	111	1907	249	1937	496
1878	117	1908	240	1938	523
1879	128	1909	229	1939	578
1880	146	1910	232	1940	647
1881	162	1911 (Meiji 44) .	240	1941	693
1882	156	1912 (Taisho 1) .	255	1942	753
1883	126	1913	253	1943	806
1884	110	1914	243	1944	914
1885	112	1915	246	1945	1.380
1886	104	1916	298	1946	6.411
1887	108	1917	375	1947	18.972
1888	113	1918	491	1948	50.404
1889	118	1919	601	1949	82.253
1890	124	1920	661	1950	97.242
1891	115	1921	511	1951	134.957
1892	112	1922	499	1952	137.650
1893	126	1923	508	Année 27 de l'ère Showa.	
1894	133	1924	526		
1895	143	1925 (Taisho 14) .	514		
1896	153	1926 (Showa 1) . .	456		
1897	170	1927	433		
1898	180	1928	436		
1899	181	1929	424		
1900	194	1930	349		
1901	185	1931	295		
1902	187	1932	327		

Source : *The Annals of Hitotsubashi*, avril 1954.

Annexe n° 5

INDICE DES PRIX DE GROS DE 1931 A 1958
BASE 100 EN 1936

Années	Indice base 100 en 1936	Base 100 en 1952
1931	70	
1932	80	
1933	90	
1934	97	
1935	99	
1936	103	
1937	125	
1938	132	
1939	144	
1940	164	
1941	175	
1942	191	
1943	204	
1944	231	
1945	350	
1946	1.630	
1947	4.820	
1948	12.970	
1949	20.880	
1950	24.680	
1951	34.250	
1952	34.920	100
1953	35.160	100,4
1954	34.920	99,7
1955	34.300	97,9
1956	35.800	102,20
1957	36.800	105,30
1958	36.500	105,20

Source : Economic Planning Agency, *Japanese Economic Statistics*.

Annexe n° 6**TAUX DE L'ARGENT DE 1950 A 1958**

Années	Prêts sur titre	Prêts sur effets en pension	Taux d'escompte	Taux au jour le jour	Prêts à plus d'un mois
1950	10,11	9,28	9,42	5,84	6,39
1951	10,48	9,09	9,34	6,94	7,30
1952	10,73	9,13	9,42	7,12	8,21
1953	10,44	8,76	8,87	7,30	7,85
1954	10,22	8,76	8,80	7,30	7,85
1955	10,22	8,54	8,58	5,84	6,57
1956	9,95	8,16	8,03	4,75	5,66
1957	9,49	8,14	7,99	6,57	8,40
1958	9,49	8,50	8,40	9,49	9,49

Source : Economic Planning Agency, *Japanese Economic Statistics*, 1959.

Annexe n° 7**LE COEFFICIENT DE CAPITAL MOYEN DE 1905 A 1935**

Années	Coefficient
1905	3,25
1910	3,25
1913	2,79
1917	2,49
1919	2,11
1924	3,23
1930	4,21
1935	4,34

Source : TSURU et OHKAWA, *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*, Tokyo, 1957, p. 166.

Annexe n° 8

TABLEAUX FRANCE-JAPON

Source : France : *Annuaire statistique*, 1958. Japon : Nippon 1959, *Japan Economic Year Book*, 1959, cité par le *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon*. Lorsque l'année n'est pas précisée, les données concernent 1958.

1. GÉNÉRALITÉS.

	France	Japon
Superficie	551.000 km ²	369.664 km ²
Dont terres arables.	213.000 —	51.000 —
% terres arables	38,6 %	13,8 %
Population.	44.100.000 h.	91.100.000 h.
Densité par km ²	80 h./km ²	246 h./km ²
Densité par km ² de terres arables.	207 h./km ²	1.790 h./km ²
Latitude la plus au nord.	51° lat. nord	45° lat. nord
Latitude la plus au sud	41° — —	31° — —
Altitude culminante.	4.807 m (mont Blanc)	3.776 m (mont Fuji)

Tokyo est à la même latitude qu'Oran.

Sapporo est à la même latitude que Toulon.

Kagoshima est à la même latitude que Marrakech.

2. CLIMAT.

	France	Japon
Température minimum (moyenne mensuelle)	0,8° en janvier	3,2° en janvier
Température maximum (moyenne mensuelle)	24,7° en juillet	26,2° en juillet
Précipitations minima (moyenne mensuelle)	39 m/m en mars	40 m/m en janvier
Précipitations maxima	66 m/m en août	225 m/m en septembre
Jours de gel par an.	49	69

3. POPULATION.

A) Répartition par âge et par sexe (en milliers).

	France 1957			Japon 1955		
	Nombre total	Hommes	Femmes	Nombre total	Hommes	Femmes
1° Population totale .	44.289	21.462	22.827	89.275	43.847	45.428
% par branche d'âge.	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
% par sexe	100 %	48,5 %	51,5 %	100 %	49,1 %	50,9 %
2° Moins de 20 ans. .	13.975	7.117	6.858	38.532	19.566	18.966
% par branche d'âge.	31,6 %	33,2 %	30,0 %	43,2 %	44,6 %	41,8 %
% par sexe	100 %	50,9 %	49,1 %	100 %	50,8 %	49,2 %
3° De 20 à 64 ans . .	25.198	12.428	12.770	46.016	22.262	23.754
% par branche d'âge.	56,9 %	57,9 %	55,9 %	51,6 %	50,8 %	52,2 %
% par sexe	100 %	49,3 %	50,7 %	100 %	48,4 %	51,6 %
4° Plus de 65 ans. . .	5.116	1.917	3.199	4.727	2.019	2.708
% par branche d'âge.	11,5 %	8,9 %	14,1 %	5,2 %	4,6 %	6 %
% par sexe	100 %	37,5 %	62,5 %	100 %	42,7 %	57,3 %

B) Situation démographique (en milliers).

	France 1957		Japon 1957	
	Nombre	Taux %	Nombre	Taux %
Population.	44.100	—	91.100	—
Taux d'accroissement naturel. .		0,97 %		0,90 %
Naissances.	813	18,4 %	1.563	17,6 %
Décès	529	12,0 %	752	8,3 %
Excédent des naissances. . .	284	6,4 %	811	8,9 %
Mariages.	310	14,1 %	773	17,0 %
Divorces.	29,3	—	71	—
Proportion divorces-mariages. .	—	9,45 %	—	9,18 %

4. TRANSPORTS.

	France		Japon	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
1° Transports maritimes.				
Navires en service :				
Navires à passagers . .	68	664,3	175	169,4
Pétroliers	141	1.396	326	1.076,1
Autres cargos.	537	1.858,3	1.160	4.064,4
Total	746	3.918,6	1.661	5.309,9

	France	Japon
2° Transports aériens.		
Trafic intérieur (en milliers de passagers).	358	378
Trafic international (y compris outre-mer).	3.335	46
3° Transports ferroviaires.		
Lignes de chemin de fer (milliers de km).	39,6	20,1
Lignes électrifiées (milliers de km)	5,8	9,8
Trafic voyageurs (milliards de passagers/km).	32,6	152,0
Trafic marchandises (milliards de tonnes/km).	54,0	48,4
4° Transports routiers.		
Véhicules en service au 1 ^{er} janvier 1958 (milliers) :		
Voitures de tourisme	3.972	1.051
Autocars	33	44
Camions.	1.339	925
Accidents de la circulation (milliers).	144,6	146,8
5° Services postaux.		
Bureaux de poste.	13.339	15.801
Millions de lettres.	3.147	5.569
Communications téléphoniques (millions)	517	729

5. SANTÉ.

A) *Personnel sanitaire.*

	France		Japon	
	Total	Taux 100.000 h.	Total	Taux 100.000 h
Médecins.	46.772	106,0	108.268	117,5
Dentistes.	15.711	35,6	31.971	34,7
Pharmaciens	18.690	42,4	54.853	59,5
Infirmières.	82.650	187,0	128.746	139,7
Sages-femmes	10.000	22,7	51.696	56,1

B) *Chances de vie à différents âges.*

Age	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
0.	65,04	71,15	64,9	69,4
20.	48,90	54,36	49,1	53,2
40.	30,68	35,58	31,2	35,0
60.	15,24	18,54	15,1	18,1

C) *Principales causes de décès.*

	France 1957			Japon 1958		
	Total	% des décès	Rang	Total	% des décès	Rang
Maladies de cœur. . .	90.972	17,3 %	1 ^{er}	59.035	8,6 %	3 ^e
Cancer	82.066	15,6 %	2 ^e	87.216	12,9 %	2 ^e
Hémorragie cérébrale.	59.665	11,3 %	3 ^e	136.329	19,7 %	1 ^{er}
Sénilité.	32.975	6,3 %	4 ^e	50.771	7,1 %	4 ^e
Accidents.	27.409	5,2 %	5 ^e	35.484	5,2 %	7 ^e
Pneumonie-bronchite.	22.191	4,2 %	6 ^e	45.000	6,6 %	5 ^e
Tuberculose.	11.902	2,3 %	7 ^e	36.060	5,4 %	6 ^e
Suicides.	7.095	1,4 %	8 ^e	23.218	3,6 %	8 ^e

6. AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHERIES.

A) *Utilisation du sol.*

	France			Japon		
1° Nombre d'habitants par km ² de terre arable	207			1.790		
Nombre d'agriculteurs par km ² de terre arable	39			376		
2° Répartition des terres (milliers de km ²) :						
Surface totale	551	100	%	369	100	%
Terres agricoles :						
Terres arables	213	38,6	%	51	13,8	%
Pâturages	123	22,3	%	14	3,6	%
Forêts	114	20,1	%	225	61	%
Terres en friche	56	10,1	%	—	—	
3° Répartition des cultures (milliers de km ²) :						
Céréales	84			50		
Légumes et produits alimentaires	34			11		
Produits agricoles pour l'industrie	0,9			2		
Alimentation du bétail	47			1		
Vergers	26			0,8		

B) *Production (millions de tonnes).*

	France 1958	Japon 1958
Blé	11,08	1,20
Riz	0,11	11,99
Orge	3,63	2,06
Avoine	2,59	0,18
Soja	—	0,44
Pommes de terre	13,90	7,80 (1956)

C) *Élevage.*

	France 1958	Japon 1958
1° Laiterie :		
Nombre de vaches laitières (milliers de têtes)	9.216	271
Production de lait (milliers d'hl)	186.569	13.126
2° Bétail (milliers de têtes) :		
Bovins	17.928	3.177
Chevaux	1.986	818
Porcs	8.064	1.546
Moutons	8.576	945
Chèvres	1.201	669

D) *Pêcheries.*

	France 1957	Japon 1958
Prises par espèces (milliers de tonnes) :		
Poissons	397,6	3.932
Crustacés	14,2	447
Coquillages	110,8	616
Algues marines	11,3	404

7. PRODUCTION INDUSTRIELLE.

A) *Indice de la production industrielle.*

	France	Japon
1937	100	100
1950	115,6	79,2
1954	144,8	144,7
1955	160,1	156,7
1956	174,6	188,8
1957	191,8	215,6

7. PRODUCTION INDUSTRIELLE (*suite*).B) *Energie.*

	France	Japon
<i>Charbon</i> (1957) (millions de tonnes).		
Production.	59.089	51.732
Consommation	79.800	51.354
Stocks en fin d'année	4.882	1.827
Importations.	20.896	6.161
Travailleurs (nombre).	246.500	302.000
<i>Pétrole</i> (milliers de tonnes).		
<i>Produits bruts :</i>		
Production.	1.410	361
Importations.	24.062	14.827
<i>Produits finis :</i>		
Production.	23.309	14.551
Importations.	2.741	3.429
Exportations.	4.546	Négligeables
% des importations par origine.	100 %	100 %
Moyen-Orient.	78,5 %	66 %
États-Unis.	8,0 %	7 %
Divers.	13,5 %	27 %
<i>Electricité.</i>	fin 1957	fin 1956
<i>Équipement</i> (milliers de kW) :		
Thermique.	8.647	5.849
Hydraulique.	8.048	9.601
Total	16.695	15.450
% Hydro/Thermo.	48,2 %	62,2 %
<i>Production</i> (millions de kWh) :		
Thermique.	32.603	18.730
Hydraulique.	24.873	45.877
Total	57.476	64.607
% Hydro/Thermo.	43,3 %	71 %

7. PRODUCTION INDUSTRIELLE (suite).

C) Mines métalliques (milliers de tonnes).

	France	Japon
Minerai de fer :		
Production.	37.776	2.243
Importations.	Néant	9.467
Exportations.	22.397	Néant
Bauxite	1.686	Néant
Minerai de zinc.	23	135
Minerai de plomb.	17	36
Minerai de cuivre.	17	80

D) Sidérurgie (1957) (milliers de tonnes).

	France	Japon
Fontes		
Production.	11.915	6.815
Importations.	233	950
Exportations.	305	Néant
Aciers :		
Production.	14.095	9.943
Importations.	1.118	797
Exportations.	3.743	469

E) Métaux non ferreux (1957) (milliers de tonnes).

	France	Japon
Cuivre.	24,5	123,9
Aluminium.	196,40	84,5
Plomb.	117,80	41,5
Zinc.	157,90	140,9
Nickel.	6,5	3,6

7. PRODUCTION INDUSTRIELLE (*suite*).

F) Industries mécaniques.

	France	Japon
<i>Industrie automobile (milliers).</i>		
Production de voitures de tourisme . . .	738,3	50,1
Camionnettes (jusqu'à 2 tonnes)	157,1	80,6
Production de camions	26,5	46,8
Production d'autocars.	3,0	7,8
Exportations totales.	265,0	6,5
<i>Nombre de véhicules en usage (1955) :</i>		
Voitures de tourisme	3.350	158
Voitures utilitaires	1.470	290
Total	4.820	448
Nombre d'habitants/nombre de véhicules.	8,9	199,3

	Nombre	Tonnage G. T.	Nombre	Tonnage G. T.
<i>Constructions navales.</i>				
Cargos	20	101.800	216	642.124
Pétroliers	5	98.000	69	192.772
Divers	13	30.550	189	55.532
Navires exportés.	16	220.150	181	1.465.226
Total.	54	450.500	455	2.355.654

	Nombre	Nombre
<i>Matériel frigorifique.</i>		
Réfrigérateurs produits en 1957.	590.000	225.000
<i>Construction électrique.</i>		
Chiffres d'affaires (millions de dollars) :		
1956.	1.900	387
1957.	1.950	684

7. PRODUCTION INDUSTRIELLE (suite).

G) Industries chimiques et assimilées.

	France	Japon
<i>Industries du ciment</i> (milliers de tonnes).		
Production	12.475	15.107
Exportations	640	2.201
<i>Industries chimiques diverses.</i>		
<i>a) Production</i> (milliers de tonnes) :		
Acide sulfurique	1.600	6.291
Carbonate de soude	826	395
Acide chlorhydrique	229	281
Matières plastiques	150	245
<i>b) Consommation d'engrais</i> (1955-1956) :		
Engrais azotés (N) (1.000 M/T)	381,1	559,2
Par ha (kg)	17,9	109,8
Engrais phosphorés (P 205) (1.000 M/T)	628,5	323,0
Par ha (kg)	29,5	63,4
Engrais potassiques (K 20) (1.000 M/T)	581,2	382,5
Par ha (kg)	27,3	75,1
Matières colorantes	15	23
Peintures et vernis	350	209
<i>Industrie du caoutchouc</i> (milliers de tonnes).		
Importation de caoutchouc naturel	148	133
Importation de caoutchouc synthétique	47	16
Total	195	149
Consommation de caoutchouc par les industries nationales	182	143

7. PRODUCTION INDUSTRIELLE (*suite*).

H) Industries textiles.

	France	Japon
<i>Laine</i> (milliers de tonnes).		
Production de filés de laine.	84,9	116
Production de tissus de laine et tapis	84,3	216 environ
<i>Coton</i> (milliers de tonnes).		
Importation de coton brut.	313	588
U. S. A.	22 %	52 %
Inde, Pakistan, Birmanie	7 %	16 %
Divers.	71 %	32 %
Production de fils de coton.	301	513
Production de tissus de coton.	226	475 environ
<i>Soie</i> .		
Soie grège (tonnes) :		
Importations.	1.070	
Production.	8	18.900
Exportations.	—	4.440
<i>Fibres artificielles</i> (1956) (milliers de tonnes).		
Production de rayonne	106	416
Fils.	53	103
Fibres.	53	313
Production des fibres synthétiques	24	28,8

7. PRODUCTION INDUSTRIELLE (*suite*).I) *Industries des cuirs et peaux.*

	France	Japon
Peaux brutes (milliers de tonnes) :		
Production	139	30
Exportations	27	
Importations	49	79
Chaussures :		
Production (milliers de paires)	61.461	5.209

J) *Industrie de la pâte à papier et du papier.*

	France	Japon
1° Pâte à papier (milliers de tonnes) :		
Production	880	2.511
Importations	550	208
2° Papiers et cartons (milliers de tonnes) :		
Production	2.104	2.961
Importations	263	4
Exportations	85	106

K) *Brasseries.*

	France	Japon
Production (millions d'hl)	15,15	5,6
Ventes (millions d'hl)	14,70	5,6

L) *Tabacs.*

	France	Japon
Production de tabac brut (milliers de tonnes).	63,8	152,0
Production de cigarettes (milliards d'unités).	43,0	110,0
Consommation par an et par habitant de plus de 20 ans (unités)	1.420	2.220

8. TOURISME.

	France	Japon
Touristes arrivés (milliers de personnes) . . .	4.310	128
Pourcentage par nationalité :		
Europe	84,2	14,0
Amérique du Nord	14,1	48,2
Autres régions	1,7	37,8
Recettes en devises provenant du tourisme (millions de dollars)	136	65

9. ÉCHANGES EXTÉRIEURS.

	France		Japon
Total Importations + Exportations (millions de dollars-or des États-Unis)	1937	1.570	1.166
	1950	3.633	1.061
	1956	5.964	3.387

Annexe n° 9

MONTANT DE CAPITAL FIXE PAR INDUSTRIE
ET RÉPARTITION EN 1955 (100 millions de yens)

	Construc- tion	Machines	Animaux, véhicules, bateaux	Construc- tions publiques	Total
Agriculture	11.692	2.051	4.930	5.430	24.103
Forêts	355	23	44	820	1.242
Pêche	215	85	824	340	1.464
Charbon	594	353	50		997
Autres mines	218	229	83		530
Conserves	913	979	160		2.052
Textiles	1.072	1.742	42		2.856
Bois	399	455	78		932
Papier	226	441	7		674
Imprimerie	135	170	10		315
Chimie	896	1.208	54		2.158
Produits du charbon et pétrole .	288	361	32		681
Caoutchouc	54	102	3		159
Cuir	17	22			39
Poterie	282	459	31		772
Métaux	1.403	1.829	75		3.308
Mécanique	646	994	61		1.701
Équipement de transport . . .	477	547	26		1.050
Autres fabrications	78	74	7		159
Gaz	100	481	4		585
Électricité	6.377	2.793	18		9.188
Eau	1.501	69	6		1.576
Transports terrestres	10.606	743	3.133	3.380	17.862
— maritimes	82	16	1.726	1.750	3.574
Communication	2.390	993	14		3.397
Construction	167	257	257		681
Commerce	6.825	1.247	769		8.841
Construction non résidentielle .	422	28	3		453
— résidentielle	65.014				65.014
Finance et Services	19.227	1.461	425		21.113
Services publics	6.200				6.200
— semi-publics				9.070	9.070
Total	138.871	20.212	12.873	20.790	192.746

Source : *Capital Structure of the Japanese Economy*, Council for Industry Planning.

Annexe n° 10

COEFFICIENT DE CAPITAL MOYEN PAR INDUSTRIE

	Construc- tion	Machines	Animaux, véhicules, bateaux	Construc- tions publiques	Total sans construc- tions publiques	Total
Agriculture	0,693	0,122	0,293	0,322	1,108	1,430
Forêts	0,125	0,008	0,015	0 285	0,148	0,433
Pêches	0,101	0,040	0,390	0,160	0,531	0,691
Charbon	0,336	0,199	0,028		0,563	0,563
Autres mines	0,220	0,231	0,084		0,536	0,535
Conserves	0,062	0,067	0,011		0,140	0,140
Textiles	0,065	0,106	0,003		0,174	0,174
Bois	0,121	0,137	0,024		0,282	0,282
Papier	0,065	0,128	0,002		0,195	0,195
Imprimerie	0,077	0,101	0,001		0,179	0,179
Chimie	0,118	0,159	0,007		0,284	0,284
Produit du charbon et pé- trole	0,122	0,152	0,013		0,287	0,287
Caoutchouc	0,055	0,104	0,003		0,162	0,162
Cuir	0,040	0,053			0,093	0,093
Poterie	0,148	0,242	0,016		0,406	0,406
Métaux	0,085	0,112	0,005		0,202	0,202
Mécanique	0,129	0,199	0,012		0,340	0,340
Équipement de transport.	0,147	0,169	0,008		0,324	0,324
Autres fabrications . . .	0,043	0,042	0,004		0,089	0,089
Gaz	0,153	0,741	0,006		0,900	0,900
Électricité	2,294	1,004	0,006		3,304	3,304
Eau	6,526	0,300	0,026		6,852	6,852
Transports terrestres . . .	1,602	0,112	0,473	0,511	2,187	2,698
— maritimes . . .	0,048	0,009	1,004	1,017	1,061	2,078
Communications	1,284	0,534	0,008		1,826	1,826
Construction	0,015	0,024	0,024		0,063	0,063
Commerce	0,430	0,078	0,048		0,556	0,556
Construction non résiden- tielle	0,440	0,029	0,003		0,472	0,472
— résidentielle.	31,870				31,870	31,870
Finance et Services . . .	0,704	0,054			0,774	0,774
Services publics	1,925		0,016		1,925	1,925
— semi-publics . . .				17,780		17,780

Source : *Capital Structure of the Japanese Economy*, Council for Industry Planning.

Annexe n° 11

COEFFICIENT DE CAPITAL MARGINAL PAR INDUSTRIE
DE 1951 A 1955

	Total sans les constructions publiques	Total
Agriculture.	(—) 0,024	0,279
Forêts.	0,174	0,428
Pêches.	(—) 0,059	0,243
Charbon.	1,392	1,392
Autres mines.	0,208	0,208
Conserves.	0,101	0,101
Textiles.	0,097	0,097
Bois.	0,328	0,328
Papier.	0,195	0,195
Imprimerie.	0,774	0,774
Chimie.	0,226	0,226
Produits du charbon et pétrole.	0,380	0,380
Caoutchouc.	0,080	0,080
Cuir.	0,058	0,058
Poterie.	0,745	0,745
Métaux.	0,191	0,191
Mécanique.	0,249	0,249
Équipement de transport.	0,302	0,302
Autres fabrications.	0,871	0,871
Gaz.	0,791	0,791
Électricité.	4,846	4,846
Eau.	3,400	3,400
Transports terrestres.	0,320	1,194
— maritimes.	0,785	0,950
Communication.	1,531	1,531
Commerce.	0,023	0,023
Construction.	0,109	0,109
— non résidentielle.	0,465	0,465
— résidentielle.	39,550	39,450
Finances et Services.	0,235	0,235
Services publics.	(—) 0,408	(—) 0,408
— semi-publics.		21,671

Source : *Capital Structure of the Japanese Economy*, Council for Industry Planning

BIBLIOGRAPHIE

1. OUVRAGES CONSULTÉS.

- ACKERMAN (Edward A.), *Japan's Natural Ressources and their Relation to Japan's Economic Future*, The University of Chicago Press, Chicago, 1953.
- ALLEN (G. C.), *Japan's Economic Recovery*, Royal Institute of International Affairs, 1958.
- ARAI (Masao), *Development of Local Banking in Japan*, The Science Council of Japan, Division of Economics and Commerce, Tokyo, 1958.
- ARISAWA (Hiromi), *Level of living in Japan*, The Science Council of Japan, Division of Economics and Commerce, Tokyo, 1954.
- Asia Kyokai*, The Smaller Industry in Japan, Society for Economic Cooperation in Asia, Obun, Tokyo, 1957.
- AUERBACH (Arnold), *Le Capital étranger et le développement économique (1868-1938)*, Thèse Droit Univ. Paris, 1958.
- BALET (C.), *L'Expansion industrielle du Japon*, 1934.
- Bank of Japan, *Foreign Capital Research Society Report*, Tokyo, 1957.
- Banking Specialists Study Team, *Financial Conditions in Japan*, Japan Productivity Center, Tokyo, 1958.
- BARRET (François), *Évolution du capitalisme japonais*, Éditions sociales, 3 vol., Paris, 1945.
- *Une Féodalité industrielle : le Japon*, Édition du Chêne, Paris, 1945.
- BECKHART (Benjamin H.), *Banking Systems*, Columbia University Press, New York, 1954.
- BESSON-GUYARD, *Conséquences de la guerre 1939-1945 sur l'économie japonaise*, Thèse Droit Paris, 1953.
- BISSON, *Zaibatsu Dissolution in Japan*, University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1954.
- Bureau International du Travail, *Le Travail industriel au Japon*.
- CASTRO (Josué de), *La Géopolitique de la faim*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1952.
- CHARDONNET (Jean), *Les Grandes Puissances*, Dalloz, Paris, 1958.
- CLARK (Colin), *The Conditions of Economic Progress*, 2^e éd., Macmillan, Londres, 1951.
- COHEN (Jerome B.), *Japan's Postwar Economy*, Indiana University Press, Bloomington, 1958.
- DIETERLEN (Pierre), *L'Investissement*, Bilans de la connaissance économique, t. VI, chez Marcel Rivière, Paris.

- Economic Planning Agency, Economic Research Institute, *Employment Structure and Business Fluctuations*, Japanese Government, Tokyo, juillet 1959.
- *National Income Accounts, 1957, and National Wealth Survey, 1955*, Japanese Government, Tokyo, février 1959.
 - *New Long Range Economic Plan of Japan* (F. Y., 1958-1962).
 - *The Capital Accumulation and Enterprise Management in Postwar Japan*, 243 pages dactylographiées.
- GIUGLARIS (Marcel), *Lettres de Tokyo*, articles destinés à la presse.
- *Visa pour le Japon*, Collection Air du Temps, Gallimard, 1958.
- HIRSCHMANN (Albert), *The Strategy of Development*, Yale, 1958.
- Holding Companies Liquidation Commission, *Final Report*, 1951.
- Institute of World Economy, *Economic Conditions of Present Day Japan*.
- KAIHARA (Motosuke), *Land, Reform and Productivity*, Meiji Gakuin Ronso, octobre 1957.
- KUZNETS (Simon), *Long Terme Changes in the National Income of U. S. A. since 1870*, Income and Wealth, série II, I. A. R. I. W., Cambridge, 1952; Duke University Press, Durham.
- KUZNETS, MOORE et SPENGLER, *Economic Growth*, 1955.
- LABROUQUÈRE (André), *Capitalisme japonais*, Pichon, Paris, 1939.
- LEWIS (Arthur), *Theory of Economic Growth*, Allen and Unwin, Londres, 1955.
- LIEBENSTEIN, *Backwardness in Economic Growth*.
- LOCKWOOD (William), *The Economic Development of Japan. Growth and Structural Change 1868-1938*, Princeton University Press, 1954.
- LUTZ (Friedrich), *The Theory of Investment of the Firm*, Princeton University Press, 1951.
- MALISSEN (Marcel), *Investissement et Financement*, A. Colin, Paris, 1957.
- Ministry of Finance, *A Guide to Investment in Japan*, Tokyo, 1952.
- *General Survey of the Japanese Economy*, Tokyo, 1957.
- Ministry of Foreign Affairs, *Statistical Survey of Economy of Japan*, Tokyo, 1958.
- Ministry of International Trade and Industry, Council for Industry Planning, *Capital Structure of the Japanese Economy*, Tokyo, 1958.
- *Interindustry Analysis of the Japanese Economy*, Tokyo, 1958.
- Ministry of Labour, *White Papers on Labour*, Tokyo, 1959.
- Mitsubishi Economic Research Institute, 1^o *Analysis of the Japanese Enterprise*, Tokyo, 1958.
- 2^o *Capital Procurement in Postwar Japanese Industry*, Tokyo, mars 1957.
 - 3^o *Present Status of the Former Zaibatsu*, Tokyo, 1955.
- NAKAYAMA (Ichiro), *Analysis of Structure of Japanese Economy*, 2 volumes dactylographiés, Tokyo, 1957.
- *Capital Accumulation in Japanese Economy*, dactyl. Tokyo, 1957.
- NURKSE (Ragnar), *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, B. Blackwell, Oxford, 1953.
- OHKAWA (Kazushi), *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*, Kinokuniya, Tokyo, 1957.
- PERROUX (François), *Les Comptes de la nation et le capital national*, I. S. E. A., Paris.
- PRUNETTI (Yves), *Succès du Japon sur le marché mondial*, 1938.
- REUBENS (Edwin P.), *Foreign Capital and Domestic Development in Japan*, Rapport présenté à la Social Science Research Council Conference, printemps 1952.

- REUBENS (Edwin P.), *Population, Revenu et Capital*, Bulletin International des Sciences sociales, Unesco, 1954, n° 2.
- RIALLIN (Jean-Louis), *Économie et Population au Japon*, Thèse de Doctorat ès sciences économiques, 1960.
- ROSTOW (W. W.), *The Process of Economic Growth*, Clarendon Press, Oxford, 1953.
- Savings Promotion Central Committee, *Decade's Progress of Savings Campaign*, dactylographié, Tokyo, juin 1957.
- SHINOHARA (Miyoei), *The Structure of Savings and the Consumption Function in Postwar Japan*, ronéoté, Hitotsubashi Univ. Tokyo, 1959.
- STÆTZEL (Jean), *Jeunesse sans chrysanthème*, Plon, Unesco, Paris, 1955.
- TAKAHASHI (Chotaro), *Dynamic Changes of Income and its Distribution in Japan*, Tokyo, 1958.
- *Le Japon et les ressources mondiales*, 1939.
- Trade Bulletin Corporation, *Social and Economic Laws of Japan, Foreign Investment Law Annotated*, 2 vol., Tokyo, 1958-1959.
- TSURU (Shigeto), *Business Cycles in Post war Japan*, Tokyo, 1953.
- TSURU et OHKAWA, *Essays on Japanese Economy*, Tokyo, 1958.
- *Long Term Changes in the National Product of Japan since 1875*, International Association for Research in Income and Wealth, 1953.
- *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*, Kinokuniya, Tokyo, 1957.
- TSURUOKA, *The three Types of Measurement of Underemployment in Japan*, Bureau of Statistics, Ministry of Labour, Tokyo, mars 1959.
- United States Bureau of Foreign Commerce, *Investment in Japan*.
- USUI (Mikoko), *Développement économique et Répartition du travail*, Tokyo, mars 1957.
- UTLEY, *Capitalism and Class Struggle in Japan*, 1930.
- YAMANAKA (Tokutarō) et KOBAYASHI (Yoshio), *The History and Structure of Japan's Small and Medium Industry. With two Specific Surveys*, Tokyo, 1957.
- YOSHINO (Toshihiko), *Economic Recovery and Banking System*, Contemporary Japan, Tokyo, avril 1957.
- ZISCHKA (A.), *Le Japon dans le monde*, Payot, Paris, 1934.

2. PÉRIODIQUES.

- American Economic Review*, septembre 1957, Factor Proportions in Japan's Economic Development.
- Annals of the School of Business Administration*, Kobe University, 1957, n° 1, URABE (Kuniyoshi), The Separation of Ownership and Management in the Large Corporations in Japan, pp. 5-19.
- YAMASHITA (Katsuji), Capital Expenditure, pp. 23-27.
- Asian Affairs*, juin 1956, vol. 1, n° 2, NAKAYAMA (Itchiro), Characteristics of the Japanese Economy and Capital Accumulation, pp. 109-129.
- AKI (Koichi), Industrial Development and Technological Progress in Japan, p. 176.
- TAKAHASHI (Chotaro), Capital Accumulation in Early Meiji Era, pp. 130-148.
- Mars 1957, Prospects for New China.
- Juin 1957, volume 2, n° 2, FUJITA (Keizo), Management Structure of Small and Medium Enterprises, pp. 123-141.

- Asian Affairs* : Economic Planning Agency, Statistical Analysis of Medium and Small Enterprises in Japan, pp. 195-217.
- Septembre 1957, volume 2, n° 3, HOYNDEN (Yoshio), Importance of Smaller Industries in Asia and Possible Japanese Contribution.
 - Décembre 1957, volume 2, n° 4, TASUGI (Kisou), Problems on Productivity of Japanese Smaller Industry, pp. 427-441.
 - TAKASHI (Ihara), Economic Development in South East Asia and Problems of Raising Funds.
 - Mars 1958, Economic Development in Asia and Foreign Trade.
- Bulletin de l'Institut économique de Louvain*, 1955, Critique du capital output ratio.
- Bulletins mensuels de la Chambre de Commerce française du Japon*, de 1956 à 1960, Tokyo.
- Bulletin of University of Osaka Prefecture*, mars 1957, série D, n° 1, YAMAMOTO (Hideo), Can the Antimonopoly Laws Preserve Competition?, pp. 109-116.
- Cahiers de l'I. S. E. A.*, série F, Niveau de développement et politique de croissance, 1 à 11.
- Série I, Le Progrès économique.
- Economic Bulletin for Asia and the Far East*, O. N. U. Secretariat of the Economic Commission For Asia and the Far East, juin 1959, volume X, n° 1, 78 pages.
- Economic Survey of Japan*, Economic Planning Agency, édité par *The Japan Times*, 1957-1958 et 1958-1959.
- Economica*, février 1939-1940, Capital Intensity and the Trade Cycle, Kaldor et Hawtrey.
- Economie appliquée*, 1951, nos 3-4, Estimation des coefficients de capital dans quelques grands pays. Croissance économique et plein emploi.
- 1953, Différences dans la formation du capital.
 - 1954, n° 3, DOBB (M.), Note sur le degré d'intensité du capital.
- Fuji Bank Bulletin Quarterly*, de 1956 à 1960.
- Japan Science Review*, Economic Sciences, 1956, n° 3. Liste des livres parus au Japon en anglais de 1945 à 1955.
- Japanese Economic Statistics*, Economic Planning Agency, Tokyo, octobre 1958, n° 1.
- Keizai Kagaku*, mars 1957, volume 5, n° 1, USUI (Mikoto), Développement économique et Répartition du travail, pp. 35-52.
- Keizai Kenkyu*, avril 1956, volume 7, n° 2, TSURU (Shigeto), A Note on the Capital output ratio, pp. 114-120.
- Kobe Economic and Business Review*, 1956, INOUE (T.), Note on the Zai-batsu Combines, Kobé.
- Kobe University Economic Review*, 1955, n° 1, OKISHIO (Nobuo), Monopoly and the Rate of Profit, pp. 71-88.
- 1956, n° 2, NIINO (Kojiro), The Formation of the Japanese Financial Capital and its Characteristics, pp. 53-68.
 - NORITAKE (Yasuo), The Development of Monetary and Banking System in Japan, 1932-1945, p. 68.
- Kyklos*, *International Review for Social Sciences*, Bâle, 1956, volume IX, fascicule 2, KITAMURA (Hiroshi), Long Run Projection on the Japanese Economy.
- La Documentation française*, février 1960, Notes et Études documentaires sur le Japon, Secrétariat général du Gouvernement français, Paris.

Monthly Circular, Survey of Economic Conditions in Japan, Mitsubishi Economic Research Institute, Tokyo.

- Février 1957, n° 327, SUZUKI (Yasuzo), Sources of Industrial Funds of Enterprise, pp. 9-18.
- Septembre 1957, n° 334, YAMABE (Takashi), Structural Improvements in Industry in the World and in Japan, p. 11.
- Novembre 1957, n° 336, TSUYA (Shoichi), Sources of Industrial Funds after the War, pp. 12-24.

Monthly Statistical Bulletin, décembre 1957, United Nations.

Osaka Economic Papers, février 1956, volume 4, n° 3, MESAOKI (Kenji), Rationalization and Monopoly with Reference to the Concentration of Economic Power, pp. 1-8.

Revue d'Économie politique :

- 1952, LEDUC (G.), Le Sous-Développement et ses problèmes.
 - Juin 1955, BARRÈRE (A.), Analyse des relations entre capital et production.
 - Janvier 1959, ROYER, Compte rendu sur un article de Marrama.
- Sekai Keizai*, juin 1957, n° 38, PERLO (Victor), The Empire of High Finance, Hyoron, p. 62.

Survey of Japanese Finance and Industry, The Industrial Bank of Japan Ltd, Tokyo.

- Juillet-août 1956 et mai-juin 1959.

The Annals of the Hitotsubashi Academy, Hitotsubashi University Kunitachi, revue tri-annuelle, Tokyo, octobre 1950, YAMAGUCHI (Shigeru), The Banking System in Japan and its problems, p. 80.

- Avril 1953, NAKAYAMA (Ichiro), Accumulation of Capital in the Japanese Economy, p. 145.
- Avril 1954, YAMADA (Yuzo), The Income Growth and The Rate of Saving, p. 79.
- Avril 1956, MOTOKAZU (Kimura), Fiscal Policy and Industrialization in Japan, 1868-1895, p. 12.
- Avril 1957, YAMANAKA (Tokutaro), Prerequisites for Japanese Economy and Small Medium Industry, pp. 91-114.
- Avril 1958, TAKAHASHI (Chotaro), Public Investment in Postwar Japan, p. 101.
- KOJIMA (Kiyoshi), Japanese Foreign Trade and Economic Growth.
- UMEMURA (Mataji), Labor's Relative Share in the Japanese Manufacturing Industries since 1900, p. 176.
- Avril 1959, OHKAWA (Kasushi), The Differential Employment Structure of Japan, p. 205.
- NODA (Tsutomu), Labor's Relative Share in the Japanese Agriculture since 1878, p. 244.

The Economic Review, The Institute of Economic Research, Hitotsubashi University, Tokyo, avril 1956, TSURU (Shigeto), A Note on the Capital output ratio.

The Oriental Economist :

- Mars 1956, Small and Medium Sized Tusiness.
- Octobre 1956, Farm Economy in Japan.
- Septembre 1958, HIRATA (Keiichiro), Foreign Investment to Japan, p. 481.
- Japan Economic Yearbook, 1958.

Quarterly Journal of Economics, août 1947, volume LXI, REUBENS (E. P.), Small Scale Industry in Japan.

- 1951, KAHN (Alfred E.), The Capital output ratio.

- Quarterly Journal of Economics*, 1958, NURKSE (Ragnar), The Capital output ratio in India.
Quarterly Journal of Productivity Statistics, Productivity Research Institute, Japan Productivity Center, Tokyo.
The Review of Economic Studies, octobre 1958, The Capital output ratio in the Japanese Economic Development.
The Review of Economics and Statistics, août 1954, BHATT (V. V.), The Capital output ratio of Certain Industries : a Comparative Study of Certain Countries.
United Nations, Statistics of National Income and Expenditure, Statistical Papers, février 1953, série H, n° 3.
Who's Who in Japan, publié par The Rengo Press :
 — Automne 1958, Goto.
 — Hiver 1958-1959, Matsushita.
 — Été 1959, Okumura, Ishizaka.
Yearbook of National Accounts Statistics, United Nations, 1958.
-

VU LE PRÉSIDENT :

M. BYÉ.

VU LE 14 SEPTEMBRE 1960 :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
 et des Sciences Économiques
 de l'Université de Paris,*

G. LE BRAS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

J. SARRAILH.

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES ET DES ANNEXES

A. — *Tableaux.*

	PAGES
1. La croissance du revenu national au Japon avant la Deuxième Guerre mondiale (courbe).	2
2. La croissance du revenu national au Japon après la Deuxième Guerre mondiale (courbe).	3
3. Taux d'accumulation du capital brut.	7
4. Taux d'investissement brut/revenu national.	8
5. Apport du capital étranger au Japon de 1868 à 1929.	10
6. Répartition du flux de capital étranger de 1896 à 1913	11
7. Contrats d'assistance technique au 31 mai 1959	15
8. Royalties et redevances pour assistance technique	16
9. Investissements directs	17
10. Investissements directs par activité. au 30 juin 1958.	17
11. Pourcentage de capital détenu par des étrangers	18
12. Prêts de l'étranger	19
13. Origine des prêts.	19
14. Répartition des prêts par activité.	20
15. Répartition par activité de l'apport étranger.	22
16. Budgets cumulés de 1868 à 1875	25
17. Liste d'entreprises vendues par l'État.	27
18. Les ressources de l'État en 1936	28
19. Part des impôts et des dépenses publiques de 1926 à 1959. . .	30
20. Les ressources budgétaires de l'État	31
21. Répartition des dépenses budgétaires.	33
22. Répartition de l'aide publique à l'économie	34
23. Origine des fonds industriels.	35
24. Capitaux empruntés d'origine publique	35
25. Destination des prêts publics.	37
26. Les dépenses du budget familial	42
27. La propension moyenne à épargner.	46
28. Répartition du revenu national distribué	47
29. La propension à épargner des particuliers	48
30. La propension à épargner des paysans et travailleurs urbains. .	49
31. Indice du niveau réel de consommation par tête	49
32. Origine des investissements industriels	53

33. Taux d'intérêt bancaire.	53
34. Dépôts et prêts des institutions financières (fin 1957).	54
35. Origine des fonds industriels d'investissement	60
36. La destination des prêts bancaires en 1957.	61
37. Développement de la Bourse de Tokyo	66
38. Indice Dow Jones de la Bourse de Tokyo	67
39. Valeur des actions détenues par les institutions financières. . .	69
40. Taux de profit en 1940-1941.	71
41. Taux de profit/actif total	73
42. Répartition des capitaux des entreprises.	75
43. Structure du passif des entreprises	75
44. Familles agricoles par superficie cultivée.	81
45. La mécanisation de l'agriculture	83
46. La productivité du travail dans l'agriculture.	84
47. Structure de la production charbonnière en 1957.	86
48. Part produite par les petites entreprises.	88
49. Part de la production suivant la dimension des entreprises. . .	88
50. Répartition du capital total des sociétés.	89
51. Industries de transformation en 1957.	90
52. Part de l'équipement usagé dans les investissements en 1957 .	92
53. Répartition de la population active.	92
54. Consommation de matières premières par tonne de fonte . . .	95
55. Les investissements dans la construction navale	96
56. La construction navale en 1957	97
57. La mécanisation dans l'industrie automobile.	98
58. Filatures de coton en 1957.	99
59. Le développement de l'industrie lourde (courbe)	100
60. Développement des activités à forte intensité de capital. . . .	101
61. Indice de la production industrielle en 1958	101
62. La production de textiles synthétiques en 1957.	103
63. Production de récepteurs de radio	105
64. L'influence des relations internationales sur la structure de l'éco- nomie (courbe).	110
65. Importations par catégorie de marchandises.	111
66. Provenance des importations.	112
67. Exportations japonaises par type de produits	114
68. Les exportations japonaises vers le Sud-Est asiatique.	115
69. Destination des exportations.	117
70. Production de postes de radio	118
71. Chômage dans divers pays en 1932.	120
72. Critères du sous-emploi chronique	121
73. Nombre de travailleurs sous-employés.	122

74. Degré de dépendance vis-à-vis du sous-contrat.	124
75. Nombre d'emplois créés par un investissement.	126
76. L'utilisation du facteur capital croît avec la taille des entreprises.	128
77. Part du capital versé des sociétés sous le contrôle des Zaibatsu	135
78. Structure des trusts avant-guerre (schéma)	136
79. Structure des trusts après-guerre (schéma)	139
80. Source des fonds industriels	139

B. — *Annexes.*

1. Taux de croissance du revenu national suivant Yamada. . . .	147
2. Taux de croissance du revenu national suivant C. Clark. . . .	147
3. Taux de croissance du revenu national suivant Ohkawa. . . .	148
4. Indice des prix de gros au Japon de 1873 à 1952.	150
5. Indice des prix de gros de 1931 à 1958	151
6. Taux de l'argent de 1950 à 1958	152
7. Le coefficient de capital moyen de 1905 à 1935.	152
8. Tableaux France-Japon :	
1. Généralités	153
2. Climat	153
3. Population	154
4. Transports	155
5. Santé	156
6. Agriculture. Élevage. Pêcheries	157
7. Production industrielle.	158
8. Tourisme.	165
9. Échanges extérieurs	165
9. Montant de capital fixe par industrie et répartition en 1955 . .	166
10. Coefficient de capital moyen par industrie.	167
11. Coefficient de capital marginal par industrie de 1951 à 1955 . .	168

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
PRÉFACE, par Maurice BYÉ.	V
AVANT-PROPOS, par René CAPITANT.	XI
INTRODUCTION	1
Le développement du Japon constitue un exemple	2
§ 1. — Par son remarquable taux de croissance du revenu national.	2
§ 2. — Malgré une dotation inadéquate des trois fac- teurs de production.	4

PREMIÈRE PARTIE

LA FORMATION DU CAPITAL : SON TAUX ÉLEVÉ

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le faible apport des capitaux étrangers : crois- sance close de l'économie japonaise</i>	9
SECTION 1. — De 1868 à la Première Guerre mondiale, le Gou- vernement japonais lance des emprunts à l'étranger	10
§ 1. — Les emprunts lancés à l'étranger	12
§ 2. — Les investissements directs.	12
SECTION 2. — La part des investissements directs augmente pen- dant l'entre-deux-guerres.	13
SECTION 3. — Le capital étranger après-guerre	14
§ 1. — L'assistance technique.	14
§ 2. — Participation à la gestion	16
§ 3. — Prêts de l'étranger	19
§ 4. — Les caractéristiques du capital étranger après- guerre.	21
1° Part prépondérante des États-Unis.	21
2° C'est l'assistance technique que les Japo- nais ont surtout recherchée.	21
3° Le capital étranger s'est surtout dirigé vers les activités lourdes et chimiques	21
CHAPITRE II. — <i>L'action des pouvoirs publics a été déterminante</i>	23
SECTION 1. — L'État fut le promoteur du développement éco- nomique	23

	PAGES
§ 1. — L'État a lancé et exploité directement des entreprises	25
§ 2. — L'État a aidé l'industrie privée.	26
SECTION 2. — Avant la Deuxième Guerre mondiale, l'État a favorisé la concentration des entreprises	28
§ 1. — Les ressources de l'État	28
§ 2. — Les dépenses de l'État.	29
SECTION 3. — Depuis 1945, l'interventionnisme de l'État s'est réduit	30
§ 1. — Les ressources de l'État sont essentiellement fiscales	31
§ 2. — Les dépenses de l'État.	33
a) Les investissements publics	34
b) Les prêts de l'État.	35
c) Libéralisme et planification	37
CHAPITRE III. — <i>La propension à épargner des particuliers reste forte.</i>	39
SECTION 1. — L'éthique rigoureuse détermine une forte propension à épargner	39
SECTION 2. — L'effet d'imitation élève la propension à consommer	41
SECTION 3. — Les résultats :	
L'éthique rigoureuse tend à disparaître mais la propension à épargner reste forte grâce à l'accroissement du revenu.	46
§ 1. — La propension moyenne à épargner	46
§ 2. — La propension marginale à épargner.	49
CHAPITRE IV. — <i>Le rôle du système bancaire dans l'accumulation du capital.</i>	51
SECTION 1. — Les banques.	51
§ 1. — Les banques drainent le capital privé	51
A) Les banques ordinaires	54
B) Les banques de crédit à long terme.	56
C) Les trust banks	56
D) Les autres établissements privés de prêt.	56
a) En faveur des petites entreprises	56
b) En faveur de l'agriculture et des forêts	57
E) Les compagnies d'assurance.	58
F) Les institutions financières gouvernementales	58
§ 2. — Les banques financent les investissements privés : expansion et inflation.	60
La Banque du Japon.	61
Sa politique anticyclique.	62

	PAGES
SECTION 2. — La Bourse.	65
§ 1. — Le développement de la Bourse de Tokyo . . .	66
§ 2. — La publicité au service de la Bourse.	67
§ 3. — Les titres faisant l'objet de transactions	68
CHAPITRE V. — <i>L'autofinancement.</i>	70
SECTION 1. — Les Grandes Unités de Production et l'autofinancement. Les pôles de développement.	71
SECTION 2. — La faiblesse de l'autofinancement après-guerre. .	73
Ses causes :	
1° Les raisons fiscales	73
2° L'instabilité monétaire.	74
3° Le taux de l'argent	74
4° Les banquiers sont devenus actionnaires.	74
<i>Conclusion sur la formation du capital au Japon</i>	76

DEUXIÈME PARTIE

L'UTILISATION DU CAPITAL : LES DEUX JAPON

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le dualisme de l'économie japonaise.</i>	79
SECTION 1. — Le Japon traditionnel.	
Petites entreprises sous-mécanisées dans les activités à faible intensité de capital	79
§ 1. — Le secteur primaire	79
a) L'agriculture.	79
1° La main-d'œuvre est excessive. . .	80
2° La mécanisation reste faible. . .	81
3° Tendance récente à la mécanisation de l'agriculture	82
b) Les mines.	85
§ 2. — Le secteur secondaire est en partie sous-équipé. .	87
a) Les petites entreprises assurent une forte part de la production.	87
b) Faible degré de mécanisation	88
c) Faible productivité du travail	89
1° Par entreprise.	89
2° Par activité.	90
3° Causes de la faible productivité du travail.	91
§ 3. — Le secteur tertiaire	92
SECTION 2. — Le Japon moderne	94
De grandes entreprises mécanisées dans les activités à forte intensité de capital	94
§ 1. — Changements dans la combinaison des facteurs de production : la mécanisation de l'industrie.	94

	PAGES
L'industrie lourde.	95
La construction navale	96
L'industrie automobile.	97
L'industrie textile.	98
§ 2. — Le développement des activités à forte intensité capitalistique.	99
L'industrie textile.	102
La sidérurgie.	103
L'industrie automobile.	103
L'industrie chimique	105
L'industrie électronique	105
CHAPITRE II. — <i>Causes de la structure dualiste.</i>	107
SECTION 1. — L'explication historique.	107
SECTION 2. — L'explication par le commerce extérieur.	108
§ 1. — Le Japon est voué au développement d'indus- tries exportatrices.	109
A) Nécessité d'accroître les exportations.	109
B) Nécessité de réduire les importations : « la balance limite la croissance »	110
§ 2. — Le dualisme des débouchés.	113
A) Le Japon moderne, usine de l'Extrême- Orient?	115
B) Le Japon traditionnel, atelier des pays industrialisés?	116
SECTION 3. — La confrontation du travail et du capital	118
§ 1. — Le facteur travail est excessif.	119
A) Le chômage déclaré	119
B) Le sous-emploi chronique.	120
C) Le bas niveau des salaires du Japon tra- ditionnel	122
a) Faible productivité du travail.	123
b) Impuissance du syndicalisme	123
D) Le sous-contrat : trait d'union entre le Japon traditionnel et le Japon mo- derne.	124
§ 2. — Le capital — facteur insuffisant — est concen- tré dans le Japon moderne.	125
A) Insuffisance des capitaux face aux be- soins	125
B) Le choix des activités à forte intensité de capital.	127
C) Le choix des facteurs de production	128
a) Les causes psychologiques de la concentration du capital dans les Grandes Unités de Produc- tion	129
b) L'utilisation du facteur travail	

n'est pas avantageuse dans les G. U. P.	130
c) Les G. U. P. sont vouées à la mé- canisation	131
d) Les guerres ont favorisé le déve- loppement des G. U. P. forte- ment mécanisées.	132
e) L'abondance du facteur capital au sein des G. U. P. : les trusts sont devenus bancaires. Avant- guerre. Décartellisation. Re- constitution des banques. . .	134
<i>Conclusions sur l'utilisation du capital dans l'économie japonaise . . .</i>	141
CONCLUSION GÉNÉRALE :	
Quels enseignements peut-on tirer pour les pays en état de sous- développement de la formation et de l'utilisation du capital dans l'économie japonaise?	143
A) Un taux élevé d'accumulation du capital est nécessaire. . .	144
B) Une utilisation non harmonisée du facteur capital.	145
ANNEXES	147
BIBLIOGRAPHIE.	169
LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES ET DES ANNEXES.	175

1962. — IMPRIMERIE FLOCH, MAYENNE.
ÉDIT. 26.545. IMPRIMÉ EN FRANCE. IMP. 5016

